



Évaluation des formations

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 1^{ER} CYCLE

Université d'Évry-Val-d'Essonne

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 01/12/2025

Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

Au nom du comité d'experts :

Françoise Conan, présidente

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	4
Domaine Arts, lettres, langues	4
Domaine Droit, économie, gestion.....	4
Domaine Sciences humaines et sociales.....	5
Domaine Sciences, technologies, santé.....	5
Organisation de l'évaluation.....	6
Rapport du 1^{er} cycle	7
Présentation de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle.....	8
Analyse globale de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	8
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	9
L'accompagnement des étudiants du 1 ^{er} cycle à la réussite.....	10
L'adossement des formations du 1 ^{er} cycle à la recherche	12
La professionnalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	12
L'internationalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	13
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1 ^{er} cycle	14
Conclusion	14
Points forts.....	14
Points faibles.....	15
Recommandations.....	15
Points d'attention transversaux	15
Points d'attention sur les formations du 1 ^{er} cycle	16
Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle	17
Rapports des formations du 1^{er} cycle.....	21
Observations de l'établissement	123

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université d'Évry-Val-d'Essonne pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19, ainsi que par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 1^{er} cycle (loi ORE, accès aux études de santé, bachelors universitaires de technologie, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement. Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme des bachelors universitaires de technologie (BUT), seules les deux premières années des BUT (BUT1 et BUT2) sont évaluées en vague E et dans ce rapport.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 1^{er} cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visioconférence, comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégialement par le Hcéres et l'établissement.

Ce rapport contient le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 1^{er} cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues

- Licence *Arts du spectacle*
- Licence *Musicologie*

Domaine Droit, économie, gestion

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Management de la logistique et des transports*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation*
- Licence *Droit*
- Licence *Économie et gestion*
- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*
- Licence professionnelle *E-commerce et marketing numérique*
- Licence professionnelle *Logistique et pilotage des flux*
- Licence professionnelle *Management et gestion des organisations*
- Licence professionnelle *Métiers de la GRH : assistant*
- Licence professionnelle *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers*
- Licence professionnelle *Technico-commercial*

Domaine Sciences humaines et sociales

- Licence *Histoire*
- Licence professionnelle *Services à la personne*

Domaine Sciences, technologies, santé

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Qualité, logistique industrielle et organisation*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Science et génie des matériaux*
- Licence *Chimie*
- Licence *Informatique*
- Licence *Mathématiques*
- Licence *Physique*
- Licence *Sciences de la vie*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif*
- Licence *Sciences pour l'ingénieur*
- Licence professionnelle *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*
- Licence professionnelle *Métiers de l'informatique : applications web*
- Licence professionnelle *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications*
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction*
- Licence professionnelle *Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 1^{er} cycle de l'université d'Évry-Val-d'Essonne a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par Mme Françoise Conan, professeure des universités en chimie à l'université de Bretagne Occidentale. La vice-présidence du comité a été assurée par Mme Laure Ambroise, professeure des universités en sciences de gestion et du management à l'université Jean Monnet.

Ont également participé à cette évaluation :

- Mme Johana Attaiech, cheffe d'entreprise au cabinet Attaiech Guedj ;
- M. Christophe Beckerich, maître de conférences en sciences économiques à l'université de Reims Champagne-Ardenne ;
- M. Jérôme Buridant, professeur des universités en géographie à l'université de Picardie Jules-Verne ;
- Mme Anne Demeester, maîtresse de conférences en sciences de l'éducation et experte en sciences de la santé à Aix-Marseille Université ;
- Mme Sylvie Dupré-Aucouturier, maîtresse de conférences en biologie à l'université Claude Bernard Lyon 1 ;
- M. Frédéric Flouvat, professeur des universités en informatique à Aix-Marseille Université ;
- M. Alain Gaugue, professeur des universités en sciences de l'ingénieur à La Rochelle Université ;
- M. Farid Houache, chargé de mission à GIM ;
- Mme Sandrine Lagaize, maîtresse de conférences en mathématiques à l'université du Littoral Côte d'Opale ;
- Mme Sophie Lechartre, professeure agrégée en sciences de gestion et du management à l'université de Lille ;
- M. Ziad Malas, maître de conférences en gestion à l'université Toulouse III Paul Sabatier ;
- M. Rodolphe Pauvert, maître de conférences en langue et civilisation italiennes contemporaines à l'université de Poitiers ;
- M. Catalin-Viorel Popa, professeur des universités en sciences de l'ingénieur à l'université de Reims Champagne-Ardenne ;
- M. Laurent Posocco, maître de conférences en droit à l'université Toulouse Capitole ;
- Mme Aikaterini Rompopoulou, étudiante en licence de chimie à l'université Toulouse III Paul Sabatier.

Mme Corinne Kolinsky-Osmani, conseillère scientifique, et Mme Véronique Ye, chargée de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 1^{er} cycle

Présentation de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du premier cycle de l'université d'Évry-Val-D'Essonne (UEVE) compte 35 formations : 14 licences générales, 13 licences professionnelles (LP) et 8 bachelors universitaires de technologie (BUT), et elle couvre l'ensemble des domaines disciplinaires, à l'exception de celui de la Santé. En 2022-2023, ce sont presque 7 000 étudiants qui se répartissent de la façon suivante : 78 % dans les licences générales, 14 % dans les BUT et 8 % dans les LP.

Cette offre de formation se répartit dans quatre domaines disciplinaires de la manière suivante. Dans le domaine Arts, lettres, langues (ALL), 288 étudiants sont inscrits dans 2 licences. Le domaine Droit, économie, gestion (DEG) comprend 3 BUT, 2 licences et 7 LP dans lesquelles sont inscrits 2 580 étudiants. Le domaine Sciences humaines et sociales (SHS) offre 1 licence et 1 LP à 257 étudiants. Représentant un peu plus de la moitié des formations du 1^{er} cycle de l'UEVE, le domaine Sciences, technologies et santé (STS) inclut 19 formations : 5 BUT, 9 licences et 5 LP et compte 3 670 étudiants.

Depuis la récente réforme de l'accès au 1^{er} cycle des études de santé, seule la licence *Sciences de la vie* propose une licence avec option accès santé (L.AS) organisée en lien avec l'université Paris-Saclay, l'UEVE ne disposant pas d'une composante Santé.

Cette offre est portée par 6 composantes : 5 unités de formation et de recherche (UFR) — Droit et science politique (974 étudiants inscrits en 2022-2023), Langues, arts et musique (288), Sciences fondamentales et appliquées (2 814), Sciences humaines et sociales (832) et Sciences et technologie (291) — ainsi qu'un institut universitaire de technologie (IUT) (1 596 étudiants inscrits en 2022-2023), qui comprend 3 sites : Évry, Brétigny-sur-Orge et Juvisy-sur-Orge.

Durant la période évaluée (2020-2023), la politique de formation du 1^{er} cycle de l'UEVE bénéficie du soutien d'un financement du plan d'investissement d'avenir (PIA), porté par l'établissement, en faveur de la création du Campus des métiers et des qualifications d'excellence (CMQE) Industrie du futur Île-de-France. Elle tire également parti du projet du PIA de l'Île-de-France « Orientation régionale pour l'accompagnement du continuum lycéens – étudiants » (ORACCLE) dont l'enjeu majeur est de fluidifier les échanges entre les lycées et l'enseignement supérieur, ainsi que, jusqu'en 2022, du projet du PIA « Hybrider, construire et accompagner la réussite » (HYCARE) porté par l'université Paris-Saclay pour la transformation des pratiques d'enseignement et d'accompagnement pédagogique des étudiants. Enfin, l'UEVE bénéficie aussi depuis 2019 de l'alliance universitaire européenne European University Alliance for Global Health (EUGLOH), portée par l'université Paris-Saclay.

Analyse globale de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du 1^{er} cycle de l'UEVE a été conçue dans la perspective de sa fusion prévue avec celle de l'université Paris-Saclay, qui inclut également l'offre de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ). Actuellement, l'UEVE est engagée dans une logique de co-construction de la nouvelle offre de formation en vue de la prochaine accréditation en collaboration avec l'université Paris-Saclay. Cette volonté, clairement affichée, se traduit notamment par une restructuration de l'architecture des formations de manière à converger vers une offre encore plus riche et harmonisée du 1^{er} cycle de l'université Paris-Saclay. Ce travail, qui s'appuie sur un processus collaboratif impliquant les responsables des formations, est particulièrement apprécié par le comité. Cependant, cette convergence de l'offre est beaucoup plus avancée pour les licences générales que pour les formations fortement professionnalisantes, telles que les LP et les BUT, opérés pour la plupart au sein de l'IUT d'Évry, où elle demeure quasiment absente.

Dans le prolongement de cette ambition, l'UEVE, intégrée dans une ville labellisée apprenante par l'UNESCO, souhaite être un établissement inclusif de proximité et affiche clairement sa volonté d'offrir un accueil de qualité aux étudiants, en particulier à ceux issus de milieux éloignés de l'enseignement supérieur. Elle s'inscrit parfaitement dans la politique de l'université Paris-Saclay visant le développement de l'accompagnement des étudiants, un axe stratégique prioritaire et l'un de ses principaux atouts. Dans cet objectif, sont mis en place de nombreux dispositifs d'aide à la réussite innovants et surtout adaptés aux différents publics.

Par ailleurs, les axes stratégiques de l'UEVE s'articulent autour de deux piliers, la génomique et l'innovation, qui articulent recherche, formation et milieu socio-économique grâce au génopôle, au biocluster GenoTher, ainsi qu'au campus des métiers et des qualifications Industrie du futur Île-de-France, et au Centre d'innovation de

l'usine du futur pour une industrie durable et responsable. Le comité apprécie que ces projets intègrent, dans leur périmètre, certaines formations du 1^{er} cycle.

En revanche, en dépit de nombreux partenariats internationaux, la politique des relations internationales de l'UEVE n'a pas de retombées significatives. Le comité regrette que l'UEVE, bien qu'étant membre associé de l'université Paris-Saclay ne mette pas à profit les opportunités offertes par l'alliance européenne EUGLOH au service des formations du 1^{er} cycle pour enrichir le parcours de ses étudiants.

Enfin, le comité note favorablement que l'UEVE est engagée dans un processus interne visant à renforcer ses outils de pilotage, couvrant l'ensemble du parcours des étudiants, de l'inscription à l'insertion professionnelle. Cependant, le suivi des diplômés n'est pas encore réellement mis en place à l'échelle de l'établissement. Ces dispositifs ne sont toutefois pas suffisamment appropriés par l'ensemble de la communauté, notamment au sein de l'IUT. Par ailleurs, même si l'établissement accompagne les composantes dans la mise en œuvre de l'approche par compétences (APC), le déploiement opérationnel de cette démarche n'est pas encore effectif.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'UEVE reflètent une réelle volonté d'intégration dans l'université Paris-Saclay, avec des progrès dans la structuration des portails, bien que leur mise en œuvre demeure inégale. La volonté de co-construction affichée par l'établissement transparaît dans les dossiers d'autoévaluation des formations, essentiellement ceux des licences générales. Cette co-construction, initiée dès 2015 et ayant d'abord concerné le 2^e cycle, l'UEVE ne portant désormais plus que trois masters, s'est appuyée, dans le cadre du contrat actuel, sur le volontariat des responsables de formations, notamment des licences *Histoire*, *Chimie*, ou encore *Physique*.

En vue de la préparation de la nouvelle offre, des groupes de travail, mis en place à l'échelle des composantes, fonctionnent selon des processus collaboratifs qui ne se limitent pas qu'à une approche descendante de la présidence vers les formations. Pour accompagner ce processus, des facilitateurs ou des référents sont également nommés. Cependant, les trois mentions de licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS)* de l'UFR Sciences fondamentales et appliquées (SFA) ne font état d'aucun processus de rapprochement. De plus, aucune contribution au dispositif L.AS n'est évoquée, ce qui est regrettable pour des formations de ce secteur, d'autant que l'UEVE propose dès la deuxième année un parcours L.AS au sein de la mention *Sciences de la vie*, dans les parcours *Interface biologie chimie et Génomique, biologie et santé*. Le comité suggère que les cours spécifiques de la mineure *Santé*, organisés en lien avec l'université Paris-Saclay, et permettant actuellement l'octroi de 10 crédits ECTS supplémentaires, soient intégrés dans les 60 crédits ECTS de la maquette afin de limiter le surcroît de travail des étudiants.

Pour répondre à l'objectif de fusion de l'offre de formation actuelle, les portails de l'UFR SFA ont été restructurés en entrées bidisciplinaires dès le début du contrat actuel, afin de converger vers l'offre de l'université Paris-Saclay. Par ailleurs, les programmes sont conçus pour permettre une orientation progressive dès la première année de licence (L1), avec de nombreux enseignements mutualisés, favorisant les passerelles entre mentions. À l'inverse, l'UFR Sciences et technologie (ST) propose une seule mention, la licence *Sciences pour l'ingénieur*, qui repose sur un tronc commun pluridisciplinaire durant les deux premières années, avec une spécialisation qui ne débute qu'en troisième année (L3). Dans les domaines DEG et SHS, les formations sont très monodisciplinaires. En revanche, les deux formations du domaine ALL, les licences *Musicologie* et *Arts du spectacle* se distinguent par la mutualisation d'un grand nombre d'unités d'enseignement (UE), ce qui offre des passerelles dès la fin du premier semestre.

De manière spécifique, les BUT sont construits en cohérence avec leur programme national. La plupart des LP qui permettaient auparavant la poursuite d'études après un diplôme universitaire de technologie (DUT) sont désormais intégrées au sein des BUT. Quelques formations dites de niche, telles que les LP *Métiers de l'immobilier* et *Service à la personne*, ainsi que celles ayant développé des partenariats très étroits, comme la LP *Assurance banque finance : chargé de clientèle*, gardent leur structure de LP. Cependant, le positionnement de certaines LP soulève des questions. Par exemple, la LP *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications* se retrouve en concurrence directe avec le BUT *Réseaux et télécommunications*, parcours *Cybersécurité*, ce qui conduit à une baisse de ses effectifs. En revanche, la LP *E-commerce et marketing numérique* coexiste avec le parcours *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat* du BUT *Techniques de commercialisation*, proposé sur les sites d'Évry et de Juvisy, sans que cela affecte les effectifs des deux formations. Enfin, il convient de souligner que l'intégration des BUT et des LP dans la future offre commune n'a pas encore vraiment débuté. Une première réunion avec les responsables des IUT de l'université Paris-Saclay est prévue fin 2024.

Bien que l'établissement mette en avant les enjeux de la transition écologique et du développement durable, ces derniers ne sont pas vraiment pris en compte dans les formations. À l'échelle de l'établissement, un travail de cartographie est mené par un chargé de mission dans le but de déployer ces enseignements dans l'ensemble du 1^{er} cycle. Même si la plupart des responsables indiquent intégrer ces thématiques dans certains enseignements, cela reste exceptionnel. Néanmoins, certaines formations, comme la licence *Histoire*, imposent déjà aux étudiants de suivre le *small private online courses* (SPOC) « Enjeux de la transition écologique », développé à l'échelle de l'université Paris-Saclay. D'autres formations, telle la licence *Sciences pour l'Ingénieur*, indiquent attendre l'intégration au sein de l'université Paris-Saclay pour proposer ce SPOC.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

En lien avec sa volonté d'ancrage territorial, l'établissement met en œuvre des dispositifs performants d'information et de communication à destination des futurs étudiants de son territoire, permettant ainsi que ses formations du 1^{er} cycle jouissent globalement d'une bonne attractivité, notamment les licences générales. À l'échelle de son territoire, afin de favoriser l'attractivité de ses formations, l'UEVE mène une politique de communication très active et met en œuvre des actions de communication à destination des futurs étudiants, telles que des journées portes ouvertes (JPO), des semaines d'intégration en lien avec le dispositif ORACCLE ou encore des cordées de la réussite en licence *Sciences pour l'ingénieur*. Par ailleurs, de nombreux responsables de formations indiquent participer activement aux différents salons étudiants et événements d'information et d'orientation organisés au sein des établissements d'enseignement secondaire ou à des événements grand public comme la Fête de la science.

Les licences générales de l'UEVE présentent des taux de remplissage en L1 en parfaite adéquation avec les capacités d'accueil affichées sur Parcoursup, avec parfois des effectifs supérieurs à cette capacité, notamment pour les licences *Économie et gestion*, *Sciences pour l'ingénieur*, les trois mentions STAPS, dénotant une excellente attractivité.

En revanche, bien qu'une hausse des effectifs en BUT1 soit constatée durant la période évaluée, des disparités dans les taux de néo-entrants nécessitent une attention particulière. En effet, certains BUT affichent une attractivité relativement faible, entraînant des taux de remplissage en deçà des capacités d'accueil. Par exemple, le BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*, enregistre une certaine baisse, passant de 80 % à 72 % au cours de la période évaluée, tandis que le BUT *Science et génie des matériaux* maintient un taux de remplissage faible autour de 70 %. À l'inverse, le BUT *Génie mécanique et productique* dépasse les capacités d'accueil grâce à une forte attractivité. À noter que le taux moyen d'accueil des bacheliers technologiques en BUT à l'UEVE est de l'ordre de 44 %, ce qui reste acceptable, sachant que le BUT *Science et génie des matériaux*, qui bénéficie d'une dérogation du rectorat, accueille seulement 25 % de bacheliers technologiques.

De même, si certaines LP connaissent une bonne attractivité, avec des taux de pression supérieurs à trois, telles que les LP *Management et gestion des organisations* et *Métiers de la GRH : assistant*, ou encore la LP *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*, qui connaît une hausse de ses effectifs et un dépassement de la capacité d'accueil, d'autres, comme les LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*, peinent à attirer les étudiants, elle gagnerait à être soutenue par la création de passerelles et une stratégie renforcée de visibilité.

À l'échelle du 1^{er} cycle, les taux de réussite, suivis et analysés, sont globalement bons à l'exception de quelques licences générales et de quelques BUT, en première année. Dans les licences générales, les taux de réussite en L1 avoisinent 40 % et sont corrects dans l'ensemble, à l'exception des licences *Musicologie*, *Histoire* et *Droit*, où ils restent nettement inférieurs à 30 % au cours des trois années évaluées, nécessitant des actions d'amélioration. En revanche, les taux de réussite dans les années supérieures sont nettement plus élevés, avec une progression marquée entre la deuxième et la troisième année (L2 et L3). Par exemple, la licence *Histoire* affiche un taux de réussite de 75 % en L2 et de 90 % en L3. Une évolution similaire est observée en licence *Informatique*, où le taux de réussite en L3, supérieur à 90 %, est excellent.

En ce qui concerne les BUT, le taux de réussite moyen en BUT1 est légèrement supérieur à 60 %, mais ce chiffre global masque des disparités selon les disciplines. Ainsi, le BUT *Management de la logistique et des transports* affiche un très bon taux supérieur à 80 %, tandis que les BUT *Génie mécanique et productique*, et *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques* présentent des taux légèrement inférieurs à 60 %. Le BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, quant à lui, affiche un taux inférieur à 50 %, ce qui est insuffisant pour une formation sélective. La situation s'améliore en BUT2, avec des taux moyens dépassant 75 %, notamment pour les BUT *Techniques de commercialisation* et *Qualité logistique industrielle et organisation* qui atteignent d'excellents résultats, respectivement 88 % et 97 %. Enfin, les taux de réussite en LP, souvent supérieurs à 90 %, sont très bons, voire excellents. Leur valeur moyenne est d'environ 86 % pour l'ensemble des formations.

Malgré la richesse des initiatives mises en place pour accompagner la réussite des étudiants, les données fournies dans le dossier concernant les taux de réussite des bénéficiaires de ces dispositifs sont lacunaires, voire absentes, ne permettant pas d'en apprécier l'efficacité. Le comité suggère de systématiser un suivi à l'échelle du cycle. Le dispositif d'accueil proposé par l'UEVE pour les néo-entrants est une initiative remarquable, avec un parcours d'intégration de 15 jours impliquant des étudiants ambassadeurs et un guichet unique « welcome desk » inauguré en 2023, favorisant leur intégration et leur familiarisation avec l'environnement universitaire.

Parmi les initiatives clés de l'UEVE pour accompagner les étudiants à la réussite, le dispositif « Émulateur », interne à l'établissement et destiné en priorité aux étudiants inscrits sous condition « oui si », environ 10 % de l'effectif, est intégré dans toutes les maquettes de L1 dès le premier semestre, à l'exception des trois licences *STAPS*. Le comité apprécie particulièrement ce dispositif qui comprend deux volets : un volet transversal, piloté par l'établissement, et un volet disciplinaire décliné à l'appréciation des responsables pédagogiques faisant appel à des pratiques pédagogiques variées.

L'accompagnement pour la réussite en licence (ARL) représente une initiative complémentaire intéressante, offrant une flexibilité d'application selon les composantes et les mentions. Financé par une enveloppe budgétaire variable attribuée aux UFR, ce dispositif permet de diversifier les approches pédagogiques et d'adapter les stratégies d'accompagnement aux besoins spécifiques des étudiants. Des méthodes pédagogiques variées sont ainsi présentées aux étudiants, comme des jeux sérieux en licences *Physique*, *Chimie*, *Sciences de la vie* et *Histoire*, des quiz d'autoévaluation sont aussi proposés en licence *Mathématiques* et *Économie et gestion*. D'autres ressources numériques sont également mises à disposition des étudiants dans le but de favoriser la réussite.

Dans les formations fortement professionnalisantes, une action très intéressante est mise en place par l'équipe pédagogique du BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques* qui exploite le projet OSER « Réussir en mathématiques ». Ce projet, financé dans le cadre d'un appel à projet (AAP) « OSER - Initiatives pédagogiques » de l'université Paris-Saclay, permet aux étudiants de travailler sur les automatismes de calculs et les méthodes mathématiques en utilisant internet. Le tutorat, largement déployé à l'échelle de l'UEVE, est proposé dans la plupart des formations, aussi bien en licence qu'en BUT, à l'instar du BUT *Qualité logistique industrielle et organisation*. Il peut prendre différentes formes, allant du mentorat par les pairs, généralement assuré par des étudiants d'années supérieures (L3, BUT2, BUT3 ou parfois en master), au véritable tutorat disciplinaire ou méthodologique. Les tuteurs étudiants sont recrutés sur la base du volontariat.

L'UEVE se distingue par son engagement en faveur de l'innovation pédagogique, notamment à travers la mise à disposition des équipes enseignantes de divers dispositifs, tels que des ateliers de formation spécifiques ou les « mardis de la pédagogie ». Il est aussi important de souligner le dynamisme des enseignants-chercheurs (EC) qui répondent activement aux différents appels à projets AAP émanant de l'établissement ou de l'université Paris-Saclay, tels que le PIA Innovation pédagogique, ainsi qu'à des programmes nationaux portés par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Par exemple, la licence *Informatique* est partenaire du projet ANR THEME (Transition vers l'hybridation en Miage), qui vise à introduire l'hybridation dans le cursus *Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises (MIAGE)* en proposant une offre d'enseignements hybrides tandis que la licence *Chimie* participe au projet national « Hybridation en licence scientifique » (HILISIT). Néanmoins, en dépit de ce dynamisme, l'enseignement à distance n'est quasiment pas développé à l'échelle du 1^{er} cycle de l'UEVE.

Cependant, l'approche par compétence (APC) reste balbutiante pour la plupart des licences générales bien que l'établissement ait mis en place des référents APC dans les composantes (UFR), marquant ainsi une volonté d'évolution. Toutes les licences présentent des matrices associant les UE aux blocs de connaissances et de compétences (BCC) figurant dans la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) correspondante à leur mention. Ce travail, bien qu'il indique une réflexion, ne constitue pas pour autant une appropriation de la démarche. À l'exception de la licence *Mathématiques*, aucune licence n'a précisément défini son référentiel de compétences. En revanche, toutes les LP structurent désormais leur programme en trois ou quatre BCC, ce qui se révèle pertinent et cohérent avec les objectifs de ces formations. Toutefois, il n'est pas possible d'évaluer le degré d'aboutissement de la démarche, les situations et les modalités d'évaluation permettant de mesurer les compétences développées par les étudiants n'étant pas présentées. Concernant les BUT, l'APC est intégrée grâce à la conception du programme national propre à chaque spécialité, et tous les BUT intègrent des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) avec des modalités d'évaluation des compétences globalement claires. Cette démarche n'est toutefois pas encore complètement aboutie dans les formations. En effet, à l'exception des étudiants des BUT *Qualité logistique industrielle et organisation* et *Science et génie des matériaux*, la plupart des étudiants ne disposent pas encore de e-portfolio.

Enfin, la valorisation des compétences acquises par les étudiants est possible via une UE « engagement et vie associative », optionnelle ou facultative, mise en place dans le catalogue des UE libres par l'UEVE. Dans toutes les formations, une bonification de la moyenne permet aussi de valoriser l'engagement étudiant. La certification PIX des compétences numériques est proposée à tous les étudiants, elle fait partie intégrante de la formation

dans la plupart des licences générales, comme la licence *Musicologie*, mais aussi dans les BUT *Management de la logistique et des transports* et *Gestion des entreprises et des administrations*.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

Si la dimension recherche est présente dans la plupart des formations de licence générale, elle l'est nettement moins dans les formations à finalité d'insertion professionnelle immédiate, et elle est, dans certains cas, même inexistante. Les équipes comprennent des EC relevant des sections du Conseil national des universités (CNU) de la ou des disciplines dans toutes les formations du 1^{er} cycle, avec une contribution moyenne de 41,6 % aux heures d'enseignement (toutes formations confondues). Cependant, ce pourcentage cache une forte hétérogénéité. Dans les licences générales, ce taux atteint en moyenne 46 %, mais il est particulièrement faible dans les licences STAPS, une tendance généralement observée au niveau national pour ces mentions de licence. Par exemple, dans la licence *STAPS : éducation et motricité*, ce taux descend à 20,8 %, avec un pourcentage d'EC intervenant dans la formation également très bas, autour de 9 % (valeur constatée pour les trois mentions de STAPS). La licence *Arts du spectacle* présente également un faible taux d'EC, qui s'élève à seulement 12,5 %.

La participation des EC est particulièrement faible dans certaines LP, soulevant des interrogations sur la politique de l'établissement en matière de pilotage académique. Par exemple, les pourcentages d'enseignement assurés par des EC sont particulièrement insuffisants, inférieurs à 15 %, dans les LP *Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web, E-commerce et marketing numérique, Assurance, banque, finance : chargé de clientèle, Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers*, et *Métiers du BTP : bâtiment et construction*.

La part des enseignements consacrée à la formation à la recherche est également très variable. La plupart des licences générales proposent des enseignements de méthodologie et de formation à la documentation en lien avec les formations de l'université Paris-Saclay. Certaines formations mettent en place des projets de recherche, comme les licences *Mathématiques et Histoire*, ainsi que des enseignements spécifiques tels le SPOC « Sens critique » de l'université Paris-Saclay. Enfin, des stages en laboratoire de recherche sont obligatoires en licences *Chimie et Sciences de la vie*, ou possibles en licence *Physique*. Dans les formations fortement professionnalisantes, la part des enseignements dédiés est en revanche très faible, représentant en moyenne seulement quelques pour cent. Néanmoins, certaines d'entre elles proposent une initiation dans le cadre d'UE de méthodologie, comme la LP *Métiers de la GRH : assistant* ou le BUT *Management de la logistique et des transports*. Enfin, la LP *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications* intègre une initiation à l'intégrité scientifique et à la déontologie dans certaines de ses UE.

Au regard des éléments transmis, le continuum licence-master est effectivement assuré, mais en l'absence de données quantitatives, le comité n'est pas en mesure d'apprécier l'efficacité de cette poursuite d'études. Selon les responsables de formation, la majorité des diplômés de licences générales poursuivent en master, mais sans précisions sur les mentions concernées. Par ailleurs, très peu de diplômés des deux licences *Musicologie* et *Arts du spectacle* accèdent aux masters associés de l'université Paris-Saclay. Ce constat mérite une attention particulière et invite à la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement pour renforcer l'accès des étudiants à ces formations sélectives.

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle

La professionnalisation est bien intégrée dans les LP et est présente, même si elle reste perfectible, dans certains BUT. En revanche, elle devrait être davantage développée dans les licences générales. Si toutes les LP sont dispensées sous le statut de l'alternance, les BUT proposent cette modalité à partir de la deuxième ou troisième année. Les BUT *Génie mécanique et productique, Qualité logistique industrielle et organisation, Techniques de commercialisation* et *Gestion des entreprises et des administrations* se distinguent toutefois en offrant cette modalité dès la première année, une démarche qui mérite d'être favorablement soulignée. Il faut souligner aussi que les licences *Informatique et Sciences pour l'ingénieur* proposent chacune un parcours de L3 en alternance, ce qui constitue un atout notable. Par ailleurs, l'effort réalisé par l'UEVE pour développer l'apprentissage, en réponse aux attentes du milieu socio-économique, se concrétise par une nette augmentation du taux d'apprentis, avec une progression de 5 % au cours des trois dernières années. Cependant, il est regrettable que, dans les formations accueillant des étudiants sous les deux statuts, formation initiale et continue, le rythme de l'alternance et l'organisation pédagogique ne soient pas toujours décrits pour en analyser la pertinence.

Cette dynamique de professionnalisation s'appuie également sur la contribution des professionnels issus du monde socio-économique, présents dans la majorité des LP et des BUT. Ces intervenants assurent en moyenne

environ 50 % des heures dans les LP et près de 20 % dans les deux premières années de BUT, un niveau qui reste en deçà des attentes pour ce type de diplôme. C'est notamment le cas pour le BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité* (taux de 8%) et dans une moindre mesure du BUT *Génie électrique industriel et informatique et énergétiques*. Cependant, les responsables de BUT prévoient une augmentation de cette proportion qui devrait atteindre 25 % avec la mise en place du BUT3. À l'inverse, certains BUT, comme le BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, se distinguent par une forte implication des professionnels, représentant jusqu'à 40 % du volume horaire.

L'un des atouts majeurs de l'établissement est le CMQE « Industries du futur » qu'il porte notamment via l'IUT. Ce dispositif offre aux étudiants une immersion dans l'industrie 4.0 grâce à son centre d'innovation, notamment pour ceux inscrits en BUT *Qualité logistique industrielle et organisation*. De plus, les étudiants du BUT *Science et génie des matériaux* bénéficient de l'accès à un laboratoire de fabrication Openlab, ce qui enrichit leur formation en favorisant une approche pratique et innovante.

En ce qui concerne les licences générales, bien que peu de professionnels y interviennent, certaines affichent des liens notables avec les acteurs du monde socio-économique et culturel telle la licence *Musicologie*. Tous les étudiants inscrits en licence générale suivent une UE de projet personnel d'études et d'insertion (PPEI), pour beaucoup en L1 mais aussi en L2 ou L3 dans les formations de l'UFR SFA, voire au cours des trois années en licence *Sciences pour l'ingénieur*. L'UEVE permet également aux étudiants désireux de s'orienter vers les métiers de l'enseignement de bénéficier du dispositif Assistant d'éducation (AED), avec des contrats de préprofessionnalisation disponibles notamment dans la licence *Mathématiques*.

Par ailleurs, alors même que l'UEVE dispose de son propre outil de pilotage Scolaviz, le suivi du devenir des diplômés n'est pas vraiment formalisé et les données d'insertion pour les diplômés des LP de l'UEVE sont essentiellement fournies par le biais des centres de formation d'apprentis (CFA) et résultent souvent d'enquêtes dont les taux de réponse sont faibles et souvent inférieurs à 50 %, comme c'est le cas pour les LP *Technico-Commercial, Management et gestion des organisations, Métiers de l'Industrie : conception des produits industriels*. Dans ce contexte, le comité relève des taux élevés de poursuite d'études dans plusieurs LP, ce qui interroge leur capacité à atteindre leur objectif premier d'insertion professionnelle immédiate. Cela concerne 6 formations sur les 13 proposées par l'UEVE, les LP *E-commerce et marketing numérique, Logistique et pilotage des flux, Métiers des réseaux informatiques et télécommunications, Métiers de l'informatique : applications web, Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web*, et *Métiers de la GRH : assistant*.

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle

La qualité de l'internationalisation des formations du 1^{er} cycle de l'UEVE repose sur une offre riche de partenariats et de formations délocalisées, mais elle est freinée par un faible nombre de mobilités entrantes et sortantes, ainsi que par une mise en œuvre encore limitée des enseignements disciplinaires en anglais. Plusieurs formations délocalisées sont proposées, telles que le bachelor franco-chinois opéré en lien avec la licence *Sciences de la vie*, ainsi que les LP *Métiers de l'Industrie : conception des produits industriels, Logistique et pilotage des flux, E-commerce et marketing numérique, Management et gestion des organisations* qui sont enseignées au Cameroun dans le cadre de la convention entre l'UEVE au bénéfice de l'IUT d'Évry et l'Institut universitaire bilingue du littoral – Institut supérieur de technologie avancée et de management de Douala (Cameroun). Pour ces formations, des enseignants de l'UEVE se déplacent pour assurer leurs enseignements, ainsi que pour les soutenances et les réunions entre responsables de formation. Le comité regrette cependant que la part d'enseignements assurés par les EC de l'UEVE ne soit pas précisée dans leurs dossiers d'autoévaluation.

L'offre de l'UEVE comprend également des doubles diplômes validés par des conventions. Ainsi, il existe une convention entre l'université Paris-Saclay et la Tbilisi State University qui permet de proposer un bachelor *Computer sciences* associé à la licence *Informatique*. Cette licence propose un parcours international francophone dont l'objectif est clairement de favoriser des mobilités entrantes d'étudiants géorgiens au niveau du master, donnée que le comité n'est pas en mesure d'apprécier.

De nombreux partenariats internationaux sont établis, notamment au niveau des BUT, mais la période évaluée révèle un faible nombre de mobilités sortantes, et encore moins de mobilités entrantes. Au niveau de l'IUT, plusieurs formations ont des partenariats avec des collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) québécois, ainsi qu'avec l'École de technologie supérieure (ETS) de Montréal. Des partenariats sont également développés avec le Mexique pour les BUT *Génie électrique industriel et informatique* et *Management de la logistique et des transports*, ainsi qu'avec la Turquie pour ce dernier. Il existe aussi des partenariats en licence générale, par exemple la licence *Arts du spectacle* indique avoir des partenariats ERASMUS avec différents établissements européens : l'université d'Oviedo en Espagne, le Conservatoire royal de La Haye aux Pays-Bas,

l'université de Bologne en Italie, et l'université de Münster en Allemagne. Toutefois, le nombre de mobilités effectives reste limité.

Toutes les formations proposent des enseignements d'anglais. De plus, le service du Centre d'études et de ressources en langues (CEREL) de l'UEVE propose des certifications, notamment le passage du TOEIC qui peut être obligatoire dans certaines formations comme la licence *Mathématiques* ou les LP *Métiers de l'industrie : conceptions des produits industriels* et *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*. Enfin, bien que l'établissement affiche une volonté de développer une offre d'UE disciplinaires dispensée en anglais, cette ambition reste pour l'instant peu concrétisée par les équipes pédagogiques dans l'offre du 1^{er} cycle.

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

Le pilotage et l'amélioration continue de l'offre du 1^{er} cycle de l'UEVE s'appuient sur des initiatives structurantes et l'utilisation d'outils internes, bien que leur perception varie selon les composantes. Toutefois, ces efforts restent limités par l'absence de processus formalisés pour l'évaluation des formations, le suivi des diplômés, ainsi que par le fonctionnement de certains conseils de perfectionnement (CP) qui n'intègrent pas systématiquement des professionnels du monde socio-économique ou des étudiants.

La mise en place par l'établissement d'une commission de suivi de l'offre de formation (CSOF) constitue une démarche structurante pour le pilotage des formations du 1^{er} cycle. Connue des responsables des formations en licence, LP et BUT, cette commission se réunit deux fois par an, garantissant ainsi un suivi régulier et une coordination efficace. Les outils internes développés par l'établissement, notamment Scolaviz, sont également bien connus. Néanmoins, les formations portées par l'IUT ne les utilisent pas, indiquant qu'ils ne sont pas optimisés et ne remplissent pas toutes les fonctions nécessaires au bon pilotage. Cette perception contraste fortement avec les retours de certains responsables de licences générales telles que *Sciences de la vie*, *Chimie*, *Droit*, et *Économie et gestion*, qui évoquent un outil performant associé à la très bonne réactivité de la Direction des données, analyse et conseil qui a en charge son développement.

Par ailleurs, l'absence de processus formalisés d'évaluation des formations et des enseignements par les étudiants constitue une faiblesse notable de l'établissement. Peu de dossiers évoquent l'existence d'une démarche d'évaluation interne, qui relève davantage d'initiatives personnelles. Ainsi, les mentions *Droit* et *Économie et gestion* sollicitent un retour des étudiants à partir de dispositifs informels ou empiriques, ce qui demeure insuffisant et peu structuré.

Les CP sont souvent mis en place. Certains, comme ceux de la licence *Économie et gestion*, de la LP *Métiers de l'industrie : conceptions des produits industriels* ou du BUT *Qualité logistique industrielle et organisation*, jouent pleinement leur rôle d'amélioration et d'adaptation de la formation à ses objectifs. Cependant, certains CP n'intègrent pas toujours les professionnels ou les étudiants, c'est le cas de celui du BUT *Science et génie des matériaux* et de la LP *E-commerce et marketing numérique*. Il conviendra d'associer systématiquement des professionnels et des étudiants, afin de garantir un suivi équilibré et une prise en compte des attentes des partenaires socio-économiques.

Conclusion

Points forts

- Une réelle volonté d'intégration de l'offre de formation dans la future offre commune de l'université Paris-Saclay, soutenue par une démarche active de co-construction interne de l'offre de formation, notamment pour les licences générales ;
- Une bonne attractivité des licences générales ;
- Un accompagnement des étudiants par le biais de nombreux dispositifs d'aide à la réussite ;
- Une mise en place de nombreux dispositifs favorisant l'innovation pédagogique ;
- De nombreux partenariats internationaux bénéficiant au 1^{er} cycle et diplômes délocalisés.

Points faibles

- Un processus non formalisé à l'échelle de l'établissement de suivi de la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle après le 1^{er} cycle ;
- Des taux de réussite faibles en première année dans les formations sélectives de BUT ;
- Une absence de politique claire pour les LP avec un adossement à la recherche et/ou une insertion professionnelle immédiate trop faibles ;
- Une absence de dispositif d'évaluation formalisé des enseignements et de la formation par les étudiants, à l'échelle de l'établissement ;
- Des conseils de perfectionnement qui n'intègrent pas systématiquement des représentants du monde socio-économique ou des étudiants, et qui abordent rarement l'analyse des résultats de la formation ;
- Une approche par compétences balbutiante pour les licences générales et pas complètement finalisée pour les filières professionnelles ;
- Une faible ouverture à l'international en dépit de l'existence de nombreux partenariats.

Recommandations

- Instaurer un processus formalisé à l'échelle de l'établissement de suivi de la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle après le 1^{er} cycle.
- Améliorer la réussite des étudiants qui intègrent la première année de BUT, notamment en renforçant l'analyse du profil des étudiants recrutés afin de proposer des dispositifs d'accompagnement à la réussite et/ou de remédiation efficaces.
- Renforcer l'intervention des EC dans les LP et y accompagner les étudiants à l'insertion professionnelle.
- Mettre en place un dispositif formalisé d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants à l'échelle de l'établissement.
- Veiller à instaurer des conseils de perfectionnement intégrant systématiquement des représentants du monde socio-économique et des étudiants, tout en les incitant à mener une analyse approfondie des résultats de la formation, afin de favoriser son évolution dans une démarche d'amélioration continue.
- Finaliser l'approche par compétence pour l'ensemble des formations du 1^{er} cycle.
- Développer les mobilités en renforçant notamment les aides existantes.

Points d'attention transversaux

Le comité soulève les points d'attention transversaux suivants relatifs à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défaillants dans une proportion importante des formations du cycle.

- Une absence d'outils de suivi des poursuites d'études et de l'insertion professionnelle, notamment pour les licences générales ;
- Une insertion professionnelle immédiate en deçà des objectifs pour la moitié des licences professionnelles ;
- Une absence de dispositif institutionnel formalisé d'évaluation des enseignements et des formations par les étudiants ;
- Une approche par compétences balbutiante dans les licences générales et certaines LP.

Points d'attention sur les formations du 1^{er} cycle

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Arts, lettres, langues :

- Licence *Arts du spectacle* (un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique)

Domaine Droit, économie, gestion :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations* (un faible taux de réussite en BUT1)
- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* (une trop faible part des enseignants-chercheurs participant aux enseignements de la formation)
- Licence professionnelle *E-commerce et marketing numérique* (une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans la formation ; une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle)
- Licence professionnelle *Logistique et pilotage des flux* (une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle ; une faible part des enseignants-chercheurs participant aux enseignements de la formation)
- Licence professionnelle *Métiers de la GRH : assistant* (une insertion professionnelle immédiate en deçà des objectifs d'une licence professionnelle)
- Licence professionnelle *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers* (une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans les enseignements de la formation, limitant l'adossement à la recherche)

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques* (un trop faible volume d'heures enseignées par des intervenants professionnels dans la formation)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé* (un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité* (un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif* (un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique)
- Licence professionnelle *Métiers de l'informatique : applications web* (une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle)
- Licence professionnelle *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications* (une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle)
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* (une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans les enseignements, limitant l'adossement à la recherche ; une faible attractivité)
- Licence professionnelle *Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web* (une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans la formation ; une insertion professionnelle immédiate en deçà des objectifs d'une licence professionnelle)

Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations accréditées très récemment) ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 1^{er} cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Avis d'accréditation
ALL	ALL	Licence	Arts du spectacle	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.
ALL	ALL	Licence	Musicologie	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer la réussite en L1.
DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations	Favorable
DEG		BUT	Management de la logistique et des transports	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'équipe pédagogique par des enseignants-chercheurs spécialisés dans le cœur de métier de la formation. - S'assurer de mettre en place une démarche d'amélioration continue.
DEG		BUT	Techniques de commercialisation	Favorable avec recommandation : - Améliorer la cohérence de la mention enseignée sur deux sites.
DEG	DEG	Licence	Droit	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants de première année.
DEG	DEG	Licence	Économie et gestion	Favorable avec recommandations : - Rééquilibrer le programme de la formation de manière à assurer une cohérence entre sciences économiques et sciences de gestion en alignement avec l'intitulé de la mention. - Mettre en place une démarche d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation des enseignements par les étudiants).

DEG	DEG	Licence	Économie et gestion	Favorable avec recommandations : - Rééquilibrer le programme de la formation de manière à assurer une cohérence entre sciences économiques et sciences de gestion en alignement avec l'intitulé de la mention. - Mettre en place une démarche d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation des enseignements par les étudiants).
DEG	DEG	Licence professionnelle	Activités juridiques : mandataire judiciaire à la protection des majeurs	<i>Création</i> Favorable avec recommandations : - Veiller à une intégration pertinente d'enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique. - Veiller à la mise en place effective des enseignements de langue étrangère.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Assurance, banque, finance : chargé de clientèle	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements, en priorité aux modules « cœur de métier ». - Veiller au renforcement de la formation en langues étrangères.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Management et gestion des organisations	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignements assurée par des enseignants-chercheurs.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers de la communication : chargé de communication	Favorable avec recommandations : - Veiller à la participation effective des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Veiller à la qualité du devenir des étudiants en consolidant le taux d'insertion professionnelle, améliorant l'accompagnement des étudiants vers le marché du travail et en assurant un suivi du taux de poursuite d'études.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers	Favorable avec recommandation : - Veiller à une participation renforcée des enseignants-chercheurs, notamment dans les enseignements relevant du cœur de métier.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Technico-commercial	Favorable
SHS	SHS	Licence	Histoire	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants de première année.
SHS	SHS	Licence professionnelle	Services à la personne	Favorable

STS		BUT	Génie électrique et informatique industrielle	Favorable avec recommandations : - Veiller à augmenter le nombre d'intervenants industriels dans le cœur de métier de la formation. - S'assurer de mettre en place une démarche d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants).
STS		BUT	Génie mécanique et productique	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite en BUT1. - Veiller à mettre en place une démarche d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants).
STS		BUT	Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques	Favorable avec recommandation : - Veiller à soutenir l'attractivité de la formation.
STS		BUT	Qualité, logistique industrielle et organisation	Favorable
STS		BUT	Science et génie des matériaux	Favorable avec recommandations : - Améliorer l'attractivité de la formation. - Veiller à améliorer la réussite en BUT1. - Veiller à intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
STS	STS	DEUST	Animation et gestion des activités physiques, sportives ou culturelles	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements pour garantir un encadrement et un adossement à la recherche pertinents de la formation.
STS	STS	Licence	Chimie	Favorable
STS	STS	Licence	Informatique	Favorable
STS	STS	Licence	Mathématiques	Favorable
STS	STS	Licence	Physique	Favorable
STS	STS	Licence	Sciences de la vie	Favorable

STS	STS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé	Favorable avec recommandation : - Veiller à maintenir une participation significative des enseignants-chercheurs aux enseignements.
STS	STS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité	Favorable avec recommandation : - Veiller à maintenir une participation significative des enseignants-chercheurs aux enseignements.
STS	STS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif	Favorable avec recommandation : - Veiller à maintenir une participation significative des enseignants-chercheurs aux enseignements.
STS	STS	Licence	Sciences pour l'ingénieur	Favorable
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'industrie : conception de produits industriels	Favorable
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'informatique : applications web	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'insertion professionnelle immédiate des diplômés.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers des réseaux informatiques et télécommunications	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'insertion professionnelle immédiate des diplômés.

Rapports des formations du 1^{er} cycle

LICENCE ARTS DU SPECTACLE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Arts du spectacle* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation en trois ans proposant deux parcours à partir de la troisième année (L3) : *Théâtre et Administration*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Langues, arts et musique de l'UEVE et contient 1 367 heures étudiant. En 2022-2023, elle compte 151 étudiants et 32 enseignants, dont 4 permanents.

Propos liminaire

En raison d'une accumulation d'imprécisions et de données manquantes, dont plusieurs sont signalées ci-après, il n'est pas possible de réaliser une évaluation fiable de la formation.

Analyse globale

La licence *Arts du spectacle* s'inscrit dans la dynamique d'intégration des offres de formation de premier cycle de l'UEVE et de l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines au sein de celle de l'université Paris-Saclay. Elle se distingue par son unicité dans le cadre de cette fusion. Grâce à sa double orientation (musique et théâtre), elle s'articule parfaitement avec la licence de *Musicologie*, dont 56 % des cours sont mutualisés, ainsi qu'avec les institutions du territoire avec lesquelles elle collabore, telle que le Conservatoire à rayonnement départemental (CRD) d'Évry. La pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité constituent l'essence de cette formation. L'approche professionnalisante est par ailleurs affirmée et réussie. L'équipe pédagogique, bien que comptant un très faible taux d'enseignants-chercheurs (EC), est très impliquée, tant pour ce qui relève du pédagogique, que de la professionnalisation ou de l'initiation à et par la recherche. Les efforts déployés n'ont cependant pas tous été couronnés de succès, comme en matière de réussite en L1, d'internationalisation, de suivi des cohortes ou de mise en œuvre de l'approche par compétences.

La formation présente un travail réel en matière d'initiation à et par la recherche. Cette initiation est bien intégrée à la licence avec 45 heures qui lui sont consacrées : 9 heures en L1 puis 18 heures en deuxième année (L2) et en L3. La licence s'appuie sur 4 EC issus du Laboratoire synergies langues arts musique (SLAM), tous relevant de la section 18 du Conseil national des universités (CNU), pour un total de 151 étudiants, ce qui représente un taux faible d'encadrement (2,65 %). Le taux d'EC, de l'ordre de 12 %, est aussi très faible, ce qui pénalise la formation. Au total, 576 heures étudiant sont dispensées par les EC. Si les heures dispensées par les professionnels sont ajoutées, le volume total atteint 1 417 heures, ce qui est supérieur aux 1 367 heures prévues par la maquette, mais inférieur aux 1 500 heures requises pour une licence générale. Le stage, dans sa fourchette basse de 50 heures, ne permet pas de compenser cet écart.

La licence *Arts du spectacle* se distingue par son intégration réussie au tissu culturel local, son approche professionnalisante et une forte participation des professionnels dans les enseignements. Ceux-ci interviennent pour un volume de 841 heures étudiant. La licence a établi des partenariats avec des institutions locales clés qui permettent aux étudiants d'acquérir des compétences pratiques. Les professionnels siègent au conseil d'UFR et dispensent des cours. Des cours spécifiques, comme ceux en droit et gestion des associations culturelles, répondent aux besoins concrets du secteur, et les stages obligatoires de 50 heures à 200 heures sur 12 semaines en moyenne en L3 constituent une immersion professionnelle notable. L'introduction récente du projet personnel d'études et d'insertion (PPEI) en L1 et L2 constitue une initiative intéressante. L'association étudiante LAMAS joue également un rôle dans la réalisation de projets concrets (organisation de spectacles et de festivals, par exemple). Bien que la formation soit ouverte à la formation continue, elle n'a accueilli que deux étudiants entre 2020 et 2023. L'alternance n'est pas proposée au motif que les étudiants présents dans la formation n'en expriment pas la demande.

La stratégie de mobilité internationale montre une ouverture prometteuse qui est, toutefois, entravée par plusieurs limites et incohérences. Les étudiants bénéficient de 18 heures d'anglais par semestre. Quatre conventions Erasmus sont évoquées. Des réunions d'information sont organisées. Les mobilités sortantes sont quasi inexistantes (cinq en 2020-2021 et deux en 2022-2023), ce qui soulève des interrogations. Il existe un projet de création d'une licence conjointe internationale. L'absence de mobilités entrantes est expliquée par l'absence de cours en anglais, ce qui révèle une méconnaissance de la sphère de la francophonie et de la francophilie.

En dépit de plusieurs obstacles, des efforts notables sont faits pour assurer une cohérence entre les contenus, les approches pédagogiques et les objectifs de la formation. Tous les enseignements de théâtre, par exemple, sont liés à des spectacles. L'expérience de spectateur est, quant à elle, encouragée. L'équipe a mis en place une gestion collaborative des contenus pédagogiques, saisissant les opportunités de formation, comme en témoigne le congé pour projet pédagogique obtenu par une enseignante en 2022-2023. Malgré ces points positifs, la formation est pénalisée par un manque d'infrastructures adaptées et en bon état. Le numérique est abordé par la préparation au PIX, dont l'obtention constitue une condition de validation de la L1. L'approche par compétences a été envisagée depuis 2015, mais elle se limite à une simple présentation de la formation en blocs de connaissances et de compétences (BCC).

Les moyens utiles sont déployés avec succès pour assurer l'attractivité de la formation. L'équipe s'implique dans la promotion (journées portes ouvertes, mercredis de la découverte). Ainsi, la capacité théorique de 80 étudiants inscrits est dépassée sur les trois dernières années du bilan. Les étudiants sont essentiellement issus du sud et de l'est de la région parisienne, ainsi que d'institutions partenaires.

La réussite en L1 connaît une baisse sur la dernière année. En L1, le taux de réussite s'élève à 35,37 % en 2022-2023, contre 46 % et 47 % les deux années précédentes, sans qu'une explication précise soit avancée. Des dispositifs sont en place comme des soutiens individualisés pour des cours techniques, pour tous les étudiants de L1. Les étudiants inscrits sous condition « oui si » représentent 57 % des inscrits néo-bacheliers (29 sur 51). En dépit de ce volume, il n'existe pas de possibilité d'allongement d'études ni de contrats pédagogiques pour ces étudiants.

L'absence d'enquête relative au devenir des étudiants ne permet pas de considérer le devenir des cohortes. Les seules informations relatives sont des retours individuels. Il est tout de même signalé que, pour la majorité, les étudiants candidatent pour intégrer le master *Administration de la musique et du spectacle vivant*, suite théorique de la licence, mais que très peu sont acceptés. Il s'agit ici d'un point d'attention pour l'établissement.

Un conseil de perfectionnement s'efforce d'assurer un processus d'amélioration continue. Néanmoins, l'absence d'enquête systématique et coordonnée ne permet pas de disposer d'outils pertinents, les retours se basant principalement sur des questionnaires ponctuels réalisés par certains enseignants.

Conclusion

Points forts

- Une bonne implantation dans le tissu culturel local ;
- Une professionnalisation bien adaptée, articulée entre des éléments théoriques et pratiques, notamment grâce à un stage obligatoire en L3 ;
- Une bonne attractivité de la formation.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs.
- Une diminution du taux de réussite en première année en 2022-2023 ;

- Une absence d'enquêtes pour le suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence d'évaluation systématique et formalisée de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une approche par compétences embryonnaire ;
- Une ouverture à l'international qui n'est pas véritablement engagée.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs.
- Renforcer les dispositifs d'accompagnement à la réussite, tels que du tutorat, des cours de soutien, ou des méthodes pédagogiques adaptées, pour aider les étudiants à surmonter les difficultés en L1.
- Mettre en place le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'UEVE.
- Instaurer l'évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants, et en analyser les résultats en conseil de perfectionnement.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.
- S'emparer de la question de l'ouverture à l'international.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.

LICENCE MUSICOLOGIE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Musicologie* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation en trois ans proposant deux parcours à partir de la troisième année (L3) : *Théorie et techniques musicales* et *Administration*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Langues, arts et musique de l'UEVE et contient 1 754 heures étudiant. En 2022-2023, elle compte 137 étudiants et 31 enseignants dont 7 permanents.

Propos liminaire

En raison d'une accumulation d'imprécisions et de données manquantes, dont plusieurs sont signalées ci-après, il n'est pas possible de réaliser une évaluation fiable de la formation.

Analyse globale

La licence *Musicologie*, alignée avec la priorité de l'établissement, s'inscrit dans la dynamique d'intégration des offres de formation du 1^{er} cycle de l'UEVE et de l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) au sein de celle de l'université Paris-Saclay. Cependant, aucune mention n'est faite à la licence *Musicologie* de l'UVSQ qui intégrera également l'université Paris-Saclay. Cette formation s'est intégrée au développement socio-économique de la région et s'appuie sur une démarche de professionnalisation, bien que celle-ci gagnerait à être davantage détaillée. Le taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs (EC) est élevé. La formation est attractive, mais le taux de réussite demeure faible en première année (L1). L'absence d'outils de suivi et d'analyse ne permet pas à la formation d'appréhender de façon fiable la question de l'amélioration continue.

La formation déploie une stratégie d'initiation à et par la recherche pertinente. Cette démarche s'appuie principalement sur l'intervention de sept EC qui sont rattachés au Laboratoire de recherches en arts du spectacle et musique - Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (RASM CHSCS), commun à l'UEVE et à l'UVSQ. Chaque étudiant bénéficie de 45 heures d'initiation à et par la recherche, dont deux cours dispensés par le personnel de la bibliothèque universitaire. Les étudiants ont l'obligation, ce qui est singulier, d'assister, dès la L1, à des journées d'étude et à des colloques.

La formation intègre différents éléments de professionnalisation. En 2022-2023, 21 professionnels sont intervenus dans les enseignements pour un volume de 893 heures. Toutefois, il demeure incertain si ce chiffre correspond aux heures étudiant ou au total des heures réalisées pour l'ensemble des groupes. Depuis 2022-2023, un enseignement de projet professionnel PPEI de 9 heures a été mis en place pour les L1, de même qu'un stage obligatoire un stage obligatoire de 50 heures à 200 heures sur 12 semaines en moyenne en L3. L'association des étudiants LAMAS met en œuvre des projets professionnels pour les étudiants. La formation a des liens avec les acteurs locaux qui prêtent des locaux et qui interviennent dans la formation. La relation pourrait aller au-delà. Les besoins du territoire sont uniquement abordés par le biais d'un renvoi à un rapport national, qui se limite à identifier les besoins au niveau national. Un exemple de besoin relevé est le recrutement d'un directeur pour la Scène de musiques actuelles (SMAC) de Ris-Orangis, la coïncidence avec la formation de licence est difficile à saisir. La formation continue est possible, mais il n'y a eu aucun inscrit sur la période évaluée. L'absence d'alternance est justifiée par l'absence de demande de la part des étudiants qui sont, eux, en formation initiale.

L'ouverture à l'international existe, bien qu'elle reste confidentielle. Les étudiants, qui étudient tous l'anglais (18 heures par semestre) et éventuellement une seconde langue, ont le choix entre quatre destinations Erasmus. Les flux sont cependant quasi inexistant : deux sortants et trois entrants en 2022-2023. Des fonctions support sont mentionnées. Il serait pertinent de présenter les dispositifs d'accompagnement et leur intégration pour la

formation. Les mobilités enseignantes sont présentées comme régulières. Une précision quant à leur fréquence et leurs objectifs serait utile. Il n'est évoqué que l'objectif de monter un master, avec l'Université de Weimar, ce qui n'entre pas dans le cadre de la présente évaluation.

Le travail réalisé en matière de cohérence et d'innovation pédagogiques mérite d'être poursuivi par l'appropriation de l'approche par compétences. La formation permet aux étudiants de mettre en œuvre leurs savoirs et leurs compétences dans des projets pratiques, comme des concerts. En matière de numérique, l'obtention du PIX est obligatoire pour le passage en L2, ce qui est singulier. La réflexion sur l'approche par compétences débutée en 2015 se traduit, pour le moment, par une présentation de la formation en regard des blocs de connaissance et de compétences (BCC) de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la mention. L'appropriation de l'approche par compétences reste limitée, les compétences ne sont ni explicitées ni évaluées. Un manque de salles équipées, comme une salle de concert ou de spectacle, permettrait de poursuivre le travail pédagogique engagé. Globalement, les enseignants poursuivent leur formation, que ce soit durant leur année de stage, comme c'est le cas pour trois maîtres de conférences (MDC), ou grâce à un congé pour projet pédagogique, mentionné dans un cas.

La formation bénéficie d'une bonne attractivité auprès de son public qui mériterait ensuite de faire l'objet d'un accompagnement à la réussite et d'un suivi plus précis. Chaque année, la capacité d'accueil (80 étudiants) est dépassée, avec 88 étudiants en 2020-2021, 83 en 2021-2022 et 90 en 2022-2023. En L1 en 2022-2023, seuls 26,6 % des inscrits, contre 44,8 % au niveau national, valident l'année. Pour la même période, le taux est de 65 % en L2 et de 74 % en L3. La suppression de la compensation, évoquée par l'équipe, ne peut, à elle seule, expliquer ces taux. Un seuil de compétences à l'entrée d'une licence générale non sélective n'est pas permis, comme celui qui est évoqué par la maîtrise des compétences de base en musique. Les étudiants inscrits sous condition « oui si », en revanche, ne disposent ni de prolongement d'études ni de contrats pédagogiques spécifiques. Aucune enquête de suivi du devenir des diplômés n'est réalisée (poursuite d'études et insertion professionnelle). Les seuls retours sont des témoignages individuels d'étudiants. La poursuite naturelle après cette formation est l'inscription au master *Musicologie* dans les parcours *Enseignement et pratiques musicales (EPM)* ou *Administration de la musique et du spectacle vivant (AmSV)* de l'université Paris-Saclay. Cependant, l'équipe indique que peu de diplômés accèdent à ce master, en raison de son caractère très sélectif. Cela soulève une question sur la continuité entre la L3 et le master, non pas sur le plan thématique, mais en termes d'exigences académiques.

L'encadrement est de qualité avec 31 enseignants, dont sept permanents EC (trois MCF, deux MCF avec habilitation à diriger des recherches (HDR) et deux professeurs des universités) intervenant dans la formation. Les sept EC interviennent pour 696 heures dans la formation de chaque étudiant, soit 39,7 % des besoins (la moyenne nationale est de 28 %). Il est signalé que 56 % de la formation est, par ailleurs, mutualisée avec la licence *Arts du spectacle*. Il est regrettable que la quotité de ces heures couvertes par des EC d'*Arts du Spectacle* ne soit pas précisée. Enfin est évoqué le besoin de recourir à des professionnels de haut niveau dans la formation. Aucune évaluation du volume horaire incompressible couvert par ces intervenants n'est avancée.

L'amélioration continue de la formation est rendue difficile par l'absence d'outils appropriés. Le conseil de perfectionnement réunit l'ensemble des parties prenantes (étudiants, enseignants et professionnels) en assemblée plénière. Il travaille sur la base de remontées individuelles (retours d'étudiants ou enquêtes diligentées par certains enseignants). Une méthodologie et des outils appropriés s'avèrent utiles pour établir un véritable état des lieux et identifier des besoins, des attentes de façon certaine.

Conclusion

Points forts

- Un encadrement de qualité et important par rapport aux standards nationaux ;
- De nombreux éléments de professionnalisation, dont un stage obligatoire en L3 ;
- Une formation bien implantée dans son bassin socio-économique et culturel ;
- Une bonne attractivité.

Points faibles

- Un taux de réussite très faible en L1 malgré des dispositifs d'accompagnement à la réussite mis en place ;
- Une absence d'outils pour assurer le suivi du devenir des diplômés (poursuite d'études et insertion professionnelle) ;
- Une absence d'évaluation systématique et formalisée de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une approche par compétences quasi inexistante ;
- Une faible ouverture à l'international en ce qui concerne les mobilités étudiantes.

Recommandations

- Améliorer la réussite en L1 en réalisant un bilan approfondi des dispositifs d'accompagnement existants, en évaluant leur efficacité, en particulier pour les étudiants admis sous condition « oui si ».
- Assurer le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'UEVE.
- Mettre en place l'évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants, et en analyser les résultats en conseil de perfectionnement.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.
- S'emparer de la question de l'ouverture à l'international.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry, sur le campus de Brétigny-sur-Orge. Quatre parcours sont proposés en deuxième année (BUT2) : le parcours *Gestion comptable, fiscale et financière (GC2F)*, le parcours *Contrôle de Gestion et pilotage de la performance (CG2P)*, le parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines (GPRH)* et le parcours *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités (GEMA)*. En 2022-2023, la mention compte 150 étudiants avec 106 en première année (BUT1) et 44 en BUT2. La formation fait appel à 13 enseignants permanents.

Analyse globale

La formation propose les quatre parcours possibles de la spécialité du BUT GEA et s'efforce de développer l'alternance dès le BUT1, ce qui représente un défi organisationnel compte tenu de la taille relativement réduite des cohortes. Cependant, elle rencontre des difficultés à assurer la réussite des étudiants en BUT1, ce qui entraîne une diminution des effectifs en BUT2. Par ailleurs, le développement des mobilités internationales et de l'enseignement des langues étrangères reste limité.

La formation propose une offre cohérente avec la stratégie de l'université et s'inscrit dans une démarche d'acculturation à l'approche par compétence (APC) tout en favorisant la diversification des pratiques pédagogiques. Compte tenu de sa spécialisation disciplinaire (management dans un sens large) et de son public cible (étudiants résidant dans l'Essonne et accès à un large éventail de profil), l'offre de la formation s'insère parfaitement dans l'offre globale et la stratégie de l'UEVE. La formation met en œuvre une APC conforme au programme national du BUT GEA avec un e-portfolio dont les étapes de suivi sont clairement définies. L'équipe pédagogique se distingue par la mise en place de référents compétences en charge d'aider à la mise en œuvre de l'APC. Par ailleurs, le département a financé l'achat de *serious games* afin de proposer aux étudiants des mises en situations professionnelles variées dans le cadre des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). Ces projets incluent des collaborations avec des entreprises et des associations, ainsi qu'un jeu sur la responsabilité sociétale des entreprises, animé par la Mutuelle générale de l'Éducation nationale.

L'ouverture au monde professionnel est notable dans cette formation, grâce à la forte implication des professionnels dans les enseignements et l'importance accordée aux stages et à l'alternance. La possibilité offerte aux étudiants de choisir entre une formation classique et l'alternance dès le BUT1 est une caractéristique rare et remarquable. En 2022-2023, 25 étudiants sur 106 en BUT1 étaient en contrat d'apprentissage, tandis que ce chiffre atteignait 41 sur 44 en BUT2. Quinze professionnels interviennent dans la formation, assurant près de 40 % des enseignements, et sont impliqués dans plusieurs SAÉ, soit en tant qu'animateurs, soit en tant que tuteurs dans des associations bénéficiaires des projets. En plus des dispositifs de professionnalisation inhérents au BUT, tels que les stages et les SAÉ immersives, les étudiants sont initiés à l'utilisation de LinkedIn et ont l'opportunité de rencontrer des professionnels via la plateforme MyJobGlasses.

La formation propose des contenus intéressants adossés à la recherche, avec un encadrement adapté au nombre d'étudiants. Le corps enseignant, composé de trois maîtres de conférences et deux enseignants associés (PAST), est spécialisé en économie et gestion. Ces enseignants assurent 54 % des cours, un taux satisfaisant pour un BUT. Des heures d'initiation à la recherche, mutualisées avec l'université Paris-Saclay, sont prévues : 10 heures en BUT1 et 10 heures en BUT2, complétées par 4 heures spécifiques au département en BUT1 et BUT2, ainsi qu'un cours de méthodologie en BUT3. Les étudiants du parcours GPRH bénéficient d'initiatives

intéressantes, comme la présentation de travaux de recherche et d'articles académiques intégrée à plusieurs cours.

La formation se distingue par son attractivité, mais peine à assurer un taux de réussite suffisant parmi ses étudiants. Elle attire particulièrement les néo-bacheliers, remplissant intégralement ses capacités en BUT1, avec plus de 22 candidatures de néo-bacheliers pour chaque place disponible. De plus, elle parvient à équilibrer les profils en accueillant autant de bacheliers technologiques que généraux. Cependant, les taux de réussite restent préoccupants. Si 80 % des étudiants en BUT2 acquièrent tous les crédits ECTS prévus au programme, ce chiffre chute significativement en BUT1, avec seulement 45 % des étudiants réussissant à valider leurs crédits ECTS en 2021-2022, et 48 % en 2022-2023. Malgré l'introduction de la certification Voltaire pour améliorer le niveau de français, les actions de l'équipe pédagogique pour réduire les abandons restent limitées. Les faibles effectifs dans les parcours de BUT2, oscillant entre 9 et 13 étudiants, menacent la pérennité des quatre parcours proposés. Bien que des efforts de mutualisation aient été entrepris entre deux d'entre eux, les effectifs actuels restent largement insuffisants. Avec un taux de passage en BUT2 affiché à 80 %, l'équipe pédagogique pourrait s'attendre à environ 80 étudiants en deuxième année, mais seuls 44 sont inscrits. Si la formation justifie ces chiffres par de mauvais choix d'orientation, des efforts supplémentaires pourraient être faits pour mieux accompagner et inclure les étudiants les plus fragiles, notamment en renforçant les dispositifs de mise à niveau.

L'ouverture à l'international de la formation reste limitée, avec une offre en langue vivante étrangère restreinte et un faible développement des relations internationales. Seul l'anglais est enseigné, pour un volume horaire de 84 heures, proche des recommandations du programme national, mais insuffisant pour répondre aux besoins d'une véritable internationalisation. L'absence de cours intégrant une matière enseignée dans une langue étrangère et de centre de langues à proximité limite les opportunités d'apprentissage pour les étudiants. Les possibilités de mobilité internationale restent également réduites : seuls trois étudiants sont partis au Québec en 2024-2025, et cinq en 2022-2023. Aucun stage à l'étranger n'a été réalisé pendant la période évaluée. L'arrivée d'une enseignante permanente en anglais à partir de septembre 2023 constitue toutefois un levier potentiel d'amélioration. Il serait également pertinent de suivre les résultats des étudiants bénéficiant de la certification TOEIC, afin que la formation puisse évaluer son impact et en optimiser l'utilisation.

Le pilotage de la formation montre des signes d'amélioration, bien que des points faibles subsistent. Il est à noter l'absence de conseil de perfectionnement pour les étudiants en formation initiale jusqu'en juin 2024, alors qu'un tel conseil existe pour les étudiants en alternance. De plus, bien que l'évaluation de la formation par les étudiants souffre d'un faible taux de réponse, avoisinant un tiers, les retours recueillis restent globalement positifs.

Conclusion

Points forts

- Une offre de parcours riche avec les quatre parcours de la spécialité GEA et l'alternance possible dès la première année ;
- Une implication forte des professionnels dans la formation ;
- Une formation attractive auprès des nouveaux bacheliers ;
- Un développement important des enseignements sur la thématique du développement durable.

Points faibles

- Un faible taux de réussite en BUT1 ;
- Une absence de conseil de perfectionnement pour les étudiants qui n'étaient pas inscrits en alternance ;
- Un volume horaire réduit consacré au développement des compétences linguistiques, limitant ainsi les opportunités de mobilité internationale.

Recommandations

- Renforcer le soutien à la réussite en BUT1, en portant une attention particulière au cas des bacheliers technologiques, si nécessaire ;
- Mettre en place rapidement et réunir régulièrement le conseil de perfectionnement ;
- Renforcer les enseignements en langues étrangères afin d'offrir aux étudiants davantage d'opportunités de mobilité internationale.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un faible taux de réussite en BUT1.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MANAGEMENT DE LA LOGISTIQUE ET DES TRANSPORTS

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Management de la Logistique et des Transports (MLT)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry et enseigné sur le site Romero de l'IUT. Deux parcours sont proposés en deuxième année (BUT2) : le parcours *Mobilité et supply chain durables (MSCD)* et le parcours *Mobilité et supply chain connectées (MSCC)*. Le programme comprend 1 800 heures étudiant et 600 heures de projet, et fait appel à 8 enseignants permanents. En 2022-2023, la formation compte 98 étudiants : 48 en première année (BUT1) et 50 en BUT2. Le déploiement progressif du BUT depuis la rentrée 2021 a conduit à une restructuration de l'offre en licences professionnelles (LP), entraînant dans le cas présent l'intégration de la LP *Pilotage et logistique des flux* dans le BUT MLT pour le prochain contrat.

Analyse globale

Le BUT MLT vise à former des professionnels capables de gérer et d'optimiser les flux physiques et d'information au sein de la chaîne logistique. Les diplômés sont préparés à occuper divers postes tels que gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement, responsable logistique, analyste en optimisation de la chaîne logistique, et ingénieur en automatisation logistique. La formation met également en avant les métiers d'avenir dans le domaine, comme analyste en Intelligence artificielle appliquée à la logistique et gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement durable. La formation présente des atouts solides puisqu'elle répond aux besoins économiques régionaux, notamment en proposant de l'alternance. Cependant, des faiblesses subsistent : l'adossement à la recherche est perfectible, le conseil de perfectionnement (CP) n'est pas conforme aux attentes, il manque une évaluation interne formalisée de la formation.

La formation s'inscrit dans les orientations stratégiques de l'université d'Évry-Val-d'Essonne, notamment en répondant aux besoins de compétences du territoire et en développant l'alternance. L'établissement soutient le développement des formations en logistique et transport, et ce en partenariat avec le Centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE) en ce qui concerne l'alternance qui est proposée dès le BUT1. Cette formation vient enrichir l'offre de l'IUT d'Évry dans le domaine de la logistique, qui comprend déjà le BUT *Qualité, logistique industrielle et organisation (QLIO)*. Les diplômés peuvent poursuivre leurs études en master *Gestion de production, logistique et achats*, proposé au sein de l'établissement. La formation a récemment renforcé ses liens avec des lycées, des entreprises locales et les collectivités territoriales, consolidant ainsi son ancrage territorial.

La formation entretient des relations croissantes avec le monde socio-économique. Le département MLT de l'IUT d'Évry, riche de plus de 50 ans d'existence, a formé de nombreux professionnels du secteur, ce qui représente un atout majeur pour la recherche de stages et d'alternances. Un réseau d'*alumni* a été créé sur LinkedIn pour renforcer les liens entre l'équipe pédagogique et les diplômés, contribuant ainsi à la professionnalisation de la formation. Au cours de l'année universitaire 2022-2023, 4 vacataires ont assuré 351 heures d'enseignement sur les deux premières années. Pour répondre aux besoins liés à l'ouverture de la troisième année (BUT3), le département a recruté, à partir de la rentrée 2023, sept professionnels en tant que vacataires. Cependant, la fidélisation des vacataires reste un défi en raison de la rémunération perçue comme insuffisante. L'équipe pédagogique soutient activement l'alternance, ce qui a conduit à une augmentation significative du nombre d'étudiants en apprentissage, favorisée par un contexte réglementaire et financier propice (19 alternants à la rentrée 2021, 43 alternants à la rentrée 2022).

L'IUT propose le BUT MLT depuis la rentrée 2021, en alignement avec le programme national (PN) de la spécialité, tout en diversifiant ses pratiques pédagogiques. L'acculturation à l'approche par compétences, élément central du PN, doit être renforcée. Parmi les dispositifs structurants, les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) ainsi que le portfolio ont été mis en place. Cependant, le portfolio se limite actuellement à une simple page LinkedIn, principalement utilisée par les étudiants pour leurs recherches de stage ou d'alternance. L'équipe pédagogique travaille déjà sur des pistes d'amélioration pour renforcer l'application du PN et envisage son évolution future. En parallèle, le département a ajusté sa pédagogie pour valoriser les compétences acquises : la certification PIX et le projet Voltaire sont proposés, tandis que le passage du TOEIC sera accessible aux étudiants en BUT3. L'utilisation de nombreux jeux sérieux soutient le développement et l'évaluation des compétences des étudiants. Depuis plusieurs années, les cours se déroulent sur un site provisoire en raison de retards dans la rénovation des locaux d'origine, ce qui complique la gestion des emplois du temps. Cependant, en termes d'équipements, les installations actuelles répondent aux besoins pédagogiques.

L'adossement à la recherche est limité par le faible nombre d'enseignants-chercheurs (EC) impliqués dans la formation. Le nombre de postes d'EC a diminué au fil des années. Actuellement, l'équipe ne compte plus que deux EC et un professeur associé, une réduction notable comparée à 2011, période où elle comprenait cinq maîtres de conférences, un professeur des universités et trois professeurs associés. Toutefois, le nombre de groupes en première année à l'époque n'est pas précisé. Les étudiants bénéficient malgré tout de 510 heures d'enseignement dispensé par des EC. La formation inclut une sensibilisation à la déontologie et au plagiat, et une initiation à la recherche bibliographique de trois heures est assurée par le personnel de la bibliothèque universitaire. Les étudiants sont également formés à l'utilisation de Zotero pour la gestion des bibliographies. Le programme comprend aussi 18 heures d'initiation à la méthodologie universitaire.

La formation bénéficie d'une ouverture internationale limitée qui pourrait être renforcée par une meilleure promotion des mobilités auprès des étudiants et une utilisation plus stratégique des partenariats existants. Si l'enseignement des langues étrangères est satisfaisant avec un volume de 183 heures dispensé sur 3 ans en anglais et espagnol et une préparation au TOEIC, d'autres aspects sont perfectibles. En matière de mobilité sortante, des partenariats sont établis avec des institutions au Québec (Cégep), en Turquie (*Istanbul bilgi university*) et au Mexique (Université technologique de Querétaro). Ces opportunités restent encore peu exploitées par les étudiants. Le développement de stages et d'alternances à l'étranger paraît aussi pertinent pour un BUT spécialisé en logistique. Pour la mobilité entrante, le BUT est inscrit sur la plateforme Études en France et peut s'appuyer sur le partenariat de l'IUT avec l'Institut supérieur de technologie avancée et management (ISTEMA) au Cameroun.

La formation reste attractive et les taux de réussite sont très bons. Avant la réforme du BUT, la formation attirait environ 700 candidats par an. Bien que la mise en place de la réforme ait entraîné une baisse des candidatures, une reprise progressive est désormais observée (737 dossiers confirmés en 2024 contre 583 en 2023 en formation initiale, et 472 dossiers confirmés en 2024 contre 343 en 2023 pour l'alternance). De plus, bien que le taux de bacheliers technologiques ait progressé de 33 % à 40 % entre 2021 et 2022, il reste en deçà des taux attendus (50 %) pour les BUT tertiaires. La politique de recrutement, notamment concernant l'accueil des bacheliers technologiques et les difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs fixés, n'est pas clairement explicitée. L'analyse du recrutement doit être renforcée et systématisée. Aucune passerelle entrante ou sortante n'est évoquée alors qu'elles sont attendues afin d'éviter un fonctionnement tubulaire du BUT. Les taux de réussite sont très élevés. Ainsi, pour l'année universitaire 2022-2023, une majorité très large des étudiants en BUT1 et en BUT2 a validé l'ensemble des crédits ECTS, avec un taux de réussite de 98 % (47 sur 48) en BUT1 et 84 % (42 sur 50) en BUT2.

Le pilotage de la formation est assuré, entre autres, par un CP dont la composition ne répond pas aux attentes et dont le fonctionnement est limité par l'absence de données fiables à sa disposition. Pour être pleinement efficace, le CP doit pouvoir accéder à des données sur le recrutement, la réussite et l'insertion professionnelle des diplômés. Le compte rendu montre que le conseil fonctionne davantage comme une réunion entre tuteurs en entreprise, alternants et équipe pédagogique. Il est important de rappeler que le CP ne concerne pas uniquement l'alternance. Une analyse approfondie de données plus complètes sur les candidatures est nécessaire pour mieux comprendre les évolutions et identifier les freins à une attractivité accrue de la formation, permettant ainsi d'affiner les stratégies de recrutement. Il serait utile de bien documenter les résultats et recommandations du conseil afin de suivre leur traduction dans l'évolution de la formation. De plus, il est essentiel de mettre en place une enquête systématique, formalisée et anonyme pour évaluer les enseignements.

Conclusion

Points forts

- Une spécialité de BUT répondant aux besoins de l'économie régionale ;
- Un développement significatif de l'alternance ;
- Un renforcement des liens avec le monde socio-économique local et régional engagé récemment.

Points faibles

- Un adossement à la recherche perfectible ;
- Un conseil de perfectionnement qui ne joue pas pleinement son rôle ;
- Une absence d'évaluation interne formalisée de la formation ;
- Un portfolio qui n'intègre pas la dimension « mesure par l'étudiant de l'acquisition des compétences » ;
- Une mobilité à l'internationale entrante et sortante à dynamiser.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique par des enseignants-chercheurs « cœur de métiers ».
- Instaurer un conseil de perfectionnement intégrant systématiquement des représentants du monde socio-économique et des étudiants, tout en incluant une analyse approfondie des résultats de la formation, afin de favoriser son évolution dans une démarche d'amélioration continue.
- Définir un processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue par la mise en place et l'analyse formelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Poursuivre l'acculturation à l'approche par compétences dans toutes ses dimensions.
- Mettre en place des dispositifs d'accompagnement pour encourager la mobilité étudiante avec les partenaires existants.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation (TC)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Cette formation est enseignée sur deux sites de l'IUT : le campus d'Évry et le campus de Juvisy-sur-Orge. Quatre parcours sont proposés en deuxième année (BUT2) : *Marketing et management du point de vente (MMPV)*, *Business international : achat et vente (BI)*, *Business développement et management de la relation client (BMRC)* et *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat (MDEE)*. En 2022-2023, la mention compte 390 étudiants, dont 198 en BUT1, 192 en BUT2, et une vingtaine d'enseignants permanents.

Propos liminaire

Les données fournies, parfois au niveau de la mention, parfois par site, et pour certaines références ces données étant incohérentes entre elles, par exemple concernant le nombre d'enseignants et enseignants-chercheurs (EC) permanents, ne permettent pas d'évaluer la formation de façon précise, notamment concernant la répartition des moyens entre les sites.

Analyse globale

Le BUT TC existe depuis 2021 et émane de la réforme du diplôme universitaire de technologie (DUT) avec une modification du cursus en trois ans et le déploiement de l'approche par compétences. Avec un effectif de 390 étudiants en 2022-2023, ce département figure parmi les plus importants de l'IUT. Il se distingue également par un très faible taux d'abandon entre le BUT1 et le BUT2. Filière courte et professionnalisante, visant un bassin de recrutement bien défini, cette formation vient logiquement compléter l'offre tertiaire de l'établissement. Elle est marquée par la volonté d'offrir la possibilité à tous les étudiants de suivre le cursus en alternance, mais la proposition de parcours possibles à partir du BUT2 n'est pas encore stabilisée. Les deux sites semblent se juxtaposer plutôt que se compléter et des disparités sont observées comme le choix du nombre de semaines de stage. Enfin, une incohérence apparaît avec le maintien à l'UEVE de la licence professionnelle *E-commerce et marketing numérique*, dont la thématique est similaire à celle du parcours MDEE du BUT.

L'adossé à la recherche limité, est expliqué par le fait que ce n'est pas l'objectif principal de ce type de formation. Les étudiants ne bénéficient d'aucune heure d'initiation à la recherche, mais la part relativement importante des enseignements assurés par des EC (623 heures à Évry et 250 heures à Juvisy) permet d'envisager une sensibilisation à travers des enseignements et une prise en considération des enjeux liés au traitement de l'information. Les EC représentent 10 % des effectifs totaux, avec un déséquilibre entre les deux sites avec sept maîtres de conférences à Évry contre un seul à Juvisy. Par ailleurs, ils constituent 40 % des effectifs permanents bien que ce chiffre soit calculé sur la base de 20 permanents alors que le total des données en mentionne 23, et qu'une autre section en indique 15. La présence de deux maîtres de conférences en mathématiques (section 26 du Conseil national des universités ou CNU) soulève des interrogations, étant donné qu'il n'y en a que trois en sciences de gestion (section 6 du CNU).

La formation entretient des relations fortes avec le monde socio-économique et encourage la professionnalisation de ses étudiants. Ainsi, les étudiants se voient offrir la possibilité de suivre la formation en alternance (FA) dès le BUT1, et la troisième année (BUT3) se déroulera uniquement en alternance à Juvisy. Ainsi, le taux moyen d'apprentis est de 34 %. La richesse du bassin d'emploi local soutient cette approche et facilite également le recrutement de professionnels, qui représentent environ 30 % des intervenants dans la formation

et participent aux conseils de perfectionnement (CP). En revanche, il n'est pas précisé comment les thématiques sont intégrées dans la formation initiale (FI). Le nombre de semaines de stage obligatoires se situe dans la fourchette haute du programme national (PN) de la formation (26 semaines à Évry et 25 semaines à Juvisy, sans que cette différence soit justifiée).

L'ouverture à l'international est modérée. La formation tire profit des partenariats TC France en matière d'accords internationaux (en FI uniquement). Cependant, la mobilité sortante reste faible (17 étudiants en 2022-2023), et la mobilité entrante est quasi inexistante. Aucun enseignement en langue étrangère n'est mentionné, même dans le parcours BI (qui ne bénéficie pas spécialement de mobilité). Le choix de la seconde langue vivante varie entre les sites, avec de l'espagnol à Évry, et de l'espagnol, de l'allemand et du chinois à Juvisy.

La diversification des pratiques pédagogiques n'est pas une priorité de la formation. Aucun plan d'action commun n'a été établi au sein de l'équipe pédagogique à cet égard, et les comptes rendus des CP ne traitent pas de cette thématique. La formation repose sur une structuration en blocs de compétences, conformément aux prescriptions du PN. Cependant, le faible taux d'encadrement (5 %) s'explique par une proportion limitée d'enseignants permanents (25 %), bien que les données figurant dans le dossier d'autoévaluation diffèrent. Cette situation semble étroitement liée au volume important d'heures d'enseignement assuré par les EC, entraînant une surcharge de travail qui limite leur implication dans des projets pédagogiques innovants. Des efforts en matière de numérique, tels que la certification PIX, sont envisagés, mais ils n'ont pas encore été déployés. Il est recommandé d'étendre ces initiatives à l'ensemble des parcours et de ne pas les limiter au parcours MDEE. Par ailleurs, la participation prévue de tous les étudiants à la fresque du climat traduit une volonté de sensibilisation aux enjeux écologiques, une initiative encourageante à poursuivre.

La formation est moyennement attractive auprès des néo-bacheliers avec un taux de pression de 14. Entre 2021 et 2022, la formation a enregistré une baisse de 23 % du nombre de candidats et n'a pas atteint sa capacité d'accueil fixée à 224, sans qu'une analyse de ces éléments n'ait été menée. Aucune précision n'est apportée sur les actions menées pour promouvoir la formation auprès des lycéens. L'équilibre des profils entre bacheliers scientifiques et technologiques est respecté, ainsi en 2022-2023 pour 206 étudiants inscrits en BUT1, 107 étaient des bacheliers généraux et 99 des bacheliers technologiques. Les bassins de recrutement des deux sites présentent des différences. À Évry, 73 % des effectifs proviennent du sud de l'Essonne, tandis que 11 % à 14 % sont issus de la Seine-et-Marne. À Juvisy, le recrutement se concentre principalement sur le nord et le nord-ouest de l'Essonne, ainsi que sur le Val-de-Marne et Paris.

La formation affiche de bons taux de réussite avec 76 % en BUT1 et 88 % en BUT2 pour l'année 2022-2023, bien qu'aucun dispositif d'accompagnement à la réussite ne soit mis en place.

La démarche d'amélioration continue, encore perfectible, doit être envisagée à l'échelle de la mention plutôt qu'au niveau des sites. Bien que le dossier d'autoévaluation soit commun, il inclut deux comptes rendus distincts des CP : l'un pour le site d'Évry et l'autre pour celui de Juvisy, ce dernier ne couvrant que la partie en apprentissage. Ces comptes rendus, relativement vagues dans leur contenu, apportent davantage de confusion que de clarté. Par ailleurs, le CP n'est pas organisé au niveau de la mention, ce qui soulève des problématiques liées à la gouvernance de la formation. En outre, aucune enquête systématique, formalisée et anonyme d'évaluation de la formation ou des enseignements par les étudiants n'est mise en place. Les retours des étudiants se limitent principalement aux échanges lors des réunions de délégués.

Les données fournies ne permettent pas d'analyser l'insertion professionnelle ni les poursuites d'études, la réforme du BUT étant encore trop récente. Cependant, une préparation aux concours des écoles de commerce a été mise en place, ce qui est peu en phase avec les objectifs prioritaires d'insertion du BUT.

Conclusion

Points forts

- Une alternance possible dès la première année et dans tous les parcours ;
- De nombreuses interventions de professionnels ;
- Un bassin d'emploi particulièrement riche ;

- Peu d'abandons entre le BUT1 et le BUT2 ;
- Une offre d'enseignement du chinois comme seconde langue vivante proposée sur l'un des sites.

Points faibles

- Une présence de la formation sur deux sites sans réelle précision des particularités de chacun pouvant induire un manque de clarté pour les candidats ;
- Un faible taux d'encadrement ;
- Une baisse de l'attractivité et une pérennité des parcours difficilement assurée (un parcours fermé en deuxième année) ;
- Une démarche d'amélioration continue perfectible.

Recommandations

- Mener une réflexion sur la cohérence du maintien des parcours de la formation sur deux sites, en identifiant les synergies possibles et en définissant pour chacun un périmètre d'action spécifique (choix de parcours, formation en alternance/formation initiale) afin d'éviter les redondances.
- Renforcer l'équipe pédagogique permanente en enseignants ou enseignants-chercheurs.
- Soutenir l'attractivité en développant les relations avec les lycéens locaux.
- Améliorer la démarche d'amélioration continue par l'évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants et dont les résultats seront analysés par un conseil de perfectionnement unique au niveau de la mention pour une meilleure cohérence entre les sites.

LICENCE DROIT

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Droit* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et science politique (DSP) de l'UEVE. Elle propose un seul parcours diplômant structuré sur trois années. En 2022-2023, la formation compte 974 inscrits bénéficiant d'un volume global de 1 412 heures de formation assurées par une équipe pédagogique de 19 enseignants-chercheurs permanents et 52 enseignants non permanents.

Analyse globale

La licence *Droit* de l'UEVE se distingue par son adossement à la recherche de qualité, son solide ancrage dans la professionnalisation et son ouverture au monde professionnel local. Les dispositifs pédagogiques visent à accompagner les étudiants dans leur parcours avec des outils méthodologiques renforcés dès la première année (L1), et une offre de stages en troisième année (L3). Cependant, l'ouverture internationale reste limitée, et le suivi du devenir des étudiants doit être amélioré.

La formation s'intègre bien dans sa perspective de fusion avec l'université Paris-Saclay en adoptant une stratégie axée sur l'excellence et l'articulation avec les masters de cette université. La licence propose classiquement une spécialisation progressive avec un tronc commun les deux premières années (L1 et L2) afin de développer les connaissances et compétences fondamentales en droit public et privé. En L3, elle offre la possibilité de spécialisation avec des choix possibles d'enseignements fondamentaux, transversaux et de spécialisation. La formation prévoit dans son cursus des enseignements transdisciplinaires (économie, sociologie politique, langues), des unités d'enseignement (UE) libre (sport, informatique) ainsi qu'une UE libre « engagement et vie associative ». Les thématiques liées au développement durable sont abordées à plusieurs reprises et dans différentes perspectives (introduction au droit, droit constitutionnel, droits et libertés fondamentales). Il convient toutefois de souligner que le volume global d'enseignement est légèrement inférieur au minimum requis de 1 500 heures. L'équipe pédagogique s'est engagée dans une réflexion devant mener à l'élaboration d'une licence commune accréditée par l'université Paris-Saclay.

La licence bénéficie d'une bonne attractivité globale, avec cependant une baisse des effectifs sur la période, et des taux de réussite étudiants qui restent très faibles en L1. La formation bénéficie d'une attractivité notable, comme en témoigne en L1 un ratio élevé de candidats néo-entrants par rapport au nombre d'inscrits, avec une moyenne de 6,82. Elle accueille majoritairement des élèves titulaires d'un baccalauréat général (69 %), suivis par des élèves issus de baccalauréats technologiques (21 %) et par une faible proportion d'étudiants admis sous condition « oui si ». Le nombre global d'inscrits sur la période est de 1 055 étudiants en moyenne, avec une capacité d'accueil de néo-entrants en L1 de 420 places. Toutefois, les effectifs totaux sont en diminution sur la période, passant de 1 113 inscrits en 2020-2021 à 974 en 2022-2023, accompagnés d'une baisse significative du nombre d'étudiants internationaux, qui est passé de 109 en 2020-2021 à 48 en 2022-2023. Les analyses de données sur le recrutement sont réalisées à partir des données Parcoursup, sans précision sur la nature des données utilisées ni sur la manière dont l'équipe les exploite pour améliorer ses pratiques. Une certaine concurrence se manifeste entre les formations en droit dans la région, notamment en raison de l'attractivité des programmes de l'université Paris Panthéon-Assas, qui attire les meilleurs élèves. Une politique de communication pour renforcer l'attractivité de la licence *Droit* de l'UEVE est donc menée pour attirer les étudiants au-delà du bassin environnant. Les taux de réussite pour chaque année de cursus sont suivis, avec une moyenne sur la période de 24 % d'étudiants validant tous les crédits ECTS en L1, 50 % en L2 et 72 % en L3. Les taux de réussite en première année restent faibles, pour autant aucune précision n'est apportée sur les dispositifs spécifiques mis en place pour améliorer la réussite de ces étudiants, hormis le tutorat assuré par des tuteurs recrutés en deuxième année de master.

L'adossement à la recherche est satisfaisant avec différents modules de sensibilisation à la recherche et une forte implication des enseignants-chercheurs (EC). La formation propose une initiation à la recherche dès la L1, cumulant un total de 90 heures d'activités de recherche pour l'ensemble du cycle. Ainsi, en L1, les étudiants suivent des cours d'initiation à la méthode de la dissertation juridique et de commentaire de décisions, et en L2, ils constituent un dossier de presse en lien avec la vie politique et citoyenne. La formation adopte également une politique de sensibilisation aux problématiques liées à l'intégrité scientifique (flux d'informations de qualité et de valeur inégales sur internet, vigilance vis-à-vis des nouveaux instruments dits « d'intelligence artificielle »). Dix-neuf EC interviennent dans la formation (sections 01 et 02 du Conseil national des universités, ce qui correspond à 26 % des intervenants) et dispensent 71 % des heures d'enseignement. Cette implication favorise l'intégration progressive des étudiants dans le milieu de la recherche académique. Les étudiants assistent également à certaines manifestations et colloques organisés par le Centre de recherche en droit (CRLD). En fin de cursus, ils peuvent décider de réaliser un mémoire de recherche.

La formation intègre plusieurs initiatives permettant d'améliorer la dimension professionnelle des cursus et d'accompagner les étudiants dans leur projet professionnel, sans prévoir de stage obligatoire. Les maquettes prévoient des modules d'accompagnement de leur projet professionnel, y compris un module spécifique pour les accompagner dans leur campagne de poursuite d'études. L'équipe pédagogique souligne que si des poursuites d'études en master sont majoritaires afin d'accéder à des professions telles qu'avocat, magistrat ou encore juriste d'entreprise, il existe également des possibilités d'insertion dans le monde professionnel dès la L2 (École nationale des greffes) ou après la L3 (concours d'officier de police). Afin de renforcer la dimension professionnelle, les porteurs de la formation ont établi des liens et conclu des conventions avec nombre d'institutions locales, telles que le tribunal judiciaire d'Évry ou encore le tribunal administratif de Melun. L'équipe pédagogique compte également plusieurs vacataires professionnels qui assurent environ 6 % des enseignements ; cette proportion pourrait être renforcée. Toutefois, la dimension professionnalisante est opérée par les cliniques juridiques en L2 qui offrent aux étudiants une première expérience pratique du droit. La formation encourage les étudiants à réaliser des stages ponctuels dès la L1. En L3, tous les étudiants doivent réaliser un stage (opportunité choisie par environ 60 % des étudiants) ou rédiger un mémoire de recherche. Il est également prévu pour eux la possibilité de suivre un module greffier et un module magistrat au sixième semestre, sur sélection. Afin de permettre aux étudiants qui le souhaitent de s'orienter vers certains concours de la fonction publique, un diplôme universitaire (DU) *Compétences et pratique du droit dans les administrations publiques* (catégorie B) a été ouvert à partir de la L2.

L'ouverture à l'international est globalement un des points faibles de la formation. Les enseignements de langues vivantes sont prévus à titre optionnel dans les maquettes (15 heures d'anglais, d'espagnol et/ou d'allemand chaque semestre). Par ailleurs, la formation n'a pas adopté de réelle politique d'accompagnement et d'incitation à la mobilité. Le nombre d'étudiants internationaux a chuté de 109 en 2020-2021 à 48 en 2022-2023, et la mobilité étudiante reste faible avec seulement 2 étudiants en mobilité sortante et aucun étudiant en mobilité entrante en 2021-2022. Quelques partenariats académiques existent dans le cadre du programme Erasmus+ avec des universités espagnoles et québécoises, mais ces collaborations ne sont pas suffisantes pour attirer ou envoyer des étudiants régulièrement. Cette dimension pourrait être développée pour augmenter l'attractivité de la formation à l'international et offrir davantage d'opportunités aux étudiants.

La formation a engagé une démarche d'approche par les compétences encore minimale, et met en œuvre des initiatives d'amélioration continue malgré le manque d'outils de suivi du devenir des étudiants. Le pilotage de l'offre de formation est mené grâce à trois instances de gouvernance : le conseil de faculté, les conseils des perfectionnements des formations, et l'assemblée générale, organisée une fois par an. La taille de la faculté permet un pilotage de proximité et une certaine adaptabilité. S'il n'est pas prévu d'évaluations systématiques des formations et des enseignements, le conseil de perfectionnement, composé d'enseignants, d'étudiants, de personnels administratifs et de professionnels externes, se réunit régulièrement pour évaluer les résultats de la formation, analyser les taux de réussite, et proposer des ajustements. Cette instance assure un suivi rigoureux des évolutions nécessaires pour garantir que la formation réponde aux attentes des étudiants et aux besoins du marché de l'emploi. En 2022-2023, 206 étudiants de L1 ont répondu à une enquête de satisfaction, fournissant des retours constructifs. Ces réponses permettent de mieux cerner les attentes des étudiants et de réagir aux problématiques récurrentes, comme l'ajustement des heures de travaux dirigés ou l'organisation des emplois du temps.

La phase de basculement à l'approche par compétence a été initiée, avec l'aide des services de l'université, qui a mis en place un groupe de travail relatif à « la compétence et aux pratiques pédagogiques ». Bien qu'une matrice croisant les blocs de connaissances et de compétences (BCC) de la formation avec les compétences de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) correspondant à la mention soit présentée, les situations et modalités précises d'évaluation des compétences développées par les étudiants ne sont toutefois pas spécifiées. Enfin, si une UE « orientation en master » est ouverte, le suivi de l'insertion professionnelle et/ou de la poursuite des étudiants n'est réalisé de façon formelle ni au niveau de l'université, ni au niveau de la formation. *A priori*, 29 % des étudiants diplômés poursuivent leur cursus l'année suivante au sein du même établissement.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement de la formation à la recherche ;
- Une bonne attractivité de la formation ;
- Des initiatives mises en place pour améliorer la dimension professionnelle de la formation.

Points faibles

- De faibles taux de réussite en première année ;
- Une absence de dispositif formalisé et systématique d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une absence de suivi du devenir des étudiants ;
- Une approche par compétence embryonnaire ;
- Une faible orientation à l'international avec peu de mobilités sortantes/entrantes.

Recommandations

- Renforcer les dispositifs d'information, de recrutement, et de soutien à la réussite des étudiants de première année.
- Mettre en œuvre des dispositifs formalisés et systématiques d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
- Assurer le suivi du devenir des étudiants au niveau de l'établissement et/ou de la formation.
- Mettre en place l'approche par compétences.
- Instaurer des dispositifs d'incitation et d'accompagnement à la mobilité entrante et sortante.

LICENCE ÉCONOMIE ET GESTION

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Économie et gestion* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de la société (SHS). Elle propose quatre parcours en troisième année (L3) : le parcours *Économie-management* à vocation plutôt généraliste et qui permet un choix de deux options au dernier semestre (option *Économie* ou *Management*) et deux parcours en apprentissage, professionnalisants, que sont le parcours *Gestion, option marketing achats (GOMA)* et le parcours *Gestion, option comptabilité, contrôle de gestion (GCCG)*. Enfin, un quatrième parcours sélectif consiste en une double licence (LDD) *Mathématiques-économie*. En 2022-2023, la formation compte 575 étudiants et fait appel à 37 enseignants permanents et 23 enseignants non permanents.

Propos liminaire

La qualité formelle de l'autoévaluation de la formation est perfectible. Si les données sont assez précises pour les deux parcours en alternance sur un certain nombre de critères, ce n'est pas le cas du parcours Économie-management qui représente l'essentiel des effectifs et pour lequel les éléments fournis sont parfois vagues.

Analyse globale

La licence *Économie et gestion* bénéficie d'une bonne attractivité et d'un solide ancrage dans l'écosystème socio-économique. Elle propose divers dispositifs de personnalisation des parcours étudiants et intègre clairement les enjeux de la professionnalisation. Cependant, elle gagnerait à renforcer le double ancrage disciplinaire de ses contenus, à améliorer son adossement à la recherche et à consolider sa démarche d'amélioration continue.

La licence bénéficie globalement d'une bonne attractivité et propose des cursus variés, orientés vers la professionnalisation ou des parcours plus académiques. Toutefois, certains parcours de L3 semblent moins attractifs. En L1, le ratio moyen de candidats néo-entrants par rapport aux inscrits est élevé (7,8), et le nombre d'étudiants inscrits reste stable sur 3 ans, avec une moyenne de 640. Cependant, les effectifs chutent fortement en L2 (de 231 en 2020-2021 à 143 en 2022-2023) et en L3 pour le parcours *Économie-management*, sans distinction entre les deux options, ce qui est regrettable. Les effectifs de la LDD *Économie-mathématiques* restent également très faibles, avec trois à huit inscrits sur les trois dernières années. La baisse des bacheliers technologiques, cohérente avec le positionnement de la licence, n'a donné lieu à aucune analyse des candidatures ni mesures pour endiguer ces baisses et dynamiser le parcours *Économie-mathématiques*. La diversité des parcours permet toutefois d'accompagner les étudiants dans différentes perspectives professionnelles, en cohérence avec les besoins du territoire et le développement de l'alternance, deux axes importants pour l'UEVE. Cependant, l'inscription de la licence dans le projet stratégique de l'UEVE reste peu détaillée, bien qu'elle s'aligne avec le pilier de l'innovation et le projet de création d'un institut d'administration des entreprises (IAE), susceptible d'offrir des débouchés en master *Sciences de gestion et de management*. Enfin, les étudiants peuvent personnaliser leur parcours grâce à des unités d'enseignement (UE) libres, d'ouverture ou optionnelles. Bien qu'il n'existe pas d'UE dédiée à la transition écologique, cet enjeu est abordé dans certains enseignements, comme l'UE « développement et inégalités » et « économie de l'environnement » en L3 *Économie-management*.

La licence Économie et gestion a bien intégré les enjeux de la professionnalisation, proposant deux parcours de L3 en apprentissage (GCCG et GOMA), qui accueillent également des étudiants en formation continue. Une préparation à l'insertion professionnelle est mise en place dès la L1, avec des enseignements personnalisés sur les projets professionnels via des UE dédiées (projet personnel d'études et d'insertion – PPEI), pour un total de neuf heures par semestre. Bien que non obligatoires, les stages sont possibles et encouragés en L3. Par ailleurs, six professionnels, représentant 14,3 % de l'équipe enseignante, assurent 12,5 % des enseignements, renforçant

la dimension professionnelle de la formation. Les liens solides établis avec des partenaires tels que l'Ordre régional des experts-comptables de l'Essonne, des cabinets comme Eurocompta finance, et des entreprises comme SAFRAN, Thales, Carrefour et Fayat, témoignent de cet ancrage.

Concernant l'adéquation de l'ingénierie pédagogique aux compétences visées, un net déséquilibre est constaté entre les deux principales disciplines de la mention Économie et gestion. Alors que la licence repose sur un double adossement aux sciences économiques et aux sciences de gestion, les maquettes prévoient un seul enseignement en sciences de gestion par semestre du premier au cinquième semestre, contre deux à trois en économie et au moins un en mathématiques chaque semestre. Cela soulève des questions sur la solidité des compétences en gestion pour accéder et réussir en masters spécialisés dans ce domaine. Si la stratégie vise un ancrage en sciences économiques (rattachement au département d'Économie), la mention Économie serait plus adaptée. Par ailleurs, bien que les UE soient associées aux blocs de connaissances et de compétences (BCC) de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), la formation ne s'inscrit pas pleinement dans une approche par compétences. Elle ne dispose pas d'un référentiel de compétences défini, et les modalités d'évaluation des compétences ne sont pas précisées. Enfin, le déploiement d'activités pédagogiques innovantes reste flou, avec uniquement la mention de projets tuteurés au sixième semestre en économie (en parallèle du stage), sans précision sur leur nature.

La formation bénéficie d'une bonne assise académique grâce à une proportion élevée d'enseignements assurés par des enseignants chercheurs (EC), mais l'adossement aux équipes de recherche doit être clarifié et les modules d'initiation à la recherche renforcés. Environ 52 % des heures face à face étudiants sont assurées par 37 EC qui représentent 73 % de l'équipe enseignante (sans précision de la répartition des EC titulaires en économie et sciences de gestion). Toutefois, les maquettes de L1 et L2 n'intègrent pas de modules d'initiation à la recherche. En L3, le parcours Économie-mathématiques prévoit un projet tutoré orienté recherche, et les parcours GOMA et GCCG prévoient un mémoire de recherche appliquée. Enfin, la mention bénéficie d'un adossement explicite à la recherche en économie, avec la mention du Centre d'études des politiques économiques. Cependant, aucun adossement à la recherche en sciences de gestion et du management n'est spécifiquement mentionné, bien que le Laboratoire en innovation, technologie, économie et management soit cité par l'établissement.

Malgré une certaine attractivité auprès des étudiants internationaux, la formation doit renforcer sa dimension internationale. Dix-huit heures de travaux dirigés d'anglais sont prévues chaque semestre (5,4 % des heures d'enseignement). Les étudiants peuvent également choisir une deuxième langue vivante sur la base du volontariat dans le cadre des UE Libres, offrant des cours du niveau débutant à expert. La plateforme Global exam est disponible pour l'apprentissage de l'anglais. Un cours optionnel en anglais est proposé en L3 (« *regulation and competition policy* »). Par ailleurs, un affichage est fait aux étudiants sur les possibilités de mobilité internationale, de certification de langue, de concours. Concrètement, la formation appuie sa politique partenariale à l'international sur l'alliance européenne European University Alliance for Global Health (EUGLOH), pilotée par l'université Paris-Saclay, sans qu'il n'y ait pour autant d'éléments précis sur la mise en œuvre de cette alliance, ni sur l'accompagnement des étudiants dans ce cadre. Un nombre significatif d'étudiants internationaux est accueilli au sein des parcours (environ 80 chaque année, représentant 14 % des effectifs en 2022-2023), ce qui dénote de l'attractivité de la formation. Les responsables regrettent toutefois qu'il n'y ait pas de dispositif d'orientation vers des cours de français pour les étudiants étrangers.

Les initiatives d'accompagnement pour la réussite des étudiants doivent être poursuivies et renforcées. Les taux de réussite sont stables avec 29 % en moyenne en L1, 46 % en L2 et 78 % en L3. Plusieurs mesures d'accompagnement ont été mises en œuvre, telles que des entretiens-référent en décembre pour les L1, où chaque étudiant rencontre un enseignant en tête-à-tête pour faire le point sur sa situation universitaire et personnelle, ainsi que des ressources et accompagnements, comme des sessions de révision d'examen et la mise à disposition d'annales des sujets passés. Les étudiants en difficulté bénéficient de l'aide à la réussite en licence (ARL) ou des accompagnements spécifiques pour combler le retard de certains lycéens en mathématiques. En revanche, tous les étudiants avec un statut « oui si » intégrant la formation ne disposent pas de contrat pédagogique. En 2021-2022, sur 36 étudiants « oui si », seulement 5 ont un contrat pédagogique, et en 2022-2023, sur 45 étudiants « oui si », seulement 10 ont un contrat pédagogique.

Concernant le suivi du devenir des étudiants, les données sont parcellaires et aucune analyse précise de la poursuite d'études ou de l'insertion professionnelle n'est effectuée. Les responsables ne se sont pas appropriés les outils de suivi de l'établissement, tels que Scolaviz, permettant de visualiser des données d'inscription ou d'insertion professionnelle ni les données chiffrées de suivi des trois dernières cohortes. La majorité des étudiants poursuivent en master et s'insèrent relativement facilement. Pour les parcours GOMA et GCCG, quelques précisions sont données, mais sans démarche systématique de suivi des cohortes.

Aucun élément probant ne montre qu'une réelle démarche d'amélioration continue est mise en œuvre. L'évaluation formelle de la formation par les étudiants n'est pas mise en œuvre, sauf en L3 GOMA qui représente une quarantaine d'étudiants sur presque 600. Des questionnaires sont réalisés auprès des étudiants et un retour

quantitatif et qualitatif est fait aux enseignants, mais le périmètre de cette démarche n'est pas précis. De plus, le compte rendu du conseil de perfectionnement précise que seuls des enseignants y siègent, et les sujets traités ne sont pas ceux attendus dans une telle instance.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui propose de nombreux parcours et une spécialisation progressive offrant de nombreuses opportunités de poursuites d'études en master ;
- Deux parcours en apprentissage proposés en L3 ;
- Une mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement personnalisé ;
- Un nombre conséquent d'étudiants internationaux accueillis dans les parcours.

Points faibles

- Un déséquilibre des enseignements entre sciences économiques et sciences de gestion au regard du rattachement de la formation à la mention *Économie et gestion* ;
- Un suivi insuffisant de la poursuite d'étude et de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- Un processus interne d'évaluation insuffisant pour faire évoluer la licence dans une démarche efficace d'amélioration continue ;
- Une approche par compétences qui reste embryonnaire.

Recommandations

- Décider et acter l'ancrage disciplinaire de la mention, et si le double ancrage *Économie et gestion* est confirmé, valoriser de façon plus explicite l'adossement institutionnel, pédagogique et en matière de recherche aux deux domaines disciplinaires (Économie et Sciences de gestion et du management).
- Améliorer le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'UEVE.
- Mettre en place l'évaluation formelle et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants, et en analyser les résultats en conseil de perfectionnement dont la composition doit impérativement intégrer enseignants, étudiants, personnels administratifs et acteurs du monde socio-économique.
- Mener une réflexion sur le développement de l'approche par compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE ASSURANCE, BANQUE, FINANCE : CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation comprenant deux parcours : *Banque* et *Assurance*, ce second parcours sera fermé pour l'année universitaire 2024-2025. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry et propose 580 heures étudiant, dont 132 heures de projets tutorés. En 2022-2023, la LP compte 65 étudiants répartis sur 3 sites (Athis-Mons, Brétigny-sur-Orge, Évry) et 3 enseignants permanents.

Analyse globale

Cette formation se distingue par une forte orientation professionnelle et une volonté de répondre aux besoins du marché du travail local en formant des chargés de clientèle pour les agences bancaires et les compagnies d'assurance. Elle s'appuie sur une équipe pédagogique stable et expérimentée, comptant de nombreux professionnels et des liens forts avec les entreprises. Cependant, cette équipe qui comptait quatre enseignants-chercheurs (EC) lors du précédent contrat n'en compte plus que deux, limitant son adossement à la recherche et fragilisant l'équipe permanente.

Dans un environnement concurrentiel, la formation veille à son attractivité et affiche une bonne réussite des étudiants. Malgré une désaffection pour le parcours *Assurance*, dont 2023-2024 marquera probablement la dernière année (seulement huit inscrits en 2022-2023), le nombre total d'étudiants a progressé, passant de 48 en 2020-2021 à 65 en 2022-2023. La LP recrute chaque année une part importante de titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) dont 10 à 15 pour le seul lycée Saint-Charles d'Athis-Mons avec qui un partenariat a été formalisé et qui accueille l'un des groupes sur son site. Le taux de réussite d'environ 90 % en 2022-2023 démontre la capacité de la formation à faire progresser ses étudiants.

La pédagogie proposée est diversifiée et présente une première étape vers l'acculturation à l'approche par compétences (APC). Les méthodes pédagogiques sont variées et s'appuient notamment sur des travaux de groupe, des jeux de rôle et un jeu d'entreprise, *Banqueo*, financé par le département Technique de commercialisation de l'IUT, permettant ainsi aux étudiants de se mettre en situation professionnelle. En outre, ces travaux relèvent d'approches pluridisciplinaires qui pourraient appuyer une APC. Il convient également de saluer les efforts mis en œuvre pour intégrer les enjeux du développement durable dans les enseignements. Pour autant, au regard du rôle central des banques en matière de responsabilité sociétale des entreprises, une plus grande coordination des contenus des enseignements assurés par les professionnels pourrait être réalisée dans ce domaine.

Enfin, bien que le programme soit structuré autour de quatre blocs de connaissances et de compétences (BCC) cohérents avec les objectifs de la formation et la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la mention, l'absence de portfolio et de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) clairement identifiées dans la maquette limite la capacité à évaluer pleinement les compétences acquises par les étudiants. Ceux-ci bénéficient d'une préparation à la certification professionnelle propre aux métiers de la banque, la certification Autorité des marchés financiers (AMF), sans toutefois que leurs résultats aux examens soient communiqués.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en collaboration avec les acteurs socio-économiques reflétant son ouverture exclusivement à l'alternance. Allianz, Banque populaire rives de Paris, BNP Paribas, Caisse d'épargne, CIC, MACFIS, Mercer, Société Générale, Verspieren interviennent dans les enseignements spécialisés, représentant 47 % du volume horaire total, et contribuent activement à la dynamique de la LP (recrutement des étudiants, participation au conseil de perfectionnement). La formation accueille en moyenne un stagiaire de la formation continue par an et étudie environ cinq dossiers de validation

des acquis de l'expérience (VAE) chaque année, dont deux à trois aboutissent à une validation complète. Les conditions sont bien réunies pour garantir une insertion professionnelle satisfaisante. Cependant, la qualité de l'information et de l'analyse concernant le devenir des diplômés est insuffisante, avec des taux de réponse inférieurs à 50 % pour la promotion 2020 et à 30 % pour celle de 2019. Le taux de diplômés en poursuite d'études en année N+1, bien qu'acceptable pour une LP en 2021-2022 (40 %), était moins satisfaisant en 2020-2021 (55 %). Cependant, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence en raison des faibles taux de réponse observés.

L'adossément de la formation à la recherche est limité. Les étudiants bénéficient d'une trentaine d'heures d'initiation à la recherche, incluant des enseignements de méthodologie et un cours commun à Paris-Saclay. Toutefois, seuls deux EC interviennent dans la LP, contre quatre lors de la précédente évaluation. Cette situation semble fragile compte tenu de l'importance des effectifs (trois groupes répartis sur autant de sites) et du nombre limité de permanents (trois). L'un des EC appartient à la section 05 et l'autre à la section 11 du Conseil national des universités (CNU). Ils dispensent un total de 63 heures d'enseignement représentant seulement 11 % du volume horaire, ce qui est beaucoup trop faible pour une formation universitaire.

La pertinence et les objectifs des enseignements d'anglais mériteraient d'être repensés par l'équipe pédagogique. L'originalité de la pédagogie (des jeux de rôles client/conseiller sont proposés en anglais) ne compense pas le faible volume horaire. Les étudiants bénéficient seulement de 22 heures de cours d'anglais, ce qui représente moins de 4 % des enseignements dédiés aux langues étrangères, et ils n'ont pas d'opportunité d'échanges internationaux. Bien qu'ils soient encouragés à préparer le TOEIC, il serait pertinent de repenser l'organisation des enseignements en augmentant le nombre d'heures dédiées à l'anglais, notamment pour mieux préparer à cette certification.

Le conseil de perfectionnement joue pleinement son rôle ; toutefois, l'évaluation du retour des étudiants sur la formation demeure insuffisante. Le conseil se réunit une fois par an et rassemble des représentants de toutes les parties prenantes (enseignants, professionnels, étudiants). Les réunions abordent l'ensemble des sujets attendus (contenu pédagogique, ouverture et suppression de parcours). Toutefois, il est regrettable que le nombre de réponses aux enquêtes d'évaluation reste très faible, oscillant entre un et sept selon les années.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec les réseaux d'agences bancaires et les assureurs des bassins d'emplois locaux ;
- Une formation en alternance, adaptée aux besoins des employeurs.

Points faibles

- Une participation des EC aux enseignements de la formation qui reste trop faible, avec un volume horaire d'intervention également réduit ;
- Un suivi incomplet des étudiants diplômés de la formation ;
- Un faible volume horaire de la formation consacré aux langues étrangères.

Recommandations

- Veiller à renforcer l'équipe pédagogique en EC, en priorité sur les modules « cœur de métier ».
- Améliorer le suivi des étudiants pour évaluer leur insertion professionnelle et leurs éventuelles poursuites d'études.
- Renforcer le nombre d'heures de la formation aux langues étrangères.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une trop faible part des enseignants-chercheurs participant aux enseignements de la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE E-COMMERCE ET MARKETING NUMÉRIQUE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *E-commerce et marketing numérique (ECMN)* de l'université d'Évry-Val d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry, en partenariat avec l'École d'ingénieurs généraliste en informatique et technologies du numérique (EFREI). La LP est enseignée sur le site de Villejuif de ce partenaire, ainsi que sur le site de l'Institut supérieur de technologie avancée et management (ISTAMA) à Douala (Cameroun) dans le cadre d'une délocalisation. Le programme comprend 666 heures étudiant, dont 148 heures de projets tutorés. En 2022-2023, la formation compte 101 étudiants (90 en alternance et 11 en formation continue) et 4 enseignants permanents.

Analyse globale

Cette formation se distingue par sa forte orientation vers la professionnalisation et sa volonté de répondre aux besoins du marché du travail local, en formant des assistants marketing et des chefs de projet capables de relever les enjeux du web et du mobile. Exclusivement proposée en alternance en France et en formation continue au Cameroun, elle permet aux étudiants de bénéficier d'une immersion professionnelle continue tout au long de leur cursus. Cette formation repose sur une participation active des professionnels du secteur, ce qui se traduit par une implication très limitée des enseignants-chercheurs (EC). La LP présente un taux de poursuite d'études élevé, ce qui soulève des questions sur l'adéquation réelle des enseignements aux besoins en compétences des entreprises. Il est nécessaire de réaliser une analyse approfondie de l'insertion professionnelle des diplômés pour mieux comprendre cette tendance. La démarche d'amélioration continue est à parfaire.

La formation s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de l'établissement, en particulier dans sa volonté de répondre aux besoins du territoire et de favoriser le développement de l'alternance et de l'entrepreneuriat. Elle incarne une dynamique de professionnalisation conçue pour répondre aux exigences croissantes du marché numérique local, comme en témoigne l'inscription de toute la promotion en alternance. Par le biais des projets des étudiants en *e-business*, la formation contribue également au développement de la création d'entreprises, un axe stratégique de l'établissement.

La formation a su développer des partenariats en local et à l'international dont les aspects organisationnels ne sont pas communiqués. Localement, le partenariat avec l'EFREI, institué de longue date, offre aux étudiants l'opportunité d'obtenir une double diplomation : la LP et le diplôme d'établissement EFREI *Chargé de projet en commerce numérique*. À l'international, un partenariat plus récent a été noué au Cameroun, aboutissant à la création d'un groupe d'étudiants, et l'équipe pédagogique envisage d'étendre cette stratégie de délocalisation en Afrique francophone. Bien que cette ouverture à un autre établissement local et à l'international soit louable, la structuration et l'organisation de ces partenariats restent peu explicites. Plus particulièrement pour la délocalisation à Douala, aucune information n'est disponible sur la composition de l'équipe pédagogique, les moyens mobilisés, les dispositifs de suivi mis en œuvre par l'UEVE et d'éventuels aménagements de la maquette pour tenir compte des spécificités du marché du travail local (autres que la nature des projets, des missions des stages et de travaux dirigés sur la vente par internet de produits issus de la pharmacopée camerounaise). Un processus de garantie de la qualité du diplôme doit être mis en place.

L'adossement de la formation à la recherche demeure limité et la participation des EC titulaires est faible et en baisse par rapport à la précédente évaluation. Avec seulement sept heures dédiées aux méthodes de recherche, elle ne permet pas de pleinement intégrer les étudiants dans une démarche de recherche académique, même si le caractère professionnalisant du diplôme peut expliquer le poids limité de cette

thématique dans le programme. La majorité des enseignements est assurée par des professionnels, ce qui constitue un atout pour la professionnalisation. Cependant, cela peut affaiblir le lien avec la recherche et soulève des questions sur le caractère universitaire du diplôme ainsi que sur la capacité de l'établissement à soutenir l'ensemble de son offre de formation. La proportion d'EC titulaires dans la formation est particulièrement faible (7,5 %, soit 42 heures sur 557 heures par étudiant) et en baisse par rapport au contrat précédent (22 %). Toutefois, ils sont rattachés à la section 06 du Conseil national des universités (CNU) et interviennent dans des enseignements cœur de métiers.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées et répond globalement à une première étape vers l'acculturation à l'approche par compétences. Les méthodes pédagogiques sont variées et s'appuient sur des cas pratiques et des problématiques réelles proposées par les entreprises, permettant ainsi aux étudiants de tester et développer leurs capacités d'analyse, de proposition, de test, et de mise en œuvre de solutions. Toutefois, les évaluations restent majoritairement disciplinaires. Bien que la formation soit structurée en blocs de compétences, l'absence du portfolio et de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) clairement identifiées dans la maquette limite la capacité à évaluer pleinement les compétences acquises par les étudiants. Néanmoins, la préparation à des certifications reconnues, telles que le TOEIC et la certification Google, est encouragée. L'intégration de nouvelles compétences, comme l'utilisation de Photoshop et de Google analytics, constitue un atout en cohérence avec la thématique de la LP. Il est regrettable qu'aucun contrat pédagogique n'ait été mis en place.

Les relations étroites avec le monde professionnel local sont un atout majeur de cette formation. Les partenariats avec les entreprises locales sont solides, favorisant la recherche d'alternance et potentiellement l'insertion professionnelle. La formation est en grande partie dispensée par des professionnels du secteur (16 intervenants assurant plus de 90 % des enseignements), ce qui garantit une bonne adéquation entre le contenu des enseignements et les attentes du marché du travail. Par ailleurs, la formation bénéficie des services du centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE) et de son implantation sur le territoire depuis 1995.

La formation reste attractive, mais l'analyse du recrutement présente des lacunes. Bien que le nombre d'inscriptions ait augmenté sur la période évaluée (62 étudiants en 2020-2021 contre 101 en 2022-2023), une légère baisse des candidatures, de l'ordre de 5,8 %, est observée. Le bassin de recrutement se situe principalement en Île-de-France, avec des flux majoritairement issus des diplômes universitaires de technologie (DUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* et *Techniques de commercialisation (TC)*, ainsi que des brevets de techniciens supérieurs (BTS) *Négociation et digitalisation de la relation client (NDRC)* et *Services informatiques aux organisations (SIO)*, bien que ces flux ne soient pas quantifiés. Une analyse plus approfondie de ces données par le conseil de perfectionnement (CP) serait nécessaire pour mieux comprendre cette dynamique et affiner les stratégies de recrutement. Par ailleurs, l'impact de la création des bachelors universitaires de technologie (BUT) sur le recrutement n'est pas évoqué. Ainsi, le maintien de la LP dans le cadre du déploiement du parcours *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat (MDEE)* au sein du BUT TC sur les sites d'Évry et de Juvisy, dont la thématique est similaire à celle de la LP, n'est pas justifié. Les taux de réussite des étudiants restent élevés, oscillant entre 93 % et 99 % sur la période évaluée.

La démarche d'amélioration continue est largement perfectible. La composition et le fonctionnement du CP ne sont pas alignés avec une véritable démarche d'amélioration continue. En plus des membres issus de l'équipe pédagogique et des professionnels, ce conseil devrait également inclure des étudiants. De plus, le compte rendu fourni reflète des discussions sur des sujets relevant davantage d'une réunion pédagogique entre les tuteurs en entreprise et l'équipe pédagogique, que d'un véritable CP. Il serait utile de mieux documenter les résultats et recommandations du conseil afin de suivre leur traduction dans l'évolution de la formation. L'absence de données concernant le recrutement, la réussite, et l'insertion professionnelle des étudiants limite la capacité du CP à remplir pleinement son rôle. Enfin, l'absence d'enquête systématique, formalisée et anonyme pour évaluer les enseignements est préjudiciable.

Le suivi des diplômés ainsi que son analyse restent insuffisants, notamment en ce qui concerne leur insertion professionnelle, ce qui empêche une évaluation complète de la réalité de l'adéquation de la formation aux besoins des entreprises locales. Sur la période évaluée, les données fournies par le CFA EVE, suscitent des interrogations. En effet, bien que plus de 80 % des étudiants de la promotion 2022 poursuivent leurs études, cette poursuite se fait en grande majorité dans des formations en alternance. Cette poursuite d'études importante est assumée par l'équipe pédagogique, qui en fait un objectif central dans la présentation de la formation. En parallèle, 80 % des diplômés ayant opté pour l'insertion professionnelle trouvent un emploi dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme. Cependant, deux tiers d'entre eux rapportent que cet emploi n'est pas en adéquation avec la spécialité de leur formation. Aucun n'a été recruté par l'entreprise d'alternance, et seulement deux des sept diplômés ont eu une proposition d'embauche qu'ils ont refusée. Ces éléments devraient amener l'équipe pédagogique à réaliser une analyse approfondie.

Conclusion

Points forts

- Une implication significative des professionnels, ce qui rend la LP particulièrement adaptée aux besoins du marché du travail ;
- Un nombre d'inscrits en progression ;
- Un développement de l'alternance qui permet de favoriser l'acquisition des compétences professionnelles par les étudiants.

Points faibles

- Une faible intégration de la recherche dans le cursus notamment par un nombre limité d'enseignants-chercheurs dans la LP pour un volume horaire global de moins de 10 % et qui se dégrade depuis la précédente évaluation ;
- Un taux de poursuite d'études non analysé et trop important pour une formation professionnalisante ;
- Un conseil de perfectionnement dont la composition et les sujets traités ne favorisent pas une véritable démarche d'amélioration continue ;
- Une absence d'évaluation interne formalisée de la formation ;
- Une approche par compétences limitée à la structuration de la formation en blocs de compétences.

Recommandations

- Renforcer la participation des enseignants-chercheurs dans la formation.
- Analyser de manière approfondie le suivi statistique, qualitatif et quantitatif, de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés.
- Garantir une véritable démarche d'amélioration continue en organisant un conseil de perfectionnement intégrant systématiquement des étudiants et en menant une analyse approfondie des résultats de la formation.
- Définir un processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue par la mise en place et l'analyse formelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Mettre en œuvre une véritable approche par compétences en développant des SAÉ et en instaurant la démarche portfolio.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans la formation.
- Une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une LP.

LICENCE PROFESSIONNELLE LOGISTIQUE ET PILOTAGE DES FLUX

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Logistique et pilotage des flux* de l'université d'Évry-Val d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Depuis 2021, la LP est délivrée en partenariat avec l'Institut supérieur de technologie avancée et management (ISTAMA) à Douala (Cameroun) dans le cadre d'une délocalisation. Le programme comprend 560 heures étudiant, dont 140 heures de projets tutorés. En 2022-2023, la formation compte 43 étudiants et 4 enseignants permanents. Sur le site d'Évry, les étudiants ont le choix entre deux parcours : *Gestion de la chaîne logistique internationale et pilotage des achats* ou *Gestion de la chaîne logistique internationale et management des transports*. Sur le site de Douala, seul le premier parcours est possible.

Analyse globale

Cette formation vise à former des professionnels capables de gérer la chaîne logistique, de piloter les achats, et de manager les transports. Les diplômés peuvent occuper divers postes tels que responsable d'exploitation transport, supply chain manager et acheteur, dans un marché de l'emploi en pleine croissance au niveau national et international. Lors du prochain contrat, la formation sera uniquement délivrée à Douala. La disparition d'une partie du vivier d'étudiants par le déploiement du bachelor universitaire de technologie (BUT) conduit ainsi à fermer la formation dispensée à l'IUT d'Évry qui intègre le BUT *Management de la logistique et des transports*. Même si l'insertion professionnelle est qualitativement excellente, le taux de poursuite d'études est trop important pour une LP (80 %).

La formation s'inscrit parfaitement dans la stratégie de l'UEVE qui a pour objectif de développer des formations professionnalisantes. Elle répond à l'objectif de territorialisation de l'offre de formation en Île-de-France, une région où la logistique joue un rôle clé en raison de la densité de population, des activités industrielles et commerciales, ainsi que de la présence d'infrastructures majeures comme l'aéroport d'Orly et le marché de Rungis. Proposée en alternance, la formation renforce ainsi encore davantage son orientation professionnalisante, ce qui favorise potentiellement une insertion rapide et efficace des étudiants dans le secteur.

La formation entretient des relations solides avec les entreprises locales et bénéficie des relations développées par l'IUT d'Évry dans le domaine des transports et de la logistique. À Évry, ces liens se manifestent à travers l'alternance, une composante essentielle de la formation. Par ailleurs, le développement de formation en lien avec la thématique de logistique depuis 50 ans à Évry permet à la formation de se reposer sur un nombre important de diplômés. À Douala, les relations avec les entreprises et les syndicats professionnels sont établies et renforcées par des rencontres régulières. Sur place, la formation est dispensée en formation initiale, avec des cours programmés en soirée et le week-end. Cette organisation est adaptée au contexte local.

Les résultats des étudiants sont excellents sur le site d'Évry et sont à conforter sur le site de Douala. Le taux de réussite est excellent à Évry, avoisinant les 100 %, tandis qu'à Douala, les résultats sont de 82 % (9 diplômés sur 11 inscrits en 2022-2023).

L'ouverture à l'internationale de la formation est bonne pour une LP. Un volume significatif d'heures d'enseignement est dédié aux langues étrangères (anglais et espagnol), totalisant 54 heures par étudiant, et ils ont la possibilité de passer le TOEIC (13 étudiants en 2022-2023). Enfin, les étudiants du site d'Évry bénéficient de la présence d'un centre de langue et ont pu en 2022-2023 se rendre à Tanger (Maroc) pour notamment visiter

le port. De plus, la LP a développé des partenariats internationaux, dont les aspects organisationnels sont définis. Elle bénéficie d'une délocalisation à Douala (Cameroun), où le nombre d'inscrits a augmenté de manière significative, passant de 12 à 22 étudiants en deux ans. Cette formation est proposée au sein de l'ISTEMA, à l'instar de nombreuses autres formations de l'IUT d'Évry. La composition de l'équipe pédagogique, l'organisation du suivi, ainsi que la participation des enseignants d'Évry sont documentées. Environ 25 % des enseignements sont assurés par des enseignants de l'IUT d'Évry, tandis que le recrutement des autres enseignants est validé par un enseignant de l'IUT. Des enseignants de l'ISTEMA viennent à l'IUT pour se former et y enseigner. La qualité de la formation est garantie par la tenue d'un conseil de perfectionnement (CP) local, et des études commencent à être menées auprès des diplômés afin d'affiner l'adaptation au contexte camerounais. Il est regrettable de ne pas avoir à disposition le compte rendu de ce conseil. À Douala, la présidence des jurys et du CP est assurée par le responsable de la formation d'Évry.

L'adossement à la recherche reste limité tant par la part des enseignants-chercheurs (EC) dans les enseignements que par l'absence de certains modules d'enseignement indispensables. Trois EC participent à la formation, mais leur contribution se réduit à 93 heures sur un total de 420 heures d'enseignement (22 %). Parmi eux, seul un enseignant est spécialisé en recherche opérationnelle appliquée à la logistique, ce qui restreint l'influence de la recherche sur le contenu pédagogique. Bien qu'une sensibilisation à la déontologie professionnelle soit intégrée de manière transversale, aucune formation dédiée à la recherche documentaire n'est proposée. En ce qui concerne le campus de Douala, la formation est assurée par 10 enseignants locaux (dont un professionnel), quatre enseignants titulaires d'Évry et un vacataire professionnel d'Évry.

L'approche par compétences est en place d'un point de vue formelle, mais doit être renforcée par le déploiement de l'évaluation des compétences. La structure pédagogique de la formation est construite autour de blocs de compétences conformes à la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Cependant, les modalités d'évaluation des connaissances et compétences ne comprennent pas de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). À Évry, des projets tutorés sous forme de missions de *consulting* sont proposés, mais leur mise en œuvre à Douala est plus difficile en raison de la réticence des entreprises locales. De plus, la démarche portfolio n'a pas encore été déployée. Compte tenu de la thématique de la LP, la question du développement durable et de la responsabilité sociétale des entreprises (DD&RSE) est intégrée à la formation sur les sites d'Évry et de Douala. En effet, le Cameroun s'est également doté d'une stratégie nationale de développement durable. Bien que les compétences en informatique ne soient pas validées par une certification, les enseignements sont adaptés aux besoins du secteur, avec un accent mis en particulier sur le renforcement des compétences en Excel et l'utilisation de progiciels.

La formation reste attractive, mais l'analyse du recrutement est largement perfectible. Avec 409 candidatures pour 74 admis et environ 30 inscrits à Évry en 2022-2023, elle affiche une forte sélectivité. Toutefois, la mise en place du BUT a conduit l'IUT à arrêter la formation à Évry. À Douala, 21 étudiants sont inscrits sur 40 candidatures. La formation reconnaît la nécessité de renforcer la communication locale autour de ce nouveau diplôme afin de mieux valoriser l'offre et attirer davantage de candidats.

Malgré une insertion professionnelle favorable, les diplômés de la LP choisissent majoritairement de poursuivre leurs études. Le suivi des diplômés se limite à une enquête réalisée six mois après l'obtention du diplôme par le centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val d'Essonne (CFA EVE), sans suivi complémentaire à 30 mois. Néanmoins, l'enquête de la promotion 2021-2022 affiche un taux de réponse élevé, atteignant 74 % (25 diplômés sur 34). Les résultats indiquent une bonne insertion professionnelle : tous les diplômés ayant opté pour l'emploi sont en poste à la date de l'enquête, et les métiers exercés correspondent aux objectifs de la formation. Cependant, 80 % des diplômés choisissent de poursuivre leurs études après la LP, ce qui est beaucoup trop élevé pour une formation à visée d'insertion professionnelle directe.

La démarche d'amélioration continue est largement perfectible. Le processus d'évaluation interne des enseignements n'est pas mis en place. Cela limite la capacité de la formation à évoluer de manière structurée en fonction des retours des étudiants. De plus, la composition du CP manque de cohérence, aucun étudiant n'y est représenté, et son fonctionnement pourrait être amélioré. L'absence de données sur le recrutement, d'évaluation des enseignements et de suivi de l'insertion professionnelle à 30 mois ne permet pas à cette instance de jouer pleinement son rôle. De plus, le compte rendu fourni reflète des discussions sur des sujets relevant davantage d'une réunion pédagogique entre les tuteurs en entreprise et l'équipe pédagogique, que d'un véritable CP.

Conclusion

Points forts

- Un développement de l'alternance qui permet de favoriser l'acquisition des compétences professionnelles par les étudiants ;
- Une excellente insertion professionnelle des diplômés choisissant l'insertion immédiate ;
- Une internationalisation de la formation par sa délocalisation à Douala et un effort assez remarquable sur l'enseignement des langues étrangères ;
- Une adaptation de la LP au contexte local du Cameroun.

Points faibles

- Un taux de poursuite d'études trop important pour une formation professionnalisante (80 %) ;
- Une intégration limitée de la recherche dans le cursus, en raison notamment d'un faible volume horaire (22 %) assuré par des EC ;
- Un CP dont la composition et les sujets traités ne favorisent pas une véritable démarche d'amélioration continue ;
- Une absence d'évaluation interne formalisée de la formation.

Recommandations

- Réaliser une analyse approfondie du suivi statistique qualitatif et quantitatif de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés.
- Renforcer la participation des EC dans la formation.
- Garantir une véritable démarche d'amélioration continue en organisant un CP intégrant systématiquement des étudiants et en menant une analyse approfondie des résultats de la formation.
- Définir un processus d'évaluation interne favorisant l'amélioration continue de la formation, incluant la mise en place et l'analyse formelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une LP.
- Une faible part des enseignants-chercheurs participant aux enseignements de la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE MANAGEMENT ET GESTION DES ORGANISATIONS

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Management et gestion des organisations, spécialité entrepreneuriat, repreneuriat, intrapreneuriat* de l'université d'Évry-Val d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Cette formation est proposée sur le site de Brétigny de l'IUT ainsi qu'au lycée Saint-Pierre à Brunoy depuis la rentrée 2021. Un partenariat a été noué en novembre 2023 avec l'Institut supérieur de technologie avancée et management (ISTAMA) à Douala au Cameroun. Le programme comprend 560 heures étudiants dont 147 heures de projets tutorés. En 2022-2023, la formation compte 36 étudiants et 6 enseignants permanents (site de Brétigny).

Analyse globale

Cette formation vise à former des cadres polyvalents capables de créer, reprendre, ou développer des petites et moyennes entreprises. La LP est proposée exclusivement en alternance. Les professionnels sont nombreux à enseigner dans la formation assurant une bonne adéquation entre l'enseignement et les besoins du marché du travail. Elle complète l'offre de formation de l'IUT. Le projet d'institut d'administration des entreprises (IAE) est en gestation au sein de l'établissement et la LP pourrait rejoindre cette composante.

La formation s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de l'établissement. Elle répond ainsi aux besoins de l'économie régionale, notamment en matière de professionnalisation de l'offre de formation par le développement de l'alternance et par sa thématique, à savoir l'entrepreneuriat qui est un axe stratégique de l'établissement et qui est surtout un enjeu important de l'économie française.

Les relations étroites avec le monde professionnel constituent un atout majeur de la formation. L'alternance représente un levier significatif pour faciliter l'insertion professionnelle des étudiants. La formation a su tisser des liens solides avec les acteurs économiques locaux, illustrés par l'implication notable des professionnels dans les enseignements : 70 % des cours (soit 395 heures sur 560) sont dispensés par 9 vacataires issus du monde professionnel. La formation bénéficie du soutien du centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val d'Essonne (CFA EVE), actif sur le territoire depuis 1995, renforçant ainsi son ancrage local et son attractivité auprès des employeurs.

La formation bénéficie d'une attractivité croissante, comme en témoigne l'augmentation du nombre de candidatures sur la période évaluée passant de 124 candidats en 2020-2021 à 161 en 2022-2023. Bien que le nombre d'inscrits augmente de manière plus modérée, passant de 29 en 2020 à 36 en 2022 (soit une hausse de 24 %), le taux d'admission a fortement augmenté, passant de 35 admis en 2020 à 81 en 2022 (soit une augmentation de 131 %). Cette évolution s'explique notamment par la création d'un groupe au sein du lycée de Brunoy. Les taux de réussite des étudiants restent remarquablement élevés, autour de 100 % au cours de la période évaluée, soulignant l'efficacité du programme malgré l'augmentation du nombre d'admis.

L'ouverture internationale est satisfaisante pour une LP. La formation propose 42 heures de cours d'anglais, une préparation au TOIEC et une aide à l'obtention du visa J1 aux États-Unis, visa permettant un contrat de travail court.

L'adossement à la recherche reste limité au sein de la formation. L'équipe pédagogique se compose de seulement six enseignants permanents, dont quatre enseignants-chercheurs (EC) et deux enseignants du second degré. Les EC assurent 123 heures d'enseignement, représentant 22 % du volume total (123 heures sur 560). Bien que des EC relevant de la section 06 du Conseil national des universités (CNU) interviennent, leur nombre exact ni la nature précise de leurs enseignements n'est pas précisé. La formation reconnaît le manque d'adossement à la recherche et voit dans une éventuelle intégration de la formation à l'IAE, en cours de

développement, une opportunité pour renforcer les liens avec la recherche. Malgré ces limites, les étudiants bénéficient d'une sensibilisation transversale à la déontologie et à l'éthique, et suivent une formation à la recherche bibliographique et à la rédaction de mémoires (10,5 heures).

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées qui doivent nourrir l'acculturation à l'approche par compétences. La LP repose sur des évaluations sous forme de mises en situation professionnelle, de travaux collectifs, et de présentations orales, le tout axé sur l'acquisition de compétences pratiques à travers le *learning by doing*. Des éléments concrets de professionnalisation, tels que des «pitches entrepreneuriaux» animés par des professionnels, sont intégrés au cursus. Cependant, il est regrettable que l'approche par compétences se limite encore à la seule structuration de la maquette en blocs de compétences. Pour améliorer l'évaluation des compétences professionnelles acquises par les étudiants, il serait pertinent de faire évoluer les évaluations traditionnelles en introduisant des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) identifiées dans les modalités de contrôle des connaissances et des compétences, ainsi qu'en adoptant la démarche portfolio.

La formation a développé des partenariats prometteurs tant au niveau local qu'international, mais leur pertinence stratégique reste peu explicite, et les aspects organisationnels sont insuffisamment documentés. La création d'un groupe au lycée Saint-Pierre à Brunoy en 2021 a permis d'augmenter les effectifs, répondant ainsi aux besoins de l'économie régionale. Toutefois, la stratégie sous-jacente à cette initiative n'est pas clairement définie. Par exemple, il pourrait s'agir d'une démarche visant à renforcer la recherche de candidats, mais cela n'est pas précisé. De plus, des informations essentielles manquent concernant les conditions d'études, la coordination des équipes et l'organisation de ce partenariat. La récente duplication de la formation au Cameroun en novembre 2023 illustre l'ambition d'étendre le programme à l'international. Cependant, bien que quatre enseignants de l'UEVE soient impliqués, leurs rôles exacts restent flous. De plus, aucune information n'est fournie sur la composition de l'équipe pédagogique sur place, les ressources mobilisées, les dispositifs de suivi mis en œuvre par l'UEVE, ou les ajustements apportés à la maquette pédagogique pour répondre aux spécificités du marché du travail local.

La démarche d'amélioration continue doit être confortée. Le pilotage de la formation est en grande partie assuré par un conseil de perfectionnement (CP) dont la composition et le fonctionnement répondent aux attentes d'une telle instance. Le conseil dispose de données qualitatives et quantitatives pour orienter ses actions. Néanmoins, le suivi des diplômés, en particulier leur insertion professionnelle, mérite d'être renforcé. Le taux de poursuite d'études semble maîtrisé (environ 40 %), mais le taux de réponse aux enquêtes varie considérablement selon la promotion (14 répondants sur 29 en 2020-2021, 37 répondants sur 40 en 2021-2022 et seulement 8 répondants sur 36 en 2022-2023). Pour les années de référence, cinq entreprises ont été créées, et une autre reprise par des diplômés. Au moment de la rédaction du dossier d'évaluation, huit projets entrepreneuriaux et une reprise d'entreprise sont en phase de finalisation. Bien que les résultats des enquêtes d'insertion soient globalement satisfaisants, il est préoccupant de constater que la moitié des diplômés interrogés indiquent que leur emploi n'est pas en adéquation avec leur formation et aurait pu être obtenu sans leur LP. Toutefois, le renoncement de certains diplômés à leur projet entrepreneurial pourrait en partie expliquer cette situation. Ces éléments doivent faire l'objet d'une analyse approfondie par le CP. Par ailleurs, une confusion subsiste dans les documents fournis, entre le suivi des diplômés et l'évaluation des enseignements. Une clarification de ces éléments est nécessaire pour une meilleure exploitation des données et un pilotage plus précis des actions à mener.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien inscrite dans les priorités de l'établissement, notamment en matière d'entrepreneuriat ;
- Un développement de l'alternance qui permet de favoriser l'acquisition des compétences professionnelles par les étudiants ;
- Un nombre de candidats et d'inscrits croissant ;
- Des taux de réussite élevés et un nombre important de projets de création d'entreprise (ou de reprise) ;
- Un taux de poursuite d'études maîtrisé.

Points faibles

- Un faible nombre d'heures d'enseignement assurées par les EC (22 %), même si une amélioration est constatée depuis la précédente évaluation ;
- Une évaluation interne à clarifier et à renforcer ;
- Une approche par compétences limitée à la structuration de la formation en blocs de compétences.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignements réalisés par des EC.
- Renforcer le processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, par la mise en place et l'analyse formelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Instaurer une véritable approche par compétences en développant des SAÉ et en mettant en place la démarche portfolio.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES : ASSISTANT

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la gestion des ressources humaines : assistant* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Cette formation est enseignée sur trois sites : le site de l'IUT à Brétigny-sur-Orge, celui de la Maison des enseignements située à Étampes et celui du lycée Albert de Mun à Paris. Cette LP est accessible en formation continue (FC) pour un groupe (Paris) et en formation en alternance (FA) pour les trois autres groupes avec des rythmes variés. Elle compte pour l'année universitaire 2022-2023 un effectif total de 84 étudiants. La LP, qui contient 550 heures étudiant dont 60 heures de projets tutorés, fait appel à 8 enseignants permanents.

Analyse globale

La LP *Métiers de la gestion des ressources humaines : assistant* est complémentaire aux autres formations en gestion des ressources humaines de l'UEVE, telles que la L3 *Administration économique et sociale*, parcours *Ressources humaines (RH)*, le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)*, ainsi que le parcours *Gestion prévisionnelle des ressources humaines (GPRH)*. Le positionnement de la formation ainsi que ses avantages sont très clairement déclinés dans le dossier. Elle s'inscrit notamment dans une stratégie de rayonnement de l'UEVE dans le territoire du sud de l'Essonne via le partenariat avec la mairie d'Étampes et dans le territoire francilien via le partenariat avec le lycée d'Albert de Mun. La formation contribue également à l'orientation stratégique de l'UEVE quant aux enjeux de la transformation écologique et développement durable, avec le cours d'actualités et politiques sociales et la mise en place d'un jeu de sensibilisation au développement durable.

La LP bénéficie d'une bonne attractivité et d'un excellent taux de réussite. En moyenne, la formation accueille annuellement 85 apprentis. Pour chaque groupe (25 places), l'équipe pédagogique étudie entre 45 et 65 candidatures. Un suivi précis des profils des apprentis est fait, ce sont majoritairement des étudiants titulaires d'un diplôme universitaire de technologie (DUT) ou d'un brevet de technicien supérieur (BTS). Chaque année, l'équipe pédagogique accompagne deux ou trois professionnels dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Un excellent taux de réussite d'environ 96 % en moyenne sur les trois dernières années est rapporté.

Le programme de la LP est cohérent avec les attentes métier et construit autour de quatre blocs de connaissances et compétences (BCC), cependant l'évaluation par compétences n'est pas encore mise en place. Ainsi, la maquette des enseignements est organisée autour de deux pôles complémentaires : les matières techniques des divers domaines de la gestion des ressources humaines (GRH), telles que le recrutement et la formation, et les matières analytiques et synthétiques, comme la théorie des organisations et le droit du travail. Par ailleurs, les modalités pédagogiques sont diversifiées, avec notamment la pédagogie en mode projet, les classes inversées, et les *business games*. Concernant le projet tuteuré, l'objectif pédagogique n'est pas clairement défini, bien que des intervenants professionnels animent des séances liées à ce projet. Enfin, l'utilisation du e-portfolio nécessaire au suivi de l'acquisition des compétences est prévue à partir de la rentrée 2024.

La formation a su structurer un réseau de partenaires du monde socio-économique pour accompagner son développement. Elle a ainsi construit des collaborations ou partenariats avec la mairie d'Étampes, Faurecia, SNCF, Alithia, L'Oréal, le ministère des Finances et de la Défense, parmi d'autres. Elle affiche la volonté de poursuivre cette dynamique en prospectant d'autres organisations. Par ailleurs, 23 vacataires professionnels interviennent dans la formation afin de faire bénéficier les étudiants de leurs expériences et pratiques professionnelles (environ 66 % des enseignants, qui assurent 35 % du volume enseigné).

L'adossément à la recherche est cohérent au regard du parcours professionnalisant de la formation. Le lien avec la recherche se fonde notamment par les interventions de huit enseignants-chercheurs (six en gestion et deux en économie) qui dispensent une variété de cours faisant le lien avec la recherche et les fondements théoriques de la GRH (environ 34 % des enseignants qui assurent 38 % des enseignements). Au total, 40 heures correspondent à une sensibilisation à la recherche et à l'initiation à la démarche scientifique (méthodologie de mémoire). Par ailleurs, une vigilance particulière est portée à la lutte contre le plagiat et l'utilisation abusive de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, la LP s'inscrit en cohérence avec les thématiques de recherche des laboratoires en sciences sociales, notamment l'axe « innovation, marchés et organisations » pour le Laboratoire en innovation, technologies, économie et management (LITEM) ainsi que les axes « travail, emploi, formation » et « innovations et société » du Centre Pierre Naville (CPN), le laboratoire de sociologie de l'UEVE.

La dimension internationale de la formation est embryonnaire, car elle n'est pas en adéquation avec le positionnement et les débouchés professionnels associés à la formation. Des cours d'anglais sont prévus chaque semestre, et les responsables de la formation indiquent qu'ils mènent une réflexion pour envisager des possibilités de mobilité dans le parcours de formation.

Les enquêtes de suivi du devenir des étudiants mettent en exergue de bons taux d'insertion avec une forte cohérence entre les postes occupés et la spécialité de la formation, mais également une proportion trop importante de poursuite d'études pour une LP. Des enquêtes très précises, réalisées par le centre de formation d'apprentis (CFA), de suivi des trois dernières promotions démontrent une insertion en moyenne au-delà de 80 % à 18 mois, avec environ 55 % d'emploi stable à 30 mois. En revanche, il apparaît qu'une proportion importante d'étudiants soit à nouveau en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (56 % pour la promotion 2017-2018, 52 % pour la promotion 2018-2019, 76 % pour 2019-2020). A priori, la LP permet une poursuite d'études au sein du master GRH. L'insertion des diplômés se fait sur des fonctions en cohérence avec leur formation (assistant administration du personnel, collaborateur paie, chargé de recrutement, gestionnaire de formation, gestionnaire RH polyvalent, assistant service QVCT, collaborateur de cabinet d'expertise comptable) et dans des organisations variées (grandes entreprises, PME, cabinets d'expertise comptable, cabinets de recrutement, organismes de formations, collectivités publiques et organismes à but non lucratif).

Les responsables de formation s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue efficace. Le compte rendu du conseil de perfectionnement mentionne la présence de représentants de toutes les parties prenantes de la formation, avec un ordre du jour qui reprend bien les différents attendus d'une telle instance. Au-delà de l'évaluation de la formation et des enseignements faite par les étudiants (70 % de réponses à des questionnaires), des points avec les délégués sont organisés pour faire remonter les difficultés pédagogiques ou administratives. Le taux de satisfaction évalué dans les enquêtes quantitatives est extrêmement élevé (plus de 95 % sur les trois ans). Les comptes rendus fournis listent ainsi plusieurs améliorations mises en œuvre afin de toujours répondre aux attentes des étudiants et des acteurs socio-économiques.

Conclusion

Points forts

- Une bonne attractivité de la formation avec l'accueil de publics variés ;
- De fortes relations partenariales avec les acteurs socio-économiques ;
- Un très bon alignement entre le positionnement métier de la formation et les postes occupés par les diplômés.

Points faibles

- Un taux de poursuite d'études trop important pour une formation professionnalisante (61 % en moyenne sur 3 ans) ;
- Une démarche d'évaluation des compétences non aboutie.

Recommandations

- Maîtriser la poursuite d'études, notamment en renforçant la communication auprès des candidats à la formation.
- Poursuivre la mise en œuvre de l'approche par compétences en intégrant l'évaluation des compétences et leur valorisation par la démarche portfolio.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une insertion professionnelle immédiate en deçà des objectifs d'une LP.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'IMMOBILIER : TRANSACTION ET COMMERCIALISATION DE BIENS IMMOBILIERS

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Créée en 2001, cette LP est dispensée sur le site Roméro de l'IUT à Évry. Le programme comprend 551 heures de cours, dont 138 heures dédiées à des projets tutorés. Pour l'année 2022-2023, la formation accueille 39 étudiants encadrés par 5 enseignants permanents.

Analyse globale

Cette formation repose sur une forte professionnalisation des enseignements pour former des étudiants capables de gérer les transactions immobilières, de commercialiser des biens et de conseiller des clients sur des aspects techniques, juridiques et financiers. Elle permet aux diplômés d'obtenir les cartes professionnelles obligatoires pour travailler de manière indépendante dans ce domaine. Les secteurs d'activité visés incluent les agences immobilières, les sociétés de gestion de biens, et les services de transaction. Proposée exclusivement en alternance, elle permet aux étudiants de bénéficier d'une expérience professionnelle inégalée. Cette forte professionnalisation s'appuie sur une participation marquée des professionnels du secteur, mais conduit à une implication très réduite des enseignants-chercheurs (EC), ce qui affecte le lien avec la recherche académique. L'analyse de l'insertion professionnelle est lacunaire, soulignant ainsi la nécessité de renforcer la démarche d'amélioration continue au sein de la formation.

La formation s'inscrit dans la stratégie de l'établissement en répondant aux besoins en compétences de l'économie régionale, en développant l'alternance et en promouvant l'entrepreneuriat. Elle est adaptée aux exigences du marché immobilier régional. Conçue principalement comme une poursuite d'études pour les diplômés de brevets de techniciens supérieurs (BTS) *Professions des métiers de l'immobilier*, *Relations clients*, *Négociation et digitalisation de la relation client*, *Collaborateur juriste notarial*, *Management commercial et opérationnel*, *Gestion de la petite et moyenne entreprise*. Cependant, aucun partenariat n'a été noué avec des lycées de la région dispensant ces formations.

L'ouverture internationale de la formation est limitée. La formation est uniquement délivrée à l'IUT d'Évry et ne propose aucune mobilité internationale. Toutefois, l'anglais est enseigné (18 heures) et le TOEIC est proposé.

L'adossement de la formation à la recherche demeure insuffisant, avec une participation très limitée des EC, ce qui remet en question le caractère universitaire du diplôme. Aucune heure spécifiquement consacrée à la recherche n'est intégrée dans le programme. Les étudiants sont amenés à réaliser un mémoire professionnel incluant une démarche de recherche bibliographique, pour laquelle ils bénéficient d'une formation de 10,5 heures. Bien que la déontologie et l'éthique soient abordées dans le cadre du cours de réglementation immobilière, aucun enseignement spécifique n'y est dédié. Les professionnels assurent plus de 78 % des heures d'enseignement (324 sur 413 heures), ce qui, bien que bénéfique pour la professionnalisation des étudiants, constitue une faiblesse en matière de lien avec la recherche et soulève des questions sur le caractère universitaire du diplôme et la capacité de l'établissement à soutenir l'ensemble de son offre de formation. La contribution des enseignants-chercheurs reste donc faible, représentant seulement 10 % des heures de cours (42 sur 413 heures). Le nombre d'intervenants EC n'a augmenté que d'un depuis la précédente évaluation,

passant d'un à deux sur la période du contrat. De plus, ces EC sont affiliés à deux sections distinctes du Conseil national des universités (CNU) : l'un à la section 06 et l'autre à la section 11.

La formation doit poursuivre le développement de l'approche par compétences. Bien que les méthodes pédagogiques soient variées et incluent notamment l'utilisation de cas pratiques, les évaluations demeurent principalement disciplinaires. La formation est structurée en blocs de compétences, mais l'absence de mise en place de la démarche portfolio et des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) dans la maquette limite la capacité à évaluer de manière complète le niveau de compétences acquis par les étudiants. Par ailleurs, aucun contrat pédagogique n'a été signé pendant la période évaluée.

La formation entretient des relations étroites avec les entreprises du secteur immobilier, renforcées par l'enseignement dispensé en alternance. Les cours sont majoritairement assurés par des professionnels du secteur, avec 15 intervenants cumulant 324 heures d'enseignement. Parmi ces intervenants figurent des responsables d'agence dans des domaines clés tels que la transaction et la gestion locative, ainsi que des fiscalistes, des spécialistes du secteur de l'assurance, et des experts en montage d'opérations immobilières. Cette approche offre aux étudiants une formation concrète et directement alignée sur les besoins des employeurs, facilitant ainsi leur insertion potentielle sur le marché du travail. Le lien fort avec les entreprises est également illustré par le développement de l'alternance, ce qui permet aux étudiants d'acquérir une expérience professionnelle sans égale. De plus, la formation bénéficie de l'expérience acquise et des relations nouées avec les acteurs du secteur depuis sa création en 2001 et des services offerts par le centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE), implanté sur le territoire depuis 1995, contribuant ainsi à son ancrage et à son attractivité.

La formation est attractive et le taux de réussite est élevé chaque année. Ainsi, sur 150 étudiants candidats provenant principalement d'Île-de-France, 75 sont admis et 40 étudiants sont finalement inscrits chaque année. Cependant, la formation envisage le passage à un seul groupe (20 étudiants) pour tenir compte de contraintes logistiques liées à la mise en place du BUT. Le taux de réussite, supérieur à 90 % chaque année, est élevé.

La démarche d'amélioration continue doit être renforcée. Le fonctionnement du conseil de perfectionnement (CP) ne favorise pas une véritable démarche d'amélioration continue. Le compte rendu fourni révèle une organisation et des interactions qui ressemblent davantage à une rencontre entre tuteurs entreprise, équipe pédagogique et alternants. L'absence d'une enquête systématique, formalisée et anonyme pour évaluer les enseignements limite la capacité du CP à identifier les difficultés rencontrées par les étudiants et à analyser les méthodes pédagogiques ainsi que les ressources mises à disposition des étudiants par les enseignants. Le suivi du parcours des diplômés reste également insuffisant, ce qui empêche une évaluation complète de l'adéquation de la formation avec les besoins des entreprises locales. Durant la période évaluée, les données fournies proviennent du CFA EVE et concernent uniquement la promotion 2020, avec des résultats à 18 et 30 mois et un taux de réponse de 52 % (15 diplômés sur 29). Les données montrent un taux de poursuite d'études de 44 % et une insertion professionnelle très bonne. Cependant, il n'est pas possible de distinguer l'insertion des diplômés ayant cessé définitivement leurs études après la formation de ceux ayant poursuivi leurs études pendant un ou deux ans. Les informations actuelles ne permettent pas d'évaluer précisément la qualité de l'insertion immédiate après la formation, notamment par le biais d'une enquête à six mois. Le CP doit jouer un rôle essentiel en analysant les processus de recrutement, les taux de réussite et le parcours des diplômés, tout en formulant des recommandations pour améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins des entreprises.

Conclusion

Points forts

- Un ancrage local pertinent qui permet de répondre aux besoins spécifiques de la région parisienne ;
- Une forte professionnalisation de la formation par l'implication de nombreux professionnels dans les enseignements ;
- Un développement de l'alternance qui permet de favoriser l'acquisition des compétences professionnelles par les étudiants.

Points faibles

- Un faible adossement à la recherche dans le cursus notamment par un nombre limité d'EC intervenant dans la formation pour un volume horaire global de 10 % ;
- Un CP qui ne joue pas pleinement son rôle ;
- Une absence d'évaluation interne formalisée de la formation ;
- Une approche par compétences limitée à la structuration de la formation en blocs de compétences.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignements assurée par des EC.
- Mettre en place un CP chargé d'analyser en profondeur les résultats de la formation, afin de soutenir son évolution dans une démarche d'amélioration continue.
- Mettre en place une évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Instaurer une véritable approche par compétence en développant des SAE et en mettant en place la démarche portfolio.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans les enseignements de la formation, limitant l'adossement à la recherche.

LICENCE PROFESSIONNELLE TECHNICO-COMMERCIAL

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Technico-commercial (TC)* parcours *Vente et commercialisation de produits industriels (VCPI)* de l'université Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Le programme comprend 566 heures étudiants dont 141 heures de projets tutorés. En 2022-2023 la mention compte 26 étudiants et 9 enseignants permanents.

Analyse globale

La LP TC VCPI existe à l'IUT d'Évry depuis plus de 20 ans et est donc bien implantée dans un bassin d'emplois composé de nombreuses entreprises spécialisées dans la fabrication et la vente de produits industriels. Elle forme des technico-commerciaux sédentaires et itinérants, et prépare à différents métiers très demandés sur le marché du travail. Cette formation, très professionnalisante, affiche un taux de réussite de 96 % pour l'année 2022-2023 et a su fidéliser un nombre important d'entreprises partenaires, recrutant régulièrement des apprentis au fil des années. Les étudiants, dont l'effectif très masculin est stable, bénéficient en outre d'une insertion professionnelle rapide à l'issue de leur formation.

En raison du caractère professionnalisant à court terme de la formation, l'adossement à la recherche n'est pas manifeste. Cependant, trois enseignants-chercheurs (EC) soit un tiers des permanents interviennent dans la formation. Ils appartiennent à deux laboratoires de recherche différents et font part aux étudiants de la licence de leurs travaux en marketing, en organisation et en culture générale notamment. Ils assurent 103 heures d'enseignements (24 % de la maquette), ce qui relativement faible au regard des objectifs en LP. L'équipe pédagogique est stable.

La formation entretient des relations fortes et de qualité avec le monde socio-économique et forme des apprentis dont les qualifications sont reconnues sur le marché du travail. Tous les étudiants sont des apprentis. La formation continue (FC) bien que possible, n'est en revanche pas valorisée, par manque de candidats. La maquette de la formation est conçue et actualisée en fonction des besoins du monde socio-économique et des étudiants afin de les rendre rapidement opérationnels. Ainsi, deux tiers des enseignements sont professionnalisants, notamment au travers de modules de spécialisation métier. Parmi les intervenants, 40 % sont des professionnels (six enseignants) et assurent 38 % des enseignements. L'unité d'enseignement (UE) « transversalité » consiste pour partie en la réalisation de projets tuteurés pour un commanditaire (une entreprise).

L'équipe pédagogique a mis en œuvre des dispositifs favorisant l'ouverture internationale. L'anglais est la langue enseignée obligatoire (34 heures dans la maquette) et les étudiants sont préparés à l'épreuve du TOEIC. L'objectif est l'acquisition d'une aisance professionnelle pour donner aux futurs commerciaux la possibilité de progresser dans leurs emplois dans des entreprises orientées vers l'international. En 2022 et en 2023, les promotions ont effectué un voyage pédagogique à Malte d'une semaine. Les étudiants ont ainsi pu pratiquer l'anglais oral et bénéficier de cours d'anglais de qualité avec des professionnels. Les visites en entreprise et les visites culturelles ont eu lieu en anglais.

La formation cherche en permanence à enrichir et diversifier ses pratiques pédagogiques, et répond partiellement à l'approche par compétences. Une attention particulière est portée à l'apprentissage de la démarche projet et un module de conduite du changement a été mis en œuvre. L'accent est également mis sur des dispositifs transversaux en lien avec la culture et la communication. Outre le TOEIC, les étudiants peuvent également participer au projet VOLTAIRE. La LP est désormais conçue autour de blocs de connaissances et de compétences (BCC) et la maquette est ajustée en fonction des compétences demandées par les entreprises.

Bien que l'approche par compétences soit développée au sein de la formation, l'absence de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) et du portfolio limite l'évaluation des compétences acquises par les étudiants.

La formation repose sur un suivi régulier de son attractivité et de la réussite de ses étudiants. Elle recrute principalement des étudiants titulaires d'un Bac+2, principalement des diplômés de brevets de techniciens supérieurs (BTS), et a su maintenir un effectif stable au cours des 10 dernières années. Toutefois, la formation présente une forte dominante masculine, avec seulement 23 % de femmes en 2022-2023, ce qui constitue le taux le plus élevé enregistré sur la période de référence. En 2022-2023, un seul étudiant n'a pas obtenu son diplôme, soit un taux de réussite de 96 %.

Les enquêtes réalisées par le centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE) laissent entrevoir des taux d'insertion professionnelle satisfaisants. Des enquêtes d'insertion et de satisfaction sont menées par le CFA, à 6 et 18 mois, auprès des maîtres d'apprentissage et des étudiants. En 2022-2023, le taux de réponse est de 66 % à 30 mois, mais il chute à seulement 36 % à 18 mois. La licence est implantée au sein d'un bassin d'emploi propice au recrutement de ses étudiants tant en apprentissage qu'en CDI par la suite. Elle affiche un taux d'insertion à 12 mois de 100 %, ce chiffre est cependant à relativiser compte tenu de la faible proportion de répondants. Le taux de poursuite d'études est de 38 %.

La démarche d'amélioration continue doit être confortée. Le conseil de perfectionnement s'est réuni en 2023, avec la participation de quatre membres représentant le monde professionnel, et sa composition est conforme aux attentes. Le compte rendu met en lumière des retours positifs de la part des maîtres d'apprentissage et des étudiants. Il aborde également les évolutions envisagées et les éventuelles modifications à apporter à la maquette. Cependant, il ne mentionne pas de résultats d'enquêtes systématiques, formalisées et anonymes auprès des étudiants pour évaluer la qualité des enseignements.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien implantée répondant aux besoins d'un bassin d'emploi dense et demandeur ;
- Un dialogue permanent avec le monde socio-économique pour maintenir et accroître les compétences des étudiants et leur employabilité ;
- Une volonté de diversifier les pratiques pédagogiques et de favoriser l'ouverture des étudiants à la culture et à l'international dans une démarche d'amélioration continue manifeste.

Points faibles

- Une intégration de la recherche à parfaire dans le cursus ;
- Une absence d'évaluation interne formalisée de la formation ;
- Une faible participation des diplômés aux enquêtes d'insertion.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche par la mise en place d'un module d'initiation à la recherche.
- Parfaire la démarche d'évaluation interne par le déploiement d'enquêtes d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Fiabiliser les enquêtes d'insertion en favorisant la participation des diplômés.

LICENCE HISTOIRE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Histoire* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation proposant trois parcours à partir de la troisième année (L3) : *Histoire géographie et dynamiques politiques (HGDP)*, *Histoire et sociétés (HS)* et *Enseignement et sciences pluridisciplinaires (ESP)*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de la société (SHS) de l'UEVE et contient 1 491 à 1 544 heures étudiant selon les parcours. En 2022-2023, elle compte 242 étudiants et 11 enseignants permanents. Cette formation a intégré l'université Paris-Saclay en septembre 2023.

Analyse globale

La licence *Histoire* est une formation attractive, avec des effectifs stables, voire en légère hausse. Elle assure une formation reconnue dans le domaine des SHS, et offre de solides débouchés, notamment au sein de plusieurs masters de l'établissement. Les taux de réussite et la typologie des admissions invitent cependant à réfléchir aux dispositifs de recrutement et d'accompagnement des étudiants, ainsi qu'à l'adaptation des méthodes pédagogiques mises en œuvre.

La licence *Histoire* répond aux ambitions de l'UEVE en matière d'ouverture pluridisciplinaire, de renforcement de l'enseignement par la recherche et l'initiation à la recherche, ainsi que de suivi et de soutien à la réussite étudiante. L'intégration de la licence au sein de l'école universitaire de premier cycle Paris-Saclay, mention commune avec la licence *Histoire* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), répond par ailleurs aux stratégies mises en œuvre par l'Université, et conduit depuis l'année dernière à un pilotage commun de la formation avec l'UVSQ.

La licence *Histoire* est une formation attractive, qui a été conçue de manière cohérente, avec un alignement pédagogique. La formation dispose d'indicateurs suffisants pour analyser avec précision la réussite et l'orientation de ses étudiants, ce qui permet d'aboutir à des analyses pertinentes. Le nombre d'étudiants se maintient, voire augmente légèrement sur quatre années (151 en 2020, 152 en 2021, 139 en 2022 et 156 en 2023), mais le nombre de néo-bacheliers diminue fortement (97 en 2020, 72 en 2021 et 66 en 2022). Les effectifs se maintiennent donc avec une proportion croissante d'étudiants en réorientation ou de redoublants. Un dispositif de remédiation à l'intention des étudiants inscrits sous condition « oui si » a été mis en place à l'échelle de la première année (L1). Il bénéficie à peu d'étudiants (8 à 19 par an) alors que le nombre d'étudiants titulaires du baccalauréat technologique est élevé (39 à 46 selon les années) et qu'une partie des étudiants a choisi une réorientation suite à une situation d'échec. Les taux de réussite en deuxième année (L2) et en L3 sont très bons (respectivement autour de 75 % et de 90 %). Le taux de réussite en L1 est par contre particulièrement faible (50 % des présents, mais 25 % des inscrits). Ce faible taux de réussite invite à revoir les dispositifs d'information, de recrutement, de suivi et d'accompagnement des étudiants en L1. Le lien entre le baccalauréat et le niveau licence doit être renforcé par des dispositifs plus adaptés, comme la mise en place de parcours d'accompagnement vers la réussite. Le suivi des étudiants en difficulté doit être revu, par exemple en réinterrogeant le dispositif de remédiation mis en place à l'intention des étudiants « oui si », en en faisant bénéficier plus d'étudiants, ou en mettant en place des formes variées de tutorat. Une enquête a été menée en interne sur la poursuite d'étude des étudiants après la L3, sur les trois dernières années. Les chiffres fournis prouvent que la formation est solide, bien adaptée, et qu'elle assure de réels débouchés à ses diplômés. La licence *Histoire* est pensée en articulation avec plusieurs masters, comme *Histoire et valorisation des patrimoines*, *Histoire, économie et sociétés*, *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* (mention second degré), et il existe un continuum de formation au sein de l'UEVE.

Les méthodes pédagogiques sont variées et adaptées, mais l'approche par compétences reste embryonnaire.

La formation repose sur des pratiques pédagogiques diversifiées telles que la pédagogie inversée, les cours hors les murs, le numérique. L'établissement met à disposition des espaces variés avec des amphithéâtres, des salles de travaux dirigés (TD), des salles multimédias, et des salles informatiques. La fiabilité des équipements et le caractère opérationnel des salles spécifiques restent cependant une limite aux pratiques pédagogiques. Une matrice de compétences, s'appuyant sur la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), a été élaborée pour la formation, avec une réflexion sur la progressivité des apprentissages. Mais il s'agit encore d'une approche programme. La maquette n'est pas encore structurée en blocs de compétences. Il est seulement prévu que la prochaine maquette le soit. La formation n'a pas mis en place de référentiel de compétences, de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), ni de portfolio. Le rapprochement avec l'UVSQ doit donc être l'occasion d'approfondir collectivement cette démarche, pour passer progressivement d'une approche programme à une véritable approche par compétences. La formation dispose de questionnaires d'évaluation facultatifs, diffusés par la Direction de la donnée, de l'analyse et du conseil (DDAC) qui fait malheureusement l'objet d'un faible taux de réponse. Elle peut par contre s'appuyer sur les conseils de perfectionnement qui sont convoqués chaque année. L'intégration de professionnels issus du monde de l'éducation et du patrimoine est vivement attendue. En dépit des dispositifs mis en place par l'établissement, la formation n'a pas déposé de demande de soutien à l'innovation pédagogique, peut-être par manque de temps, au vu de la faiblesse des effectifs enseignants.

La professionnalisation a été bien prise en compte dans l'architecture de la formation. La licence est construite avec un tronc commun sur deux années, qui débouche sur trois parcours types en L3 : *Histoire et sociétés*, *Histoire, géographie et dynamiques politiques*, *Enseignement et sciences pluridisciplinaires* (mutualisé avec d'autres composantes), en cohérence avec les débouchés de la discipline. La préparation à l'insertion professionnelle se fait à partir de la L2, au sein de modules de projet personnel d'études et d'insertion (PPEI) en L2 et L3, et à l'occasion de stages (optionnel en L2, et obligatoire en L3 dans le parcours ESP). La formation n'est pas ouverte à l'alternance, mais elle accueille chaque année quelques étudiants en formation continue. Ils bénéficient d'un accueil et d'un suivi individualisés. La formation est assurée presque pour moitié par des enseignants vacataires (28 au total). Il s'agit de professionnels de l'éducation ou du patrimoine qui peuvent faire profiter les étudiants de leur expérience. La prise en compte des besoins du territoire et les liens avec les acteurs locaux mériteraient par contre d'être approfondis.

La formation a mis en place des dispositifs favorisant l'ouverture à l'international, mais les mobilités restent encore limitées. Les étudiants bénéficient de 18 heures de TD d'anglais par semestre, obligatoires, tout au long de leur cursus (108 heures au total). Ils peuvent en outre prendre des unités d'enseignement (UE) libres de langues au second semestre de L1 et au premier semestre de L2, en lien avec les accords de mobilité. Toutefois, il conviendrait que l'apprentissage d'une seconde langue, s'il est encouragé, soit pensé à l'échelle de l'ensemble de la licence, et non simplement de deux semestres. Le département a aussi nommé une référente à la mobilité internationale qui assure l'information des étudiants et le suivi des étudiants optant pour une mobilité. Le faible nombre d'étudiants concernés par le dispositif (un entrant, un sortant sur trois ans), au vu des effectifs étudiants, incite à travailler cette question, en relation avec le service chargé des relations internationales. La « pauvreté du territoire et la précarité de nombre d'étudiants » ne doivent pas être un argument pour justifier cette faible mobilité, mais au contraire un stimulant pour renforcer les dispositifs d'information et d'accompagnement des étudiants. Une marge de progression importante existe donc dans ce domaine. Durant la période d'accréditation, aucun enseignant n'a par ailleurs sollicité de mobilité, et un seul enseignant étranger a été invité. Cet aspect traduit aussi les faibles liens institutionnels avec les universités étrangères. La mobilité enseignante peut être aussi un moyen d'initier de futures mobilités étudiantes.

La formation à la recherche est satisfaisante, mais elle est contrainte par le faible nombre de titulaires intervenant dans la formation. Elle est assurée à tous les niveaux de la licence, essentiellement au sein d'UE d'initiation à la recherche, alternant des travaux individuels et des travaux de groupe. Le nombre d'heures consacrées à l'initiation à la recherche est correct (39 heures). Les étudiants ne disposent cependant pas de dispositifs d'accueil et de formation dans les unités de recherche. Une réflexion sur l'intégration d'étudiants dans le cadre de leur stage facultatif de L2 pourra être menée. Par ailleurs, 12 enseignants-chercheurs (EC) seulement, issus des sections 19, 21, 22, 23 et 72 du Conseil national des universités (CNU), participent aux enseignements : 2 professeurs des universités, 8 maîtres de conférences et 2 attachés temporaires d'enseignement et de recherche, dont seulement 7 EC des sections 21 et 22. Les titulaires n'assurent que 52 % des heures d'enseignement, à tous les niveaux de la licence. La formation est donc portée à moitié par des vacataires. Il existe un risque de sous-encadrement des étudiants sur le long terme, notamment en termes d'initiation à la recherche.

Conclusion

Points forts

- Une formation académique solide ;
- De nombreux dispositifs permettant une orientation et une professionnalisation progressive des étudiants ;
- De très bons taux de réussite en L2 et L3.

Points faibles

- De faibles taux de réussite en première année, avec un important décrochage ;
- Une approche par compétences qui reste embryonnaire ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer les dispositifs d'information, de recrutement, de mise à niveau et de suivi des étudiants de première année.
- Renforcer l'approche par compétences.
- Accroître l'ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE SERVICES À LA PERSONNE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Services à la personne (SAP)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de la société (SHS) d'Évry. Elle compte, pour l'année universitaire 2022-2023, un effectif total de 15 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 3 enseignants permanents, et 645 heures étudiants sont dispensées sur l'ensemble de la formation.

Analyse globale

La LP SAP forme des cadres intermédiaires intervenant dans des structures de services à la personne. Cette formation associe plusieurs champs disciplinaires : le droit, l'économie et la gestion, la santé, le management et la médiation. Elle est par nature pluridisciplinaire, ce qui constitue sa spécificité. Cette formation est ouverte uniquement à l'alternance et à la formation continue. Elle a été pensée en cohérence avec cet objectif, avec une large place accordée à la professionnalisation, une équipe pédagogique élargie et des pratiques pédagogiques variées. Cette formation répond parfaitement aux besoins du territoire, dans un secteur en tension.

La professionnalisation constitue un point fort de la formation. La LP est dispensée en alternance, sur un rythme de deux jours d'enseignement et trois jours en entreprise par semaine, ce qui correspond aux besoins des professionnels de la région. Le nombre de semaines consacrées à l'expérience professionnelle est important avec notamment 26 semaines consacrées au stage, pour 20 crédits ECTS. La formation est aussi ouverte à la formation continue, et accueille chaque année quelques stagiaires (trois en 2023). L'intervention de nombreux professionnels, leur association dans les projets tuteurés et les stages, l'expérience de l'apprentissage, permettent une excellente préparation à l'insertion professionnelle. Cette formation entretient des partenariats étroits avec les acteurs locaux, issus des services de l'État, des collectivités territoriales, des entreprises privées, ce qui bénéficie directement aux étudiants.

Les pratiques pédagogiques sont adaptées aux objectifs de la formation. La maquette a été élaborée en blocs de connaissances et de compétences (BCC), de manière cohérente et équilibrée, en associant des savoirs et des savoir-faire issus de disciplines variées et complémentaires (droit, économie-gestion, santé, management, médiation). Le contenu des enseignements valorise le développement de compétences professionnelles, avec une place importante accordée aux travaux dirigés. L'équipe pédagogique met en œuvre des méthodes pédagogiques variées : cours théoriques, études de cas, classes inversées, sorties pédagogiques, projets tuteurés, mémoires. Durant le précédent contrat quinquennal, l'équipe pédagogique a été attentive à faire évoluer la formation, notamment en renforçant les compétences en numérique. Il sera nécessaire de poursuivre l'évolution des contenus des enseignements en fonction de l'évolution des compétences exigées dans ces métiers. Les méthodes pédagogiques mises en œuvre et la qualité du suivi des étudiants permettent d'assurer d'excellents taux de réussite (80 % à 100 % pour les trois années évaluées).

Cette formation répond aux besoins du territoire, mais manque encore de visibilité. Ces trois dernières années, la formation a accueilli entre 30 et 15 étudiants. L'analyse des flux des candidatures met en lumière une baisse des effectifs, sans doute liée à la visibilité limitée de la formation, peut-être aussi renforcée par la réforme récente du bachelor universitaire de technologie (BUT). Les étudiants inscrits dans la licence sont presque tous titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) SP ou *Services et prestations des secteurs sanitaire et social (SP3S)* ou bien issus d'une deuxième année de BUT *Carrières sociales*, formation qui n'est pas proposée par l'UEVE. L'articulation avec les autres formations du même cycle au sein de l'UEVE devra être travaillée, ce qui permettra de renforcer la visibilité de la formation, tout en assurant une plus grande diversité des candidatures.

Il serait par ailleurs nécessaire d'approfondir le travail de promotion de la formation, en lien avec le centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE), à destination des collectivités territoriales et des entreprises de la région. Un travail avec la direction de la formation tout au long de la vie (DFTLV) de l'UEVE est aussi en cours, pour renforcer la visibilité de la formation en matière de formation continue. L'équipe pédagogique est pleinement consciente des enjeux à venir.

La LP offre de bonnes perspectives d'insertion professionnelle immédiate, tout en permettant à ses étudiants d'accéder à des opportunités de poursuite d'études, notamment grâce à une convention avec l'Institut de formation à la médiation et à la négociation (IFOMENE). Cette convention offre aux étudiants de la licence la possibilité d'accéder directement à la deuxième année du diplôme universitaire (DU) *Médiation*, un dispositif pertinent qui mérite toutefois d'être évalué. La formation bénéficie chaque année des résultats de deux enquêtes d'insertion, menées par l'établissement et le CFA, mais les taux de réponse restent malheureusement faibles. Ces enquêtes mettent en avant de bons taux d'insertion professionnelle (supérieurs à 80 %) et une part importante de CDI (40 % à 75 % selon les enquêtes), en cohérence avec le niveau du diplôme. La part de poursuite d'études est donc maîtrisée.

Les moyens humains constituent une limite au processus d'amélioration de la formation. Une évaluation de la formation est réalisée chaque année en interne auprès des étudiants. Un conseil de perfectionnement (CP) est réuni annuellement. Les outils de pilotage mis en place permettent une amélioration continue de la formation, en lien direct avec l'évolution des débouchés professionnels. Cependant, la formation n'est assurée que par 3 enseignants titulaires qui assurent 120 heures de formation, contre 24 intervenants vacataires. Bien que la professionnalisation requière l'intervention de nombreux vacataires, le manque de titulaires impacte le pilotage de la formation, l'encadrement des étudiants, les liens avec la recherche et pourrait mettre en péril la pérennité de la formation, notamment avec le départ prochain de deux enseignants à la retraite. Il serait souhaitable que l'équipe permanente soit renforcée. Par ailleurs, la formation a connu des changements de gestionnaires pédagogiques ces dernières années, ce qui souligne l'importance de disposer d'une équipe administrative stabilisée pour soutenir l'équipe enseignante.

L'adossement à la recherche et l'ouverture à l'international sont assez limités. Trois enseignants-chercheurs interviennent dans la formation pour un volume de 120 heures (soit un taux de 19 %). L'initiation à la recherche est principalement assurée dans des cours de méthodologie (préparation du projet tuteuré et du mémoire de fin d'année, initiation à la recherche documentaire, déontologie et intégrité scientifique, techniques d'enquête), avec seulement 14 heures de formation au total. Cette part reste modeste au regard des enjeux portés par la formation, les liens avec la recherche devront être renforcés, par exemple en droit, en économie-gestion, en management, voire en sciences humaines et sociales. La réflexion menée avec le Laboratoire interdisciplinaire sur les mutations des espaces économiques et politiques (LIMEEP) de Paris-Saclay est bienvenue. Par ailleurs, 18 heures de cours d'anglais ont été réintégrées dans la maquette.

Conclusion

Points forts

- Une excellente qualité de la professionnalisation ;
- De très bons taux d'insertion professionnelle ;
- Des liens étroits avec les acteurs régionaux.

Points faibles

- Une baisse des effectifs ;
- Un faible nombre de titulaires intervenant dans la formation ;
- Un adossement à la recherche à consolider.

Recommandations

- Renforcer l'articulation de la formation avec les autres formations de l'UEVE, de manière à élargir le vivier de recrutement.
- Renforcer la part d'enseignants titulaires dans la formation, d'autant plus que des départs en retraite sont prévus.
- Conforter l'adossement à la recherche.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle (GEII)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation en trois ans, comprenant trois parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Automatisme et informatique industrielle (AII)*, *Électronique et système embarqué (ESE)* et *Électricité et maîtrise de l'énergie (EME)*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologies (IUT) d'Évry. La formation contient 2 000 heures d'enseignement, 600 heures de projet tutoré et 24 semaines de stages. En 2022-2023, elle compte 109 étudiants (68 inscrits en première année (BUT1) et 41 en BUT2). Elle est animée par 14 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *GEII* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UEVE, répondant aux besoins du secteur avec les trois parcours disponibles et une ouverture à l'apprentissage dès le BUT2. La formation valorise l'apprentissage par compétences à travers des projets pratiques et des concours. Cependant, l'implication des professionnels reste insuffisante pour une formation à visée professionnalisante, et un processus d'évaluation interne fait défaut pour soutenir l'amélioration continue.

La formation est en adéquation avec les orientations pédagogiques et la stratégie de formation de l'établissement. Elle est impliquée dans plusieurs projets d'établissement, notamment le projet « Apprentissage, production, partenariat » (APP) Paris-Saclay sur les voitures autonomes, ainsi que dans des projets financés par l'opérateur de compétences interindustriel (OPCO2i) Automobile/mobilité de demain. Elle est pleinement intégrée au sein de l'établissement en mutualisant du personnel et du matériel avec le département Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques (MT2E) et l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et Technologies (ST).

L'ouverture à l'international du BUT est bonne. La formation a conventionné avec des institutions universitaires à l'étranger : les collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) québécois (actuellement deux étudiants suivent leur quatrième semestre), ETS de Montréal (cinquième et sixième semestres) et l'université polytechnique mexicaine de Tula Teji (troisième et quatrième semestres). Une mobilité internationale (mobilité entrante de six étudiants) via la plateforme Études en France a été mise en place en 2023. La formation dispense 114 heures d'anglais. La certification TOIEC est mise en place pour les étudiants de troisième année (BUT3), avec la prise en charge du coût financier par l'IUT pour les étudiants ayant acquis un niveau B1.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche classique pour un BUT. Avec une sensibilisation à la recherche à travers l'intervention de neuf enseignants-chercheurs (EC) qui assurent plus de 1 000 heures et par les vacataires qui sont issus des laboratoires partenaires. Deux à trois étudiants par an font des stages dans des laboratoires de recherches comme le Laboratoire de génie électrique rattaché à CentraleSupélec (GEEPS), le Laboratoire Irène Joliot-Curie de l'université Paris-Saclay (IJCLab.IN2P3) ou le Laboratoire informatique, bio-informatique, systèmes complexes de l'UEVE (IBISC).

L'environnement socio-économique est présent, mais demande à être consolidé. La formation est construite sur un bassin industriel très riche répondant au besoin des entreprises locales. L'implication des professionnels dans la formation reste en deçà des attentes pour une formation professionnelle (5 enseignants vacataires réalisent 220 heures, soit 11 % du volume horaire total). La formation est proposée en apprentissage à partir du BUT2 pour le parcours *EME* (14 étudiants sur les 41 étudiants du BUT2). Les étudiants des BUT2 inscrits en formation

classique des autres parcours peuvent passer sous le format de l'alternance en BUT3 en changeant de parcours à la fin du BUT2. Il n'y a pas eu de validation des acquis de l'expérience (VAE), ni de formation continue sur la période de référence.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, dans le respect du programme pédagogique national du BUT GEII. Elle s'inscrit dans une approche par compétences. Les situations d'apprentissage (SAÉ) et les modalités d'évaluation des compétences sont présentées. La formation diversifie ses pratiques pédagogiques en participant à des concours de robotique (olympiades de l'entreprise Fuji automatic numerical control (FANUC), concours de robotique des IUT, concours de l'UFR ST, concours voiture autonome de l'École normale supérieure de l'université Paris-Saclay). Elle a aussi répondu à l'appel à projet « Ludopédagogie » de la Commission pour le soutien à la pédagogie et à l'innovation de l'UEVE.

La formation présente une attractivité moyenne, mais en hausse ces dernières années avec une augmentation de 20 % en moyenne sur 2 ans. Le nombre de dossiers Parcoursup pour 2024-2025 est autour de 1 200 candidatures (797 candidats ont confirmé leur vœu et 530 ont été classés) pour 72 places (le rang du dernier appelé est de 168 sur 303 pour les bacheliers technologiques et de 319 sur 558 pour les bacheliers généraux), cependant la formation n'atteint pas sa capacité d'accueil (une soixantaine d'étudiants, dont 40 % de titulaires de baccalauréat technologique) car une dizaine d'étudiants ne se présentent pas à la rentrée. Le recrutement est majoritairement local (70 % d'étudiants issus de l'Essonne) et concerne majoritairement des étudiants boursiers (55 % des BUT1).

La formation suit la réussite de ses étudiants en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite. Le taux d'échec en BUT1 est de 40 % (dû en partie à des abandons et des réorientations). En revanche, pour la première promotion de BUT2, le taux de réussite est de 100 %.

La formation dispose dans l'ensemble des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Elle se base essentiellement sur le vivier interne de cinq enseignants et neuf EC pour une centaine d'étudiants. Afin de réduire les coûts, la formation mutualise les enseignements de deux parcours et une salle de travaux pratiques avec l'UFR ST d'informatique/automatisme. L'équipe pédagogique est particulièrement active dans les dépôts d'appels à projets, ce qui lui permet d'investir dans des équipements modernes et attractifs pour l'enseignement.

La formation ne définit pas un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. L'évaluation des ressources et des méthodes pédagogiques est réalisée directement par chaque enseignant (sans questionnaire) auprès des étudiants. Mais aucune centralisation des retours à l'échelle de la formation n'est faite. Le conseil de perfectionnement est bien mis en place pour la formation par alternance, mais il n'existe pas pour la formation initiale.

Conclusion

Points forts

- Une diversité de l'offre de formation, avec les trois parcours du BUT GEII proposés ;
- Un bon taux de réussite en BUT2 ;
- Un dynamisme de l'équipe pédagogique qui répond aux appels à projet permettant d'acquérir des équipements pédagogiques attractifs pour l'enseignement.

Points faibles

- Un faible nombre d'intervenants professionnels dans la formation ;
- Une absence de conseil de perfectionnement pour la formation initiale ;
- Un processus d'évaluation interne inexistant.

Recommandations

- Impliquer davantage d'intervenants extérieurs (du secteur privé) du cœur de métier.
- Instaurer une démarche d'amélioration continue formalisée avec l'évaluation systématique de la formation et des enseignements par les étudiants et la mise en place d'un conseil de perfectionnement au niveau de la mention, dont la composition inclut des professionnels.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE MÉCANIQUE ET PRODUCTIQUE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique (GMP)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. La formation propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Simulation numérique et réalité virtuelle (SNRV)* et *Conception de production durable (CPD)*. L'équipe pédagogique est composée des 20 enseignants permanents et 26 enseignants non permanents pour 141 étudiants durant l'année 2022-2023 et un volume global de 2 000 heures d'enseignement.

Analyse globale

Le BUT GMP occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement, en continuum avec le master *Génie mécanique* de l'UEVE. Son attractivité régionale et ses liens forts avec le monde de l'entreprise favorisent une insertion professionnelle au meilleur niveau d'emploi. La formation est par nature pluridisciplinaire, mais aussi interdisciplinaire, grâce au programme national. Néanmoins, malgré une attractivité en baisse, il semble qu'aucune concertation n'ait été envisagée lors de la mise en place du BUT GMP avec la licence *Sciences pour l'Ingénieur (SPI)* rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies de l'UEVE, et en particulier avec le parcours *Génie mécanique* proposé en troisième année de cette licence.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche avec une initiation à et par la recherche réalisée grâce à l'intervention de 12 enseignants-chercheurs (EC) qui assurent environ 50 % des enseignements. Parmi ces EC, sept proviennent de la section 60 du Conseil national des universités (CNU) ce qui correspond au cœur de métiers du diplôme. Les EC rattachés au Laboratoire de mécanique & d'énergétique d'Évry (LMEE) proposent des stages orientés recherche aux étudiants, ce qui permet en moyenne à deux étudiants d'en bénéficier chaque année. Toutefois, l'initiation à l'intégrité scientifique et à la déontologie n'est pas encore mise en place.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques. Onze intervenants professionnels composent l'équipe pédagogique, contribuant à hauteur d'environ 20 % du volume horaire. Leur rôle inclut la réalisation de travaux pratiques (TP) directement liés aux métiers ainsi que la participation à une situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) commune aux différents parcours, centrée sur l'organisation structurelle de l'industrie. Par ailleurs, le BUT GMP est ouvert à l'alternance dès la première année (BUT1). Par exemple, en 2022-2023, la formation comptait 24 apprentis sur les 83 étudiants de BUT1 et 20 apprentis sur les 58 étudiants de BUT2.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques de façon cohérente avec ses objectifs. En plus des enseignements conventionnels, la formation intègre divers outils pédagogiques (plateforme e-Campus, logiciels métiers tels que TopSolid, 3Dexperience, PowerInspect) et situations pédagogiques actives pour l'apprentissage (TP inductifs, classe inversée, enseignement par projet, capsules vidéo de mise en œuvre de machines complexes) lors des séquences pédagogiques. De plus, 40 % des heures du programme national peuvent être suivies à distance. Cependant, la fracture numérique empêche les étudiants de travailler efficacement sur les logiciels métiers, qui nécessitent trop de ressources. Le portfolio commence à être déployé, cependant en 2022-2023 seulement 10 étudiants (7 % du nombre total d'étudiants) peuvent bénéficier de ce dispositif.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés pour permettre son ouverture à l'international. L'enseignement des langues étrangères est très important sur les trois années du diplôme, avec 230 heures

d'anglais et 178 heures de français langue étrangère (FLE). Cela soulève toutefois des questions, étant donné l'absence d'étudiants internationaux. Également, les étudiants peuvent bénéficier à la fin de leur formation d'une certification TOEIC mise en place par l'IUT, ce qui a permis à 50 étudiants d'en bénéficier en 2022-2023. Une réflexion a été entamée sur l'ouverture à l'international de la formation. Elle fait état d'un partenariat international avec le Canada, sans précision sur l'université concernée, ce qui a permis à six étudiants de bénéficier d'un semestre à l'étranger sur la période révolue. Toutefois, les mobilités entrantes sont inexistantes, certainement dues au caractère multisite de l'IUT, mais également aux recommandations de l'assemblée des directeurs d'IUT (ADIUT).

La formation développe et suit son attractivité auprès de ses différents publics. Le BUT GMP se construit dans un périmètre de formations scientifiques dont l'attractivité diminue pour les néo-bacheliers, mais le dynamisme de l'équipe pédagogique pour promouvoir la formation à travers les différentes manifestations (forums, salons, journée portes ouvertes, réunions d'information) permet de maintenir un bon niveau de recrutement. Par ailleurs, son effectif en BUT1 est supérieur à la capacité d'accueil de 70 places, avec 81 étudiants en 2021-2022 et 83 étudiants en 2022-2023. Les passerelles sont peu nombreuses, un seul étudiant titulaire d'un brevet de technicien supérieur (BTS) a pu intégrer le BUT2 en 2022-2023.

La formation soutient la réussite de ses étudiants en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite, dont l'impact n'est pas analysé clairement. Depuis la mise en place du BUT, le taux de réussite est assez faible en BUT1 et bon en BUT2. En 2022-2023, 56 % des étudiants de BUT1 ont acquis l'ensemble des ECTS auxquels ils sont inscrits, contre 83 % en BUT2. Bien que les résultats de la validation de l'ensemble des ECTS soient fournis, un suivi de la cohorte distinguant les types de baccalauréats et le nombre des compétences acquises permettrait de mieux affiner, pour la période à venir, le potentiel de réussite des différents types de bacheliers.

La formation dispose dans l'ensemble des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Elle se base essentiellement sur le vivier interne des 20 enseignants permanents et 26 enseignants non permanents, dont 11 vacataires professionnels qui complètent l'équipe pédagogique.

La formation définit un processus d'évaluation interne lacunaire qui limite son évolution dans une démarche d'amélioration continue. En effet, les enquêtes concernant l'évaluation des enseignements par les étudiants n'ont pas encore été déployées au sein du département malgré la mise en place de l'alternance. Le conseil de perfectionnement (CP) a été organisé seulement pour la formation en alternance. La composition du CP n'est pas présentée et le compte rendu se limite à présenter une description générale du BUT GMP, des modalités de contrôle des connaissances et des compétences en BUT1 pour les apprentis, de l'évaluation des connaissances, du rythme d'alternance et des règles de validation. Les résultats d'évaluations comme les autres indicateurs essentiels (effectifs, taux de réussite, taux d'insertion, taux de satisfaction) ne sont pas analysés par le CP, ce qui l'empêche d'exercer pleinement son rôle.

Conclusion

Points forts

- Une équipe pédagogique bien équilibrée entre les enseignants-chercheurs et les professionnels ;
- Un lien privilégié avec la recherche ;
- Une alternance mise en place dès la première année ;
- Un bon taux de réussite en deuxième année.

Points faibles

- Un faible taux de réussite en première année ;
- Un conseil de perfectionnement qui ne joue pas pleinement son rôle ;
- Une absence d'évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.

Recommandations

- Renforcer le soutien à la réussite, en portant une attention particulière au cas des bacheliers technologiques, si nécessaire.
- Instaurer un conseil de perfectionnement intégrant systématiquement des représentants du monde socio-économique et des étudiants, tout en incluant une analyse approfondie des résultats de la formation, afin de favoriser son évolution dans une démarche d'amélioration continue.
- Mettre en place une évaluation formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MÉTIERS DE LA TRANSITION ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUES

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques (MT2E)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Cette formation propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Optimisation énergétique pour le bâtiment et l'industrie (OPTIM)* et *Management de l'énergie pour le bâtiment et l'industrie (MANÉ)*. L'équipe pédagogique est composée de 11 enseignants permanents et 19 enseignants non permanents pour 63 étudiants durant l'année universitaire 2022-2023, avec un volume global de 2 600 heures d'enseignement.

Analyse globale

Le BUT MT2E a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement étant donné qu'après l'intégration à venir de l'offre de premier cycle de l'UEVE dans celle de l'université Paris-Saclay, l'IUT d'Évry sera le seul à proposer un BUT MT2E. Néanmoins, l'attractivité de la formation reste à développer et la part d'enseignements proposée aux intervenants professionnels est bien trop faible.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont bien adaptés à l'alternance, mais pas aux publics de la formation continue. L'alternance est possible dès le BUT2 et le nombre d'étudiants en alternance est en forte augmentation : en 2023–2024, 88 % des étudiants de BUT2, et 100 % des étudiants inscrits en troisième année (BUT3) sont alternants. Bien qu'une véritable pédagogie de l'alternance ait été instaurée pour les publics concernés, la formation reste peu accessible aux apprenants en formation continue, comme en témoigne l'absence de candidats sur la période étudiée. Malgré l'attractivité du domaine, les demandes de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP) sont également inexistantes sur la période révolue.

La formation présente une ouverture à l'international limitée et des contenus insuffisamment adaptés pour favoriser cette dimension. La formation a adhéré aux programmes ADIUT Maroc et Campus France, qui ont permis d'accueillir deux étudiants en 2021–2022 et cinq étudiants en 2022–2023. Néanmoins, les mobilités sortantes sont toutefois inexistantes sur la période évaluée. L'enseignement des langues étrangères se limite à 90 heures d'anglais sur les trois années de diplôme. En outre, aucun cours disciplinaire en anglais n'est délivré et aucun dispositif à la préparation à la mobilité n'est proposé durant la formation. Cependant, les étudiants peuvent bénéficier à la fin de leur formation d'une certification TOEIC.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche relativement correct avec l'intervention de 8 enseignants-chercheurs (EC) qui assurent 925 heures pour les années BUT1 et BUT2 sur un total de 1 500 heures étudiant hors projet. Parmi ces EC, 6 proviennent de la section 62 du Conseil national des universités (CNU), qui correspond au cœur de métiers du diplôme, et 2 à la section 60.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques, cependant la part des interventions des professionnels est insuffisante. Les stages, d'une durée totale de 26 semaines, ou les périodes d'alternance obligatoires, permettent aux étudiants d'acquérir une première expérience professionnelle. Cependant, l'intervention des 6 vacataires professionnels reste marginale,

car ils assurent des enseignements pour un volume horaire d'approximativement 160 heures représentant 10,7 % du volume horaire BUT1 et BUT2.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques de façon cohérente avec ses objectifs. En plus des enseignements conventionnels, la formation utilise des méthodes pédagogiques diversifiées telles que des *serious games*, la ludopédagogie, le jeu Ma petite entreprise et la fresque climatique. À titre d'exemple dans le cadre de la ludopédagogie, le projet OSER « Réussir en mathématiques », financé dans le cadre d'un appel à projet OSER de l'université Paris-Saclay, a pour objectif de renforcer les automatismes de calcul et les méthodes mathématiques des étudiants grâce à des outils en ligne.

La formation ne jouit pas d'une bonne attractivité depuis la réforme du BUT. Celui-ci se construit dans un périmètre de formations scientifiques dont l'attractivité diminue pour les néo-bacheliers malgré le dynamisme de l'équipe pédagogique pour promouvoir la formation à travers les différentes manifestations : journée portes ouvertes, journées d'orientation et journées d'immersion. Son effectif est en baisse en première année (BUT1), passant de 43 inscrits (taux de remplissage de 80 %) en 2021-2022, dont 35 % de bacheliers technologiques, à 39 (taux de remplissage de 72 %) en 2022-2023, dont 44 % de bacheliers technologiques, pour une capacité d'accueil de 54 places. Ces chiffres sont en accord avec la baisse du nombre d'admis en BUT1 : 407 candidats en 2021-2022 et 295 en 2022-2023.

La formation soutient la réussite de ses étudiants en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite comme l'entretien de suivi, le module de soutien en BUT1 intitulé « méthodologie du travail universitaire » et l'aménagement des espaces de travail, mais leur impact n'est pas analysé clairement. Depuis la mise en place du BUT, le taux de réussite est faible en BUT1 et bon en BUT2. À titre d'exemple, en 2022-2023, 59 % des étudiants de BUT1 ont validé l'ensemble des crédits ECTS auxquels ils sont inscrits, contre 88 % en BUT2. Bien que le suivi des taux de réussite soit réalisé, un suivi de la cohorte distinguant les profils de bacheliers et le nombre de compétences acquises permettrait d'affiner, pour la période à venir, le potentiel de réussite des différentes catégories d'étudiants.

La formation dispose de très bons moyens pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Elle se base essentiellement sur le vivier interne des 11 enseignants permanents et 19 enseignants non permanents, dont 6 vacataires professionnels, et 13 enseignants provenant d'autres établissements pour une soixantaine d'étudiants.

La formation dispose d'un processus d'évaluation interne lacunaire qui limite son évolution dans une démarche d'amélioration continue. En effet, les enquêtes concernant l'évaluation des enseignements par les étudiants n'ont pas encore été déployées au sein du département malgré la mise en place de l'alternance. Des sondages anonymes sont réalisés par chaque responsable de module auprès des étudiants sans mentionner le taux de réponse, le contenu du sondage, ou leur caractère obligatoire ou facultatif. Le conseil de perfectionnement (CP) se réunit annuellement. Le compte rendu fourni se limite à une description générale du BUT MT2E, du rythme d'alternance et des règles de validation et d'assiduité. Les résultats d'évaluations et autres indicateurs essentiels (effectifs, taux de réussite, taux d'insertion, taux de satisfaction) ne sont pas analysés par le CP, l'empêchant de jouer pleinement son rôle.

Conclusion

Points forts

- Une instauration de dispositifs de remise à niveau ;
- Une mise en place de l'alternance efficace dès le BUT2 ;
- Un taux de réussite très bon en deuxième année.

Points faibles

- Un trop faible volume d'heures enseignées par des intervenants professionnels dans la formation ;

- Une baisse d'attractivité ;
- Un taux de réussite faible en BUT1 ;
- Un conseil de perfectionnement qui ne joue pas pleinement son rôle ;
- Une formation continue à développer.

Recommandations

- Impliquer davantage d'intervenants extérieurs du cœur de métier dans la formation.
- Améliorer l'attractivité de la formation auprès des lycéens.
- Renforcer le soutien à la réussite en BUT1, en portant une attention particulière au cas des bacheliers technologiques, si nécessaire.
- Impliquer activement le conseil de perfectionnement dans l'analyse des indicateurs clés pour orienter efficacement les actions d'amélioration de la formation.
- Développer la formation continue pour renforcer l'attractivité, la richesse des profils recrutés et les partenariats.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un trop faible volume d'heures enseignées par des intervenants professionnels dans la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) QUALITÉ, LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Qualité, logistique industrielle et organisation (QLIO)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation en trois ans qui propose trois parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Organisation et supply chain (OSC)*, *Qualité et management intégré (QMI)* et *Management de la transformation digitale (MTD)*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologies (IUT) d'Évry où sont dispensés les enseignements. Elle est proposée en formation initiale et en alternance, dès la première année (BUT1) en lien avec le Centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA-EVE). La formation contient 2 000 heures d'enseignement et 600 heures de projet tutoré. En 2022-2023, elle compte 94 étudiants sur les deux premières années de formation et 25 enseignants (13 permanents et 12 vacataires). La troisième année (BUT3) sera proposée en apprentissage à partir de 2024.

Analyse globale

Le BUT *QLIO* est une formation de qualité dont les objectifs sont clairement exposés. Il s'agit de former des techniciens supérieurs aux compétences visant l'amélioration de la performance et l'assurance de l'excellence opérationnelle dans des secteurs d'activité que sont l'industrie ou les services. La formation s'inscrit pleinement dans les orientations pédagogiques de l'UEVE sur les volets de la professionnalisation et de l'innovation pédagogique : elle propose l'apprentissage sur les trois années et dispose de la plateforme Usine Pédagogique 4.0. Deux points de vigilance sont à noter : l'implication des professionnels reste insuffisante pour une formation à visée professionnalisante sur les deux premières années de formation et la capacité d'accueil n'est pas atteinte.

L'ouverture à l'international est en cours de développement. Avec le soutien de la Direction de la recherche et des relations internationales de l'UEVE et en lien avec le responsable des relations internationales de l'IUT, cinq étudiants ont pu effectuer un stage au Canada en 2022. À partir de 2023, la formation offre une mobilité sortante d'un semestre au quatrième semestre, en partenariat avec le Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières et de Saint-Jean au Canada, et envisage un échange pour la troisième année de BUT avec l'École de technologie supérieure (ETS) à Montréal. Un enseignement d'anglais est intégré à la maquette (124 heures sur les trois années). Cependant, l'absence de financement par l'UEVE pour la certification TOEIC limite l'accès des étudiants volontaires, bien qu'aucune donnée chiffrée ne soit disponible.

La dimension recherche est présente grâce à l'intervention de 2 enseignants-chercheurs spécialisés en recherche opérationnelle dans le domaine de la logistique, pour 158 heures étudiant. Une sensibilisation à la pratique documentaire (l'identification des sources, bibliographie et sitographie) est proposée en BUT2 et BUT3.

La professionnalisation est privilégiée. De très nombreux partenariats avec des industries, en adéquation avec la formation, ont été développés. Dix professionnels sont impliqués, mais leur contribution ne représente que 18 % des heures de la maquette (soit 362 heures pour les étudiants), ce qui reste faible pour ce type de formation. Leur participation significative au BUT3 (231 heures, soit plus de 50 % des enseignements) soulève des questions quant à leur implication en BUT1 et BUT2. Une simplification administrative est nécessaire pour favoriser l'intervention des professionnels autrement que par des vacations. Le département affiche une priorité pour l'apprentissage, avec 70 % d'apprentis, tandis que la formation a accueilli, en 2021-2022 et 2022-2023, 43 apprentis sur 149 inscrits (28,5 %), sans explication concernant cet écart. Un portail dédié a été mis en place pour diffuser les offres d'alternance.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, dans le respect du programme pédagogique national du BUT QLIO, avec une adaptation locale représentant 667 heures d'enseignement, soit 33 % du volume d'enseignement. Elle s'inscrit dans une approche par compétences. Les situations d'apprentissage (SAÉ) et les modalités d'évaluation des compétences sont présentées. Le suivi des compétences s'appuie sur un portfolio dès le début de la formation avec un e-portfolio élaboré via l'application MAHARA lors d'enseignements dédiés. En complément des méthodes pédagogiques classiques, la formation inclut 800 heures de travaux pratiques dans une usine pédagogique de 300 m², équipée des technologies du 4.0. Cette infrastructure a été financée à hauteur de 540 000 euros par l'IUT, l'UEVE et le CFA EVE, afin de préparer les étudiants à l'application de leurs compétences professionnelles. Le tutorat se développe avec l'intervention des étudiants de BUT2 vers les étudiants de BUT1. La formation est ouverte à la formation continue (un stagiaire en 2022). Il serait pertinent de développer cet axe afin de mieux identifier les besoins des entreprises et d'actualiser le programme de formation (adaptation locale) en fonction de ces retours pour les étudiants.

L'attractivité de la formation est insuffisante. Malgré un taux de pression élevé (6 à 8 candidats pour 572 candidatures et 406 sélectionnées en liste principale en moyenne sur les deux années), le nombre d'inscrits en BUT1, en progression sur les deux années d'ouverture (55 et 60), demeure inférieur à la capacité d'accueil (76), ce qui soulève des questions concernant le taux de remplissage de 100 % annoncé. La formation répond aux objectifs fixés par le rectorat en matière d'accueil des baccalauréats technologiques (54,8 % sur les deux années). Le taux de réussite faible en BUT1 pour une formation sélective (67,8 %) est attribué à une mauvaise orientation post-baccalauréat. Un renforcement des actions de communication (site web, forums, visibilité des journées portes ouvertes, valorisation et accompagnement des étudiants retournant dans leur lycée pour promouvoir la formation) est envisagé. La réussite en BUT2 est excellente (97 %). Un point de vigilance concerne l'orientation vers les écoles d'ingénieurs et les masters de l'université Paris-Saclay et de l'UEVE, comme indiqué dans la fiche de présentation de la formation. Un taux d'insertion professionnelle directe d'au moins 50 % est requis.

Le conseil de perfectionnement est conforme, avec la présence de nombreux professionnels industriels (7 en 2023). Les données qualitatives et quantitatives sont fournies et discutées, et des pistes d'amélioration continue sont proposées. Bien que la formation indique qu'une évaluation des enseignements par les étudiants est réalisée par l'établissement, aucun retour n'est fourni.

Conclusion

Points forts

- De nombreux partenariats industriels « cœur de métiers » ;
- Des pratiques pédagogiques en lien avec les compétences métiers (Usine pédagogique 4.0) ;
- Un développement de l'apprentissage sur les trois années de formation ;
- Une excellente réussite en BUT2.

Points faibles

- Une faible participation des professionnels aux enseignements de BUT1 et BUT2 ;
- Une attractivité moyenne de la formation.

Recommandations

- Améliorer la participation des intervenants industriels dans la formation.
- Soutenir la visibilité de la formation en diversifiant les actions d'information pour mettre en avant les débouchés et les avantages spécifiques du BUT QLIO.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) SCIENCES ET GÉNIE DES MATÉRIAUX

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Sciences et génie des matériaux (SGM)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation en trois ans qui propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Métiers de la caractérisation et de l'expertise des matériaux et des produits (MCEMP)* et *Métiers de l'ingénierie des matériaux et des produits (MIMP)*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry où sont dispensés les enseignements. La formation contient 2 000 heures d'enseignement, 600 heures de projet tutoré. En 2022-2023, elle compte 52 étudiants sur les deux premières années d'ouverture, et 29 enseignants dont 6 permanents et 23 vacataires. La troisième année (BUT3) sera proposée en apprentissage à partir de 2024.

Analyse globale

Le BUT SGM de l'UEVE, dans la perspective de sa future intégration dans l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay, reste en marge avec la stratégie de l'établissement concernant l'accompagnement à la construction du parcours et à l'orientation. L'organisation pédagogique, structurée année par année et sans vision globale sur les trois années de formation, conjuguée à des problèmes d'infrastructures, n'a pas permis jusqu'à présent un déploiement optimal de la formation (manque d'attractivité, absence de conseil de perfectionnement). En revanche, la formation repose sur la participation d'enseignants-chercheurs (EC) et de professionnels permettant à la fois un bon adossement à la recherche et des partenariats avec des industries « cœur de métiers ». Par ailleurs, elle déploie des outils et méthodes pédagogiques en lien avec la finalité professionnelle.

L'ouverture à l'international est en bonne voie puisque la formation a conventionné très récemment (en 2024) avec le collège d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de Saint Jérôme au Québec, permettant l'accueil d'étudiants pour un semestre durant le troisième semestre. Un enseignement d'anglais est intégré à la maquette (96 heures sur les trois années). Une préparation au TOEIC est obligatoire en BUT2, avec un passage optionnel du test financé par l'IUT (deux étudiants en 2022). La pratique de l'anglais est également présente au travers de visites de salons professionnels internationaux, de notices en langue anglaise dans le cadre des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), et de rédaction d'un résumé en anglais dans le rapport de stage.

L'adossement à la recherche est bon grâce à l'implication de 4 EC pour 744 heures étudiants. Une visite des unités de recherche est organisée systématiquement en début de formation. En revanche, l'absence d'accueil de stagiaires en unités de recherche est expliquée par les exigences de financement et de la dimension technologique du stage, principalement portée par les industries.

L'environnement socio-économique est présent, mais il pourrait être consolidé. De nombreux partenariats avec des industries, en adéquation avec la formation, ont été développés. Cependant, ces partenariats ne sont pas formalisés par des conventions. Vingt-trois professionnels de cœur de métiers sont impliqués et réalisent 24,5 % des heures maquette (soit 490 heures étudiants), mais aucune répartition de ces heures sur les trois années n'est fournie. L'indisponibilité, la faible rémunération et les contraintes administratives sont un frein à la participation de professionnels industriels.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, dans le respect du programme pédagogique national du BUT SGM, avec une adaptation locale représentant 20 % en première année (BUT1)

et 40 % en BUT2 et BUT3 du volume horaire annuel hors projet. Elle s'inscrit dans une approche par compétences. Les SAÉ et ses modalités d'évaluation des compétences sont présentées. Le suivi des compétences est assuré par la démarche portfolio mise en place dès le début de la formation, avec une évaluation systématique aux semestres pairs. Le e-portfolio est imposé en BUT3 et réalisé lors d'enseignements dédiés. La formation inclue également une autoformation obligatoire aux outils de l'information et du numérique via un *small private online course* (SPOC), dont l'évaluation est intégrée dans le contrôle des connaissances.

La formation développe et diversifie ses méthodes et pratiques pédagogiques. En complément des modalités d'enseignement classiques, une classe mobile numérique (PC portable et chariot de recharge) a été acquise pour utiliser des outils numériques dans n'importe quelle salle du département et bénéficier de l'ensemble des logiciels métiers mis à disposition (CAO, CES, 3DExpérience). Un laboratoire de fabrication appelé OpenLab a été intégré aux activités pédagogiques (SAÉ et projets notamment). Ce dernier est régulièrement enrichi en matériel grâce aux appels à projets. La formation est ouverte à la formation continue sans aucun stagiaire inscrit. Il serait pertinent de développer cet axe pour mieux identifier les besoins des entreprises et ainsi actualiser le programme de formation (adaptation locale) pour les étudiants.

L'attractivité de la formation est difficile à appréhender en raison de l'absence de données Parcoursup telles que le nombre de candidats et de dossiers retenus en liste principale. La capacité d'accueil (42) n'est atteinte qu'à 69 %, avec 38 et 35 étudiants inscrits en BUT1 au cours des deux dernières années. Le faible effectif en BUT2 (17 en 2022, répartis sur les deux parcours) résulte d'un taux de réussite faible en BUT1 (42 % et 61 % sur les deux dernières années) et d'abandons en BUT1 liés à la réforme du baccalauréat, à la crise sanitaire, à la méconnaissance du nouveau BUT, ainsi qu'à l'évaluation par compétences sans visibilité sur l'ensemble des trois années. Des pistes d'amélioration sont en réflexion (projet personnel et professionnel en BUT1 sur l'orientation, soutien, tutorat). Le taux de réussite en BUT2 est très bon sur la seule année disponible : 75 % en parcours MCEMP et 100 % en parcours MIMP. Les passerelles entre formations, en particulier vers le BUT, restent marginales (un étudiant en 2022).

Le processus d'évaluation interne de la formation est incomplet. Il prend la forme d'un questionnaire rempli par les étudiants. La méthodologie est questionnée en raison du faible taux de réponse pour une formation à faible effectif (36,8 % et 17,3 % sur les deux dernières années). De plus, l'absence de conseil de perfectionnement sur les deux années, remplacé par un conseil de département sans intervenant industriel, constitue un point d'attention. Cependant, une mise en place d'un conseil de perfectionnement en lien avec le déploiement de l'apprentissage en BUT3 est prévue pour 2024.

Conclusion

Points forts

- De nombreux partenariats avec des industries « cœur de métiers » ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Des pratiques pédagogiques variées et adaptées à la formation ;
- Un très bon taux de réussite en BUT2.

Points faibles

- Une attractivité faible et non suivie ;
- Un faible taux de réussite en BUT1 ;
- Un processus d'évaluation interne non formalisé et non systématique, et un conseil de perfectionnement qui ne joue pas pleinement son rôle ;
- Des mobilités internationales inexistantes.

Recommandations

- Soutenir la visibilité de la formation en diversifiant les actions d'information pour mettre en avant les débouchés et les avantages spécifiques du BUT SGM.
- Renforcer l'accompagnement pédagogique et les dispositifs de soutien en première année pour améliorer le taux de réussite des étudiants.
- Formaliser le processus d'évaluation interne et mettre en place un conseil de perfectionnement intégrant systématiquement des représentants du monde socio-économique.
- Poursuivre le conventionnement avec des établissements à l'international.

LICENCE CHIMIE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Chimie* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences fondamentales et appliquées (SFA). La première année (L1) est accessible à partir de deux portails bidisciplinaires : *Sciences de la vie-chimie* et *Physique-chimie* puis quatre parcours différenciés sont proposés dès la deuxième année (L2) : le parcours *Chimie*, deux parcours communs respectivement aux mentions *Physique* et *Sciences de la Vie*, les parcours interface *Physique chimie (iPC)* et interface *Biologie chimie (iBC)*. Cette offre est complétée par le parcours *Enseignement et sciences pluridisciplinaires (ESP)* proposé uniquement en troisième année (L3) et commun à plusieurs mentions. La licence *Chimie* contient en moyenne 1 612 heures étudiant, et compte 451 étudiants et 65 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Chimie* s'inscrit parfaitement dans les axes stratégiques de l'offre de formation de l'UEVE. La maquette de formation a été conçue de façon cohérente et selon une architecture proche de celle de la licence *Chimie* de l'université Paris-Saclay dans une perspective intégrative clairement affichée, tout en gardant les spécificités liées à son environnement et à sa population étudiante. Une attention particulière est apportée à la réussite étudiante, à travers la mise en place de pédagogies innovantes et d'accompagnement à l'orientation, ce qui constitue un point fort de cette formation qui présente par ailleurs un bon adossement à la recherche. Néanmoins, plusieurs points de vigilance sont à souligner, notamment l'absence de suivi formalisé des diplômés, une approche par compétence balbutiante et des liens faibles avec le milieu socio-économique.

Les dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite constituent un point fort de la formation. Tous les étudiants inscrits en L1 bénéficient d'un enseignant référent et de tutorat par les pairs. Des entretiens sont programmés pour tous les étudiants en L1 et en L2. Les étudiants inscrits sous statut « oui si », majoritairement issus de baccalauréats technologiques, bénéficient du dispositif « émulateur » mis en place par l'UEVE. Notons, par ailleurs, la mise en place de jeux sérieux par les étudiants de L3 qui les utilisent lors de séances de soutien à destination des étudiants de L1 et L2. Cependant, les taux de réussite de ces étudiants ne sont pas commentés, alors même que l'établissement met à disposition des formations un outil interne de suivi Scolaviz. Par ailleurs, les taux de réussite sont conformes à ceux généralement observés pour des licences *Chimie*. Ainsi, des taux légèrement inférieurs à 40 % sont observés en L1, résultats justifiés par des problèmes d'orientation. Ces taux dépassent 80 % en L3 pour l'année 2022-2023, un excellent résultat qui pourrait être lié à la scission, en 2021, de la licence *Physique, Chimie* en deux parcours distincts : une licence *Physique* et une licence *Chimie*.

L'équipe pédagogique est fortement impliquée et cherche à faire évoluer ses pratiques en répondant aux appels à projets d'innovation pédagogique, avec l'objectif notamment de favoriser la réussite étudiante. La participation de membres de l'équipe au dispositif Hybridation en licence scientifique (HILSIT) pour une unité d'enseignement (UE) est à souligner, avec un projet d'extension de ce dispositif. Ce souci d'amélioration et d'innovation se traduit aussi par la participation aux actions proposées par l'établissement telles que les mardis pédagogiques, ou encore aux actions menées par le centre d'expérimentation pédagogique de l'Institut Villebon Charpak.

La maquette de la formation, co-construite avec l'université Paris-Saclay, est cohérente avec les fiches du référentiel national des compétences professionnelles (RNCP). Cependant, la démarche d'approche par compétences n'est pas encore initiée au niveau de la mention *Chimie*. Un premier travail pour décliner les UE en blocs de connaissance et compétences (BCC) est annoncé, mais les documents fournis ne permettent pas vraiment d'en apprécier la qualité. Vingt pour cent du volume horaire est consacré aux enseignements transversaux, langues et compétences numériques. Chaque année, la certification PIX est proposée pour les

étudiants des portails, 165 d'entre eux l'ont obtenue en 2023. Néanmoins, les aspects liés à la transition écologique pour un développement soutenable (TEDS) ne sont pas abordés dans cette formation. Un travail de cartographie des enseignements en lien avec les TEDS est en cours à l'échelle de l'établissement et devrait à court terme remédier à cette lacune.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, ce qui se traduit par une politique volontariste de stages obligatoires en L3. Ces stages de quatre semaines portent sur la recherche académique ou privée, tandis qu'environ 10 % des étudiants choisissent un stage en entreprise. Cependant, l'absence d'information dans le dossier concernant les entreprises d'accueil ne permet pas d'apprécier la qualité des liens existants avec le milieu socio-économique. Par ailleurs, en dépit d'un accompagnement des étudiants pour leur recherche de stage, des difficultés d'insertion en entreprise existent. Pour y répondre, les responsables envisagent d'ouvrir la licence à des stages de type ouvrier, une solution qui ne répond toutefois pas à l'objectif de formation par la recherche et qui pourrait, à terme, s'avérer préjudiciable. Les étudiants sont sensibilisés à l'intégrité scientifique dans le cadre de l'UE de méthodologie du L1. L'équipe pédagogique comprend 55 enseignants-chercheurs relevant majoritairement des sections 31, 32 et 33 du Conseil national des universités (CNU), mais l'affiliation à leurs laboratoires respectifs n'est pas précisée. Ils assurent 57 % des enseignements sur l'ensemble du cursus.

Les responsables de la formation se sont parfaitement appropriés les outils internes de l'établissement mis à disposition des équipes pour assurer le suivi de la formation, notamment en ce qui concerne son attractivité. Les effectifs sont désormais analysés à l'aide de la plateforme Scolaviz. Par rapport à l'accréditation précédente, cette formation, rattachée à la mention *Physique-Chimie*, était accessible via un seul portail. La nouvelle organisation permet un accès à la formation à travers deux portails bidisciplinaires : *Sciences de la vie-chimie*, qui accueille entre 200 et 240 étudiants, et *Physique-chimie*, avec une capacité de 130 à 150 étudiants, majoritairement issus de la région Île-de-France. Les effectifs en L2 montrent une bonne attractivité pour la formation en chimie, avec 90, 69 et 81 inscrits sur les trois années évaluées. En revanche, ceux en L3, tous parcours confondus, sont plus faibles : 30, 27 et 28 inscrits. Les parcours aux interfaces *iPC* et *iBC* comptent moins de cinq étudiants. Le parcours *ESP* est quant à lui destiné aux étudiants souhaitant s'orienter vers les métiers de l'enseignement, et plus particulièrement au professorat des écoles. Cependant, pour la période évaluée, les effectifs dans ce parcours sont très faibles, voire nuls. La faiblesse des effectifs constatés pour ces trois parcours de L3 interroge sur leur pertinence même s'ils sont totalement mutualisés et n'entraînent pas de surcoût. Il aurait également été intéressant d'analyser l'impact de la nouvelle organisation sur l'attractivité de la formation, notamment en fournissant une répartition des effectifs de L3 en fonction des portails d'origine.

Le suivi de l'insertion des diplômés n'est pas formalisé, bien que des actions communes avec la mention *Physique* soient organisées, telles que des rencontres avec les anciens étudiants. Ces événements permettent d'obtenir des informations sur le parcours des diplômés, dont la plupart poursuivent en master.

Il n'y a pas de procédure formalisée d'évaluation des enseignements par les étudiants, les enseignants distribuent leurs propres questionnaires. Le conseil de perfectionnement au niveau de la mention se réunit annuellement. Lors de la réunion de l'année 2022-2023, en plus des responsables pédagogiques, étaient présents des étudiants, des personnels BIATSS, ainsi que des personnalités extérieures à la formation, mais relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il n'est pas fait état de la présence de personnes relevant du monde socioprofessionnel. Aucune mention n'est faite de la présence de personnes issues du monde socioprofessionnel. Cette composition ne répond pas de façon satisfaisante aux attendus. La mise en place d'un conseil élargi aux deux autres mentions, *Science de la vie* et *Physique*, pourrait être pertinente du fait de l'existence des deux parcours bidisciplinaires, même si cela ne concerne qu'un nombre restreint d'étudiants.

Enfin, la dimension internationale et les liens avec le milieu socio-économique sont peu présents dans cette formation. En dehors des heures d'anglais obligatoires, totalisant 90 heures sur l'ensemble du cursus, aucun dispositif spécifique n'est mis en place pour favoriser la mobilité étudiante. Il est précisé que la majorité des étudiants travaillent pour financer leurs études. Il n'est pas fait mention de la mobilité enseignante, qui pourrait être encouragée dans le cadre de l'alliance européenne European University Alliance for Global Health (EUGLOH), bien que cette alliance ne soit pas évoquée. De même, les relations avec le milieu socio-économique sont peu développées, bien que l'une des deux unités d'enseignement, le projet personnel d'études et d'insertion (PPEI), proposée en L1 et L3, présente des liens avec le monde de l'entreprise. Toutefois, les éléments fournis ne permettent pas d'évaluer la qualité de ces liens.

Conclusion

Points forts

- Une organisation pédagogique de la formation qui s'inscrit parfaitement dans le processus d'intégration au sein de l'université Paris-Saclay ;
- Une mise en place de dispositifs d'aide à la réussite et d'accompagnement des étudiants ;
- Une équipe pédagogique très impliquée notamment dans les actions d'innovation pédagogique ;
- Un stage obligatoire en L3.

Points faibles

- Une formation proposant plusieurs parcours, dont certains peu attractifs au regard des effectifs constatés ;
- Une absence de suivi formalisé de la poursuite d'étude et de l'insertion professionnelle ;
- Une absence de dispositif formalisé d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Un lien limité avec le monde socio-économique, caractérisé par une participation restreinte aux enseignements et une absence au conseil de perfectionnement de la formation ;
- Une approche par compétence balbutiante ;
- Une internationalisation de la formation peu développée (pas de mobilités internationales).

Recommandations

- Renforcer l'attractivité des parcours bidisciplinaires en mettant en place des actions de communication ciblées.
- Instaurer un dispositif de suivi du devenir des étudiants.
- Mettre en place un dispositif formalisé d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Renforcer les liens avec le milieu socioprofessionnel en impliquant les professionnels dans les enseignements de préprofessionnalisation et les invitant à participer au conseil de perfectionnement.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.
- Mettre en place des dispositifs d'accompagnement des étudiants pour favoriser les mobilités sortantes.

LICENCE INFORMATIQUE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Informatique* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation accessible en première année (L1) à partir d'un portail commun aux mentions *Mathématiques et Informatique* (portail MI). La deuxième année (L2) est un tronc commun de la licence *Informatique* et se poursuit dans un des trois parcours proposés en troisième année (L3) : parcours *Administration des systèmes en réseaux (ASR)*, parcours *Conception et intelligence des logiciels et des systèmes (CILS)* ou parcours *Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises (MIAGE)*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences fondamentales et appliquées de UEVE et contient 1 645 heures étudiant. En 2022-2023, elle compte 377 étudiants et 24 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Informatique* de l'UEVE s'intègre dans l'offre de formation de l'université. Elle est aussi en lien avec différents masters de l'université Paris-Saclay. Elle propose une bonne diversité de parcours et de nombreux éléments de professionnalisation (stage obligatoire et parcours en alternance), bien qu'un déficit d'enseignants-chercheurs soit souligné. L'internationalisation reste limitée, avec peu de mobilités. Bien que les taux de réussite, notamment en L3, soient en progression, le suivi des diplômés et l'évaluation des enseignements font défaut. L'approche par compétences reste aussi à développer.

La licence *Informatique* occupe une place cohérente dans l'offre de formation du domaine Sciences, technologie et santé d'UEVE. Elle reste principalement centrée sur le portail MI, tout en mutualisant des enseignements avec les licences doubles diplômes (LDD) *Droit-informatique* et *Informatique-sciences de la vie* de l'université Paris-Saclay. Des passerelles entrantes en L3 sont prévues avec les bachelors universitaires de technologie (BUT) et les lycées préparant au brevet de technicien supérieur (BTS) dans la région du sud de l'Île-de-France. Un continuum est assuré avec les masters en informatique de l'université Paris-Saclay, notamment les masters *Computer and network systems* et *MIAGE*. De par ses parcours et partenariats, la formation s'aligne avec les piliers stratégiques d'UEVE autour de « l'usine du futur » et de la génomique.

L'adossement à la recherche de la formation repose essentiellement sur la participation des enseignants-chercheurs (EC). Ce sont 21 EC, majoritairement de la section 27 du Conseil national des universités (CNU), qui assurent près de 50 % des heures étudiant. Ces EC sont principalement issus du Laboratoire informatique, biologie intégrative et systèmes complexes (IBISC). La formation ne propose pas d'initiation à la recherche. Quelques étudiants de L3 sont accueillis en stage dans ce laboratoire, sans que leur nombre soit précisé. Globalement, la formation reste donc éloignée des ambitions affichées par l'UEVE et l'université Paris-Saclay en matière d'intégration de la recherche. À plusieurs reprises, un déficit d'EC au sein du département est évoqué, ce qui pourrait en partie expliquer cette situation.

De nombreux éléments de professionnalisation sont intégrés dans la formation, notamment un parcours en alternance en L3, qui facilite une bonne insertion dans l'environnement socio-économique. Seize pour cent des heures étudiant sont assurées par 23 professionnels, malgré les difficultés de recrutement de vacataires dans un secteur sous tension. Au sixième semestre, les étudiants doivent effectuer un stage obligatoire de sept semaines minimum (avec une recommandation à 13 semaines) qui compte pour quatre crédits ECTS. Une unité d'enseignement (UE) de préparation au projet professionnel (PPEI) est présente à chaque niveau de la licence. Bien qu'une participation importante à la « Nuit de l'info » soit évoquée, le nombre de participants n'est pas précisé. Par ailleurs, un groupe du parcours *MIAGE* (18 à 21 étudiants en L3) suit la formation en alternance en partenariat avec le centre de formation d'apprentis Association pour la formation des informaticiens par l'apprentissage (CFA AFIA), qui regroupe des entreprises comme Safran, Air France, LCL, et AXA. Des dispositifs

de validation des acquis de l'expérience (VAE) et validation des acquis professionnels (VAP) sont possibles en L3 MAGE, mais n'ont jusqu'à présent reçu aucune demande.

Sur la période 2020-2023, l'ouverture à l'internationale de la formation est très limitée. Aucune mobilité sortante ou entrante pour les étudiants n'est recensée. La formation intègre uniquement 18 heures d'anglais chaque semestre et, bien que le financement d'inscriptions au TOEIC soit mentionné, aucune information sur le nombre de participants n'est fournie. Aucun programme d'échange international n'est évoqué. En 2023, un parcours international francophone en informatique a été ouvert en L3 à l'Université de Tbilissi pour les étudiants géorgiens. Ce parcours implique le déplacement d'enseignants d'UEVE en Géorgie, mais il n'est pas indiqué si les étudiants d'UEVE peuvent en bénéficier pour faire une mobilité sortante.

Le programme de la formation est en adéquation avec les objectifs. L'approche par compétences (APC) est encore en cours de réflexion et pas intégrée. La pédagogie repose principalement sur des formats classiques tels que les cours magistraux (CM), les travaux dirigés (TD) et les travaux pratiques (TP), avec quelques exceptions : deux cours (48 heures) utilisant un exerciceur en ligne afin de préparer les étudiants aux TD, et un jeu sérieux (*Human resource machine*) est également utilisé dans un cours d'architecture. Une réflexion est mentionnée sur l'utilisation des intelligences artificielles génératives, mais sans plus de détails. De manière générale, l'utilisation d'outils numériques accessibles en ligne n'est pas généralisée. La formation participe au projet ANR THEME, visant l'hybridation des enseignements, notamment en MAGE, mais aucun enseignement en modalité hybride n'est actuellement dispensé dans le cursus.

Sur la période 2020-2023, l'attractivité de la formation est avérée. Les effectifs sont en légère baisse (438 étudiants en 2020-2021, 406 en 2021-2022 et 377 en 2022-2023). Cette baisse est principalement due à la baisse constante des effectifs en L2 (150 en 2020-2021, 130 en 2021-2022 et 109 en 2022-2023). L'équipe pédagogique explique cela par la mise en place de la limitation à un redoublement par année de formation. Près de 190 étudiants s'inscrivent en L1 chaque année, dont 83 à 104 néo-bacheliers. Le nombre de bacheliers technologiques est passé de 20 à 0 sur la période évaluée, suggérant une meilleure communication et orientation des étudiants. La promotion de la formation est assurée par la participation aux journées portes ouvertes et à la fête de la science. Des collégiens et lycéens sont également accueillis. La capacité d'accueil est presque atteinte chaque année (130 néo-entrants possibles, pour 123 à 137 étudiants acceptant leur affectation dans la formation).

La réussite des étudiants est satisfaisante. En L1, le taux de réussite, correct pour cette mention de licence, a progressé de 34 % à 42 % sur la période évaluée. Le nombre d'étudiants inscrits sous condition « oui si » varie de 13 et 33, mais leur réussite reste faible (zéro à cinq valident tous leurs crédits ECTS auxquels ils sont inscrits). Une analyse qualitative de ces chiffres, et plus globalement du dispositif d'accompagnement à la réussite qui leur est proposé, aurait donc été intéressante. En L2, le taux de réussite a fortement augmenté, passant de 37 % à 55 % puis 76 % en 2022-2023. L'équipe attribue le faible taux de 37 % en 2020-2021 au grand nombre d'étudiants ayant validé le L1 grâce à des évaluations en distanciel pendant la crise sanitaire de 2020. Les taux de réussite en L3 sont excellents pour chacun des parcours, variant de 86 % à 93 % en excluant l'année 2020-2021 post-crise sanitaire. Cette progression est expliquée par la limitation imposée des redoublements à une fois par année de licence. Aucune donnée sur l'insertion professionnelle ni d'analyse sur le devenir des étudiants ne sont fournies. La formation précise manquer des ressources humaines nécessaires pour assurer ce suivi. Elle indique cependant qu'environ deux tiers des diplômés poursuivent en master à l'UEVE.

Le processus d'amélioration continue repose exclusivement sur le conseil de perfectionnement (CP) composé d'enseignants, d'étudiants et de professionnels. Bien que l'équipe pédagogique mentionne des réunions régulières, leur fréquence n'est pas précisée. Le compte rendu fourni inclut des analyses et des préconisations, mais aucun questionnaire d'évaluation des enseignements ou de la formation n'est envoyé aux étudiants. En dehors du CP, les modalités de prise en compte des retours étudiants pour améliorer les enseignements ne sont pas définies.

Conclusion

Points forts

- Une bonne pluridisciplinarité et une diversité de parcours ;

- Une bonne intégration du monde socio-économique dans les enseignements et un parcours proposé à l'alternance ;
- De bons taux de réussite, en particulier en L3 ;
- Un stage obligatoire.

Points faibles

- Une absence de suivi et d'analyse du devenir des étudiants ;
- Une absence d'enquête d'évaluation des enseignements ;
- Un taux d'encadrement faible ;
- Une appropriation de l'approche par compétences inexistante ;
- Aucune mobilité entrante ou sortante des étudiants.

Recommandations

- Instaurer un système de suivi du devenir des étudiants.
- Développer une évaluation systématique et formalisée des enseignements par les étudiants.
- Aligner le dimensionnement de la formation avec les moyens dont elle dispose.
- Adopter une approche par compétence.
- Mettre en place des dispositifs encourageant les mobilités entrantes et sortantes.

LICENCE MATHÉMATIQUES

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) *Sciences fondamentales et appliquées*, et compte 1 653 heures étudiant. La première année (L1) est organisée sous la forme de deux portails pluridisciplinaires : portail *Mathématiques-informatique* et portail *Mathématiques-physique*. La deuxième année (L2) repose sur l'unique parcours *Mathématiques et applications*. La troisième année (L3) se décline en trois parcours : *Mathématiques et applications*, *Enseignement et sciences pluridisciplinaires (ESP)* – commun à plusieurs mentions – et le double cursus École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise (ENSIE) réservé aux étudiants inscrits à cette école. Parallèlement est proposée la double licence *Mathématiques-économie* (sur trois ans et en commun avec la licence *Économie et gestion*). En 2022-2023, la formation compte 477 étudiants, 49 enseignants permanents et 31 enseignants non permanents.

Analyse globale

La licence *Mathématiques* tient une place cohérente dans l'offre de formation de l'UEVE et a préparé son intégration à l'université Paris-Saclay. Son contenu, pluridisciplinaire en L1, pour aller vers plus de spécialisation en L2 et L3, correspond aux attendus de la mention et l'approche par compétences est amorcée. La formation présente de nombreux atouts tels qu'un très bon adossement à la recherche, de nombreux éléments de professionnalisation, un processus d'amélioration continue, une diversification des pratiques pédagogiques. Cependant, certains points de vigilance sont à noter comme l'absence de contrat pédagogique et d'un suivi systématique du devenir des diplômés.

La formation est en parfaite adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, notamment en matière d'initiation par et à la recherche, d'intégration des outils numériques dans les pratiques pédagogiques et de soutien à la réussite et à l'orientation. Proposant une formation diversifiée en mathématiques à partir de portails bimentions et conçue en continuum avec les différentes poursuites d'études possibles, la licence *Mathématiques* joue pleinement son rôle au sein de l'offre de formation de l'UEVE. En particulier, elle donne une place importante aux probabilités et aux statistiques pour permettre à ses diplômés de poursuivre dans l'un des masters de l'université Paris-Saclay opérés à Évry : *Finance quantitative* et *Data sciences* parcours *Santé, assurance, finance*. De plus, les maquettes actuelles ont été élaborées en prévision de l'intégration de ses parcours non sélectifs à l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay. Par nature, les portails, la double licence *Mathématiques-économie*, le parcours *ESP* et le double cursus *ENSIE* sont pluridisciplinaires, et une part importante de leur contenu est mutualisée avec d'autres formations offrant ainsi des possibilités de réorientation évidentes.

La formation mobilise bien les acteurs du monde socio-économique et comporte beaucoup d'éléments de professionnalisation. À raison d'une unité d'enseignement (UE) de 9 heures par année de formation, les étudiants développent leur projet personnel d'études et d'insertion (PPEI). Ils sont également invités aux conférences de présentation des métiers initialement destinées aux étudiants de master. Par ailleurs, une vingtaine d'intervenants extérieurs, principalement des enseignants du second degré, interviennent comme vacataires et trois professionnels issus d'entreprises nationales et multinationales spécialisées dans l'aéronautique, l'ingénierie de défense et la finance participent au conseil de perfectionnement (CP). En outre, la formation inclut un stage obligatoire de quatre semaines en L3 (trois crédits ECTS) et permet aux étudiants d'effectuer un stage volontaire en adéquation avec leur projet professionnel en dehors des périodes de cours. Par ailleurs, quelques étudiants (entre 7 et 14) ont contracté un contrat AED avec le rectorat de Versailles. Cette expérience est prise en compte comme stage de préprofessionnalisation dans le cadre de l'unité d'enseignement libre (UEL) de L2 ou du stage obligatoire de L3.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche, illustré notamment par la présence de 39 enseignants-chercheurs (EC) représentant la quasi-totalité des EC du département de Mathématiques, et assurant plus de 1 300 heures soit 80 % des enseignements. Ils sont principalement issus du Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Évry (LAMME), du Laboratoire informatique, bio-informatique, systèmes complexes (IBISC) ou du Laboratoire analyse, modélisation et matériaux pour la biologie et l'environnement (LAMBE). Plusieurs UE intègrent une démarche de recherche : par exemple, l'UE « méthodologie » en L1 (15 heures, 2 crédits ECTS) donne aux étudiants les bases de recherche bibliographique. En L2, l'UE « travail d'initiative personnel » (21 heures, 3,5 crédits ECTS) ainsi que les projets des UE de programmation en L2 (39 heures, 4,5 crédits ECTS) et L3 (54 heures, 5,5 crédits ECTS) du parcours *Mathématiques et applications* aboutissent à la rédaction d'un rapport et à un exposé. Quelques étudiants effectuent leur stage obligatoire de L3 au sein d'un laboratoire de recherche, sans que leur nombre soit précisé.

Des dispositifs d'amélioration continue sont mis en place. Chaque semestre, une évaluation systématique des enseignements et de la formation est organisée pour presque tous les parcours (à l'exception des parcours ESP et ENSIIE), au moyen de questionnaires anonymes. Bien que le taux de réponse soit faible (entre 25 % et 35 % des inscrits), les informations recueillies servent de base de travail pour le CP, qui se réunit une fois par an. Sa composition est conforme à la réglementation et le compte rendu, très détaillé, met en évidence l'importance des questions fondamentales abordées.

L'équipe enseignante est engagée dans l'innovation pédagogique pour favoriser la réussite étudiante et une approche par compétence est amorcée. Un référentiel de compétences divisé en six blocs intégrant les différents enseignements est établi. Cependant, la maquette ne fait apparaître aucune interaction avec ce référentiel et l'évaluation reste classique. Aucune situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) n'est mise en place. Un e-portfolio est proposé à certains étudiants, mais sans précision sur les parcours ou années concernés ni sur la manière dont cet outil est exploité. Les contenus sont articulés de façon cohérente et, pour chaque UE, le contrôle continu représente au moins 50 % de la note finale. La diversification des méthodes pédagogiques est laissée à l'initiative des enseignants. Ainsi, diverses pratiques innovantes sont déployées : évaluations en ligne, questionnaires d'autoévaluation, outils participatifs tels que Wooclap, et classe inversée. Un dispositif d'aide à la réussite (ARL) permet des séances de soutien assurées par les enseignants, il est dommage que les volumes horaires ne soient pas précisés et le dossier ne donne que peu d'éléments sur le dispositif spécifique « Émulateur » destiné aux étudiants inscrits sous condition « oui si ». Enfin, s'il est appréciable que tous les étudiants de L1 soient reçus en entretien individuel, aucun contrat pédagogique n'a en revanche été mis en place.

Bénéficiant d'une bonne attractivité, la formation analyse la typologie et la réussite de ses étudiants. La capacité d'accueil du portail *Mathématiques-informatique* est atteinte dès la phase principale de Parcoursup, celle du portail *Mathématiques-physique* l'est presque à l'issue de la phase complémentaire. La double licence *Mathématiques-économie* est sélective et compte entre 20 et 30 inscrits en L1 pour une capacité d'accueil fixée à 35. Le bassin de recrutement en L1 est majoritairement local, excepté pour la double licence *Mathématiques-économie*. Plus de 80 % des néo-bacheliers sont titulaires d'un baccalauréat général et la part des titulaires de baccalauréats technologiques est en nette diminution sur les trois années considérées (de 8 % à 1,5%), signe de l'efficacité de la communication sur les exigences du cursus. Bien que les effectifs et le taux de réussite en L1 augmentent légèrement, le nombre d'étudiants poursuivant en L2 *Mathématiques et applications* diminue fortement (de 92 à 48). Si l'organisation en portails favorise une dispersion des étudiants de L1 vers différentes mentions de L2, cela ne suffit pas à expliquer une telle diminution en seulement deux ans. La réussite est analysée par la formation au moment du CP. En L1, tous parcours confondus, le taux de réussite est bon et en augmentation sur la période évaluée, passant de 36 % à 49 %. Le taux de réussite des étudiants inscrits sous condition « oui si » (représentant entre 11 % et 19 % des inscrits) a également augmenté, passant de 6 % à 23 %. Pour les années supérieures, le taux de réussite varie entre 46 % et 59 % en L2, et entre 25 % et 44 % en L3 pour le parcours *Mathématiques et applications*, ce qui est très faible et non analysé. En revanche, les résultats de la double licence sont nettement meilleurs, oscillant entre 60 % et 89 % en L2, et entre 50 % et 100 % en L3, avec une fluctuation importante due au très faible effectif (moins de 10 étudiants).

La formation reconnaît son manque d'ouverture à l'international. Elle inclut l'enseignement de l'anglais à raison de 15 à 18 heures par semestre et propose le passage du TOEIC en L3. Elle offre également la possibilité de suivre une deuxième langue en UEL et de passer le CLES. Bien qu'aucun partenariat international formalisé n'existe, les étudiants sont incités à profiter des accords Erasmus+ signés entre le département de Mathématiques ou l'établissement et de nombreuses formations. Malgré les efforts de communication et les dispositifs d'accompagnement mis en place, aucune mobilité sortante ni entrante n'a été réalisée au cours des trois années évaluées. Des perspectives d'évolution sont néanmoins envisagées avec la création de nouveaux partenariats internationaux grâce notamment à l'intégration à l'université Paris-Saclay.

La formation ne réalise pas de suivi systématique du devenir de ses diplômés. L'établissement réalise un suivi de cohorte très précis à un an et deux ans pour chaque année de formation et chaque parcours, mais peu d'éléments sont fournis quant au devenir des diplômés. Parmi les 12 étudiants ayant validé la licence parcours *Mathématiques et applications* en 2021 (contre 23 en 2022), seuls 5 étudiants (contre 13 en 2022) poursuivent

en master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)* ou *Mathématiques et interactions* à l'UEVE l'année suivante. Au maximum, seuls 18 % des étudiants ayant répondu aux enquêtes et poursuivant leurs études l'année suivant l'obtention de la licence ont choisi une formation de l'UEVE. Il est regrettable que le devenir des autres diplômés reste inconnu. Le suivi des diplômés des autres parcours est plus aisé en raison des effectifs réduits et de parcours plus linéaires. Les étudiants en double cursus ENSIIE poursuivent tous en deuxième année d'école puis intègrent une deuxième année de master à l'UEVE dans les domaines de la finance ou des sciences des données par exemple. Ceux issus de la double licence intègrent en général des masters de finance ou d'actuariat hors de l'établissement, et poursuivent en deuxième année à quelques exceptions près. Enfin, les quelques étudiants du parcours *ESP* poursuivent tous en master *MEEF* premier degré. Compte tenu des difficultés à joindre les étudiants ayant quitté l'UEVE et du faible taux de réponse aux enquêtes, la formation a renoncé à effectuer des enquêtes à 30 mois.

Conclusion

Points forts

- Un très bon adossement à la recherche ;
- Des liens étroits avec les partenaires académiques ;
- Une bonne pluridisciplinarité par le biais de portails bimentions en L1 et de la double licence *Mathématiques-économie* ;
- Un stage obligatoire en L3 ;
- Une équipe investie dans l'innovation pédagogique ;
- Une bonne anticipation de l'intégration à l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay.

Points faibles

- Un suivi des diplômés à renforcer ;
- Une approche par compétence embryonnaire ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer le suivi de la poursuite d'études des diplômés.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.
- S'emparer de la question de l'ouverture à l'international.

LICENCE PHYSIQUE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Physique* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences fondamentales et appliquées (SFA) et compte 1 606 heures étudiant. La première année (L1) est organisée sous la forme de deux portails pluridisciplinaires : le portail *Physique-Chimie* (commun avec la licence *Chimie*) et le portail *Mathématiques-Physique* (commun avec la licence *Mathématiques*). Pour les deux années qui suivent, la formation propose trois parcours : *Physique*, *Interface physique chimie (IPC)* qui est commun avec la licence *Chimie*, et *Enseignement et sciences pluridisciplinaires (ESP)* qui est commun à plusieurs mentions. En 2022-2023, la formation compte 315 étudiants, 57 enseignants permanents et 15 enseignants non permanents.

Analyse globale

La licence *Physique* tient une place cohérente dans l'offre de formation de l'UEVE et a préparé son intégration à l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay (EUPCPS). Avec son contenu pluridisciplinaire en L1 évoluant vers une spécialisation accrue en deuxième (L2) et troisième (L3) années, elle répond aux attendus de la mention, bien qu'elle n'intègre pas encore pleinement une approche par compétences. L'équipe pédagogique s'investit pour accompagner les étudiants dans leur réussite, notamment par le biais de pratiques pédagogiques innovantes. Cependant, aucun suivi systématique du devenir des diplômés n'est réalisé et la démarche d'amélioration continue est insuffisante.

La formation s'est structurée en préparation de son intégration à l'université Paris-Saclay et en coordination avec les autres licences scientifiques de l'UEVE, cependant l'approche par compétences reste encore absente.

Depuis la dernière accréditation, la structure générale de la formation a été remodelée afin d'harmoniser son contenu avec celui des autres licences *Physique* de ses partenaires dans le projet d'intégration à l'EUPCPS prévue pour janvier 2025. Par le biais des deux portails, la formation est clairement pluridisciplinaire et permet l'orientation progressive des étudiants. Par ailleurs, les deux parcours de L3 préparatoires aux concours de l'enseignement (*IPC*, pour le second degré et *ESP*, pour le premier) sont également pluridisciplinaires et conçus en partenariat avec d'autres départements de l'établissement. Ces portails et parcours pluridisciplinaires contiennent un nombre important d'enseignements mutualisés entre les différentes formations partenaires, ce qui est un atout en matière de soutenabilité de la formation. Toutefois, la démarche pédagogique adoptée par la formation ne s'inscrit pas encore dans une approche par compétences. L'équipe pédagogique a engagé le travail ; un membre du département a suivi les formations proposées par l'établissement, un référentiel de compétences est en cours de rédaction et un tableau de correspondances entre les différentes unités d'enseignement (UE) et les compétences de la fiche du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP) figure au dossier. Aucune situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) n'est mise en place et aucun étudiant n'est engagé dans une démarche de portfolio.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. En effet, la moitié des intervenants sont des enseignants-chercheurs (EC) issus des sections 25 à 33 du Conseil national des universités (CNU), et les enseignements de L3 sont en général assurés par des EC dont la spécialité correspond au contenu du cours. Leur charge d'enseignement représente 60 % du volume horaire total de la formation. Dans le cursus, les étudiants sont sensibilisés à la recherche à l'occasion d'un module de méthodologie au premier semestre (15 heures, 2 crédits ECTS), de travaux pratiques et surtout du stage obligatoire de L3 (4 semaines, 3 crédits ECTS). En effet, dans 30 % à 50 % des cas, celui-ci s'effectue au sein du laboratoire auquel est adossée la formation. Peu d'étudiants parviennent à effectuer un stage de recherche industrielle en entreprise, la durée prévue étant trop courte pour ce type d'expérience.

La scission de la mention *Physique, chimie* en deux mentions distinctes *Physique* et *Chimie*, opéré pour la rentrée 2021, apparaît comme un bon choix en matière d'attractivité et de réussite. En effet, le nombre de candidats sur Parcoursup a presque triplé entre la procédure 2020 et la suivante. Par ailleurs, si le nombre d'inscrits en L1 reste constant depuis la scission, la proportion d'étudiants titulaires d'un baccalauréat technologique diminue, signe que les attendus de la formation sont désormais plus clairs. De plus, sur cette même période, le taux de réussite en L1 et L2 a nettement augmenté, passant de 33 % en 2020-2021 à 43 % en 2022-2023 en L1, de 46 % en 2020-2021 à 66 % en 2021-2022 et 62 % en 2022-2023 en L2. Cela laisse penser que le profil des étudiants est mieux adapté au contenu de la mention. Bien que la part d'étudiants de L1 inscrits sous la condition « oui si » ait diminué avec la hausse du nombre de bacheliers issus des filières technologiques, elle reste significative (16 % en 2022-2023). Malgré les dispositifs d'aide mis en place pour ces étudiants, tels que l'émulateur, un espace pédagogique de 30 heures (2 crédits ECTS), et des séances de tutorat encadrées par des étudiants de L3, leur taux de réussite, bien qu'en progression (passant de 6 % à 14 %), demeure très faible.

L'équipe enseignante est activement engagée dans l'innovation pédagogique pour favoriser la réussite étudiante. Des membres de l'équipe pédagogique ont répondu à des appels à projets au sein de l'UEVE ou de l'université Paris-Saclay afin de développer des pratiques pédagogiques innovantes telles que les jeux sérieux. Celles-ci sont mises en pratique essentiellement dans les modules de projet en L2 et L3 (projet Fablab et projet Modélisation (pour chacun 18 heures, 2 crédits ECTS en L2 ; 24 heures, 2,5 crédits ECTS en L3)). Des efforts sont aussi fournis pour diversifier les modes d'évaluation, par exemple par des tests de cinq minutes à chaque séance de cours.

La formation mobilise peu les acteurs du monde socio-économique. Elle le reconnaît et le justifie par le fait que la licence *Physique* ne conduit pas *a priori* à une insertion professionnelle immédiate. Seuls quelques enseignants du secondaire figurent parmi le nombre restreint d'intervenants extérieurs. Ils étaient sept pour un total de 300 heures en 2022-2023. De plus, seulement 10 % des étudiants effectuent leur stage obligatoire de L3 en entreprise tandis que les autres étudiants du parcours *Physique* le réalisent dans un laboratoire de recherche de l'UEVE, encadrés par des enseignants. Certes, au cours de la licence, les étudiants préparent leur insertion professionnelle au travers d'enseignements de compétences transversales, des travaux pratiques, des projets tutorés, des stages représentant 10 crédits ECTS au total. Cependant l'UE « projet personnel d'études et d'insertion » (PPEI) ne représente que neuf heures en L1 et neuf heures en L3 pour un total de trois crédits ECTS dans le parcours *Physique*, ce qui est faible. D'autre part, en 2022-2023, 16 étudiants ont réalisé un stage volontaire, un chiffre notable pour lequel des informations complémentaires auraient été appréciées. Enfin, il est regrettable qu'aucune information ne soit donnée sur les liens potentiels entre les étudiants des parcours ESP et IPC, orientés vers les métiers de l'enseignement, et les acteurs de ce secteur professionnel.

La formation ne développe pas son ouverture à l'international. Elle inclut l'enseignement de l'anglais à raison de 30 heures par an et permet aux étudiants de suivre une deuxième langue en unité d'enseignement libre (UEL) aux deuxième et troisième semestres. De plus, le compte rendu de stage doit contenir un résumé en anglais. Le passage du TOEIC n'est plus obligatoire depuis 2021-2022. Par ailleurs, aucun partenariat international n'est formalisé et, malgré les efforts de communication, aucune mobilité sortante ni entrante n'a été recensée sur les trois années évaluées. Le profil socio-économique des étudiants de l'UEVE pourrait en partie expliquer cette difficulté à envisager une mobilité sortante. Des perspectives d'évolution sont néanmoins envisagées avec la création de nouveaux partenariats internationaux rendus possibles par l'intégration de la licence dans l'offre de l'université Paris-Saclay.

Des améliorations sont à prévoir en matière d'aide à la réussite, de suivi des diplômés et de démarche d'évaluation interne. Malgré l'engagement des équipes pédagogiques et un suivi personnalisé des étudiants sous forme de rencontres bi-annuelles avec un référent, le comité déplore l'absence de contrat pédagogique de réussite et de démarche systématique et formalisée d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants. Même si la formation organise chaque année un CP dont elle indique prendre en compte les conclusions, celui-ci ne suffit pas à assurer une démarche d'amélioration continue. De plus, le CP de 2022-2023 ne comptait qu'un représentant étudiant, ce qui n'est pas représentatif de l'ensemble des usagers et de la diversité des parcours proposés. Par ailleurs, ni l'établissement ni la formation ne réalise de suivi systématique du devenir des diplômés. L'unique exemple donné concerne les 10 étudiants du parcours *Physique* de la promotion 2023 et indique que parmi les sept diplômés, deux poursuivent en école d'ingénieur, cinq en master dont deux à l'université Paris-Saclay. La formation ne donne aucun élément quant au devenir des étudiants issus des parcours menant au métier d'enseignant (ISP et ESP).

Conclusion

Points forts

- Une intégration à l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay (EUPCPS) bien préparée ;
- Une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement ;
- Des liens étroits avec les autres licences scientifiques ;
- Une attractivité et des taux de réussite en L1 et L2 en augmentation depuis la scission de la mention *Physique, chimie* ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un stage obligatoire en L3 ;
- Une équipe pédagogique dynamique et engagée dans l'innovation pédagogique.

Points faibles

- Un suivi insuffisant du devenir des diplômés ;
- Une absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants et un déficit de représentants étudiants au conseil de perfectionnement ;
- Une approche par compétences balbutiante ;
- Peu de mobilités et d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Mettre en place le suivi et l'analyse du devenir des diplômés.
- Définir un processus d'évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants, permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, et veiller à inclure suffisamment d'étudiants représentatifs dans la composition du conseil de perfectionnement.
- Structurer la formation en blocs de connaissances et de compétences et déployer l'approche par compétences.
- S'emparer de la question de l'ouverture à l'international.

LICENCE SCIENCES DE LA VIE

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la vie* (SV) de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) des Sciences fondamentales et appliquées, au sein du département de Biologie. La première année (L1) est accessible par un portail bidisciplinaire *Biologie-Chimie*, le choix de la mention SV se fait en deuxième année (L2) et la spécialisation s'affine en troisième année (L3) dans l'un des quatre parcours possibles : *Génomique, biologie et santé* (GBS), interface *Biologie chimie* (iBC) ouvert en 2021 et commun avec le parcours iBC de la licence *Chimie, Génomique, biologie et informatique* (GBI) mutualisé avec plusieurs modules des L2 et L3 de la licence *Informatique, Enseignements en sciences pluridisciplinaires* (ESP) commun à plusieurs mentions de licence. Un partenariat international avec l'université de Huazhong university of science and technology (HUST) à Wuhan (Chine) depuis 2021 a permis la mise en place de la licence SV délocalisée (parcours *Life sciences*) qui fonctionne sur un modèle de bachelor en quatre ans. La licence SV contient 1 625 heures étudiant, et compte 469 étudiants et 32 enseignants permanents en 2022-2023. Elle propose un parcours licence avec accès santé (L.AS) dès la L1 depuis 2022-2023.

Analyse globale

La Licence SV est fortement orientée vers la génomique, la santé humaine et la bio-informatique, et s'inscrit dans une logique de site en raison de l'implantation de nombreuses entreprises et laboratoires dans le bassin d'Évry, avec une bonne articulation formation recherche. Malgré les nombreux éléments de professionnalisation, le comité regrette l'absence de données sur l'insertion professionnelle dans ce contexte local. Deux points de vigilance sont à noter : la proposition de quatre parcours dans un contexte d'effectifs limités, et l'approche par compétences, certes initiée, mais pas finalisée.

La formation est solidement adossée à la recherche grâce à 32 enseignants-chercheurs provenant principalement des laboratoires du Génopole d'Évry, ce qui favorise des contenus d'enseignement actualisés par les données de la recherche. L'initiation à la recherche fait partie intégrante de la formation (43 heures), notamment lors d'enseignements de méthodologie scientifique. Par ailleurs, les étudiants de L3 organisent un colloque scientifique « Évry bio » qui comprend des conférences de chercheurs invités et la présentation de travaux thématiques sous forme de posters réalisés par les étudiants. Un stage de deux semaines en L2 est obligatoire, avec une possibilité de le réaliser en laboratoire. Il n'est pas précisé si ce stage est crédité d'ECTS.

Les éléments de professionnalisation sont nombreux tels que le projet personnel d'études et d'insertion (51,5 heures et 7 crédits), la mise en situation professionnelle au quatrième semestre (22,5 heures et 2,5 crédits), ainsi que la conduite de projet au même semestre (22,5 heures et 2,5 crédits). Cependant, l'absence de partenariats spécifiques avec les start-ups en biotechnologie du Génopole est à déplorer, bien que l'équipe pédagogique en soit consciente.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais sans mise en œuvre de l'approche par compétences. Le programme pédagogique est construit de manière collaborative par l'équipe pédagogique afin d'assurer les connaissances requises pour ce type de formation. Même si la maquette est présentée en cohérence avec la fiche du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP), l'équipe pédagogique est consciente que la formation ne s'inscrit pas pour autant dans une approche par compétences. Les situations et les modalités d'évaluation des compétences ne sont pas présentées, et les étudiants ne disposent pas d'un portfolio permettant le suivi de l'acquisition des compétences. Le public de

formation continue reste faible avec, respectivement, trois étudiants en 2021 et un en 2022. De plus, la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la réussite pour les étudiants inscrits sous condition « oui si », appelé émulateur (30 heures de travaux dirigés pour une réflexion et présentation d'une thématique scientifique), mérite d'être saluée. Plus largement, la formation dispose d'heures permettant une aide à la réussite en licence (ARL), avec cours de soutien et révision des examens. Cependant, il est regrettable que l'équipe pédagogique ne soit pas investie dans ce dispositif ARL, faute d'enseignants.

L'attractivité de la formation n'est pas satisfaisante et l'équipe pédagogique doit améliorer l'accompagnement des étudiants. L'augmentation du nombre de candidatures sur les trois années étudiées (1 037 à 1 594) n'est pas suivie d'une augmentation des candidatures acceptées par les candidats (188 à 148), sans référence à la capacité d'accueil. Comme l'indique l'équipe pédagogique, il est nécessaire d'intensifier les dispositifs d'information et d'orientation. Aucune stratégie de recrutement n'est spécifiée pour le dispositif d'accompagnement à la réussite « oui si ». Le nombre d'inscrits en L1 reste stable sur les trois années étudiées, avec en 2022-2023, un taux de bacheliers technologiques très faible (5,5 %), ce qui n'est pas surprenant compte tenu de leur formation antérieure le plus souvent peu adaptée à une formation généraliste. Sans tenir compte des inscrits du parcours international *Life sciences*, les inscriptions en L2 et L3 sont en baisse continue sur les deux années d'accréditation (116 et 79 en L2, 141 et 118 en L3), laissant les parcours *iBC* et *GBl* avec un effectif faible, un point dont l'équipe pédagogique est consciente. Il serait pertinent que l'équipe pédagogique se positionne sur la pertinence des trois parcours *GBS*, *iBC* et *GBl*, tant dans le contexte local que dans le cadre de la restructuration du site. La formation est également proposée en accès santé et accueille 10 % de L.AS en L1.

La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants. Le taux de réussite en L1 est faible, mais conforme à celui généralement observé pour des licences SV (38,2 % en 2022-2023), avec un taux très faible dans le parcours « oui si » (8,3 %) qui est attribué à un manque de motivation des étudiants, par la perception de ce parcours aménagé comme une « punition », et pour lequel la plus-value du dispositif « émulateur » est remise en question. Il serait pertinent que l'équipe pédagogique exploite les heures ARL afin d'améliorer la réussite en L1. Le taux de réussite en L2 est en progression et bon sur 2022 (53,5 % et 67 %, respectivement en 2021 et 2022). En revanche, le taux de diplômés en L3 n'est pas interprétable en raison de données chiffrées contradictoires. Il en va de même pour l'évaluation de la réussite du parcours *Life sciences*, bien que celle-ci soit qualifiée d'excellente par l'équipe pédagogique.

L'ouverture à l'international constitue une priorité forte pour la licence. Bien que la formation ne compte pas de mobilité entrante, les mobilités sortantes sont présentes avec sept étudiants partis à l'international sur les trois années évaluées. En 2022, trois étudiants ont bénéficié d'échanges européens via le programme European University Alliance for Global Health (EUGLOH). Le partenariat avec l'université HUST permettra en 2024 à cinq étudiants de partir pour un semestre tandis que les étudiants chinois du parcours *Life sciences* participeront à une école d'été en France. Les 123 étudiants internationaux mentionnés en 2022 relèvent de la procédure Campus France pour 48 d'entre eux et du parcours *Life sciences* pour 75 d'entre eux. L'internationalisation s'accompagne d'un enseignement de langue anglaise (102 heures et 11 crédits ECTS sur les trois années). Le département de Langues pour spécialistes d'autres disciplines (LANSAD) propose des cours de chinois, d'espagnol et de portugais, suivis au sein des UE librement choisies, ainsi qu'une préparation au TOEIC pour lequel le peu de certifications délivrées (deux étudiants en 2022-2023) est à déplorer.

Aucune donnée n'est disponible en ce qui concerne les poursuites d'études et l'insertion professionnelle. Le dossier indique que la majorité des étudiants poursuit en masters, à Évry ou Paris-Saclay (sans données chiffrées), ce qui est en accord avec la finalité de la formation.

Le processus d'évaluation de la formation par les étudiants n'est pas formalisé et se limite au L1, prenant la forme d'un questionnaire en ligne rempli en amphithéâtre. En revanche, un conseil de perfectionnement efficace et conforme dans sa composition (incluant des professionnels) remplit bien son rôle en discutant des données qualitatives et quantitatives, révélant l'inscription de la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Conclusion

Points forts

- Une solide articulation entre formation et recherche ;

- De nombreux éléments de professionnalisation ;
- Un partenariat international pour une licence SV délocalisée en Chine ;
- Un conseil de perfectionnement efficace, force de propositions.

Points faibles

- Des dispositifs d'aide à la réussite peu performants ;
- Une faible attractivité pour deux parcours (*IBC* et *GBI*) ;
- Un manque de suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'étude ;
- Une approche par compétences balbutiante.

Recommandations

- Revoir les dispositifs d'accompagnement pour améliorer la réussite, principalement en L1.
- Examiner la pertinence des quatre parcours proposés dans un contexte d'effectif limité.
- Mettre en place le suivi du devenir étudiant.
- Poursuivre les réflexions pour développer une approche par compétences.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : activité physique adaptée et santé (APAS)* est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences fondamentales et appliquées (SFA), au sein du département STAPS de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE). La formation comprend un unique parcours organisé conjointement avec deux autres mentions de licence STAPS (*entraînement sportif et éducation et motricité*) à partir d'un tronc commun total en première année (L1) et partiel en deuxième année (L2). En 2022-2023, 182 étudiants sont inscrits dans le tronc commun de L1, 36 en L2 et 13 en troisième année (L3). Ils sont encadrés par 10 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence STAPS APAS se distingue par de nombreux éléments de professionnalisation, des enseignements en anglais et une démarche de transformation pédagogique bien avancée, mais nécessitant encore d'être finalisée pour garantir un alignement optimal entre les compétences visées et leur évaluation. Cependant, elle est pénalisée par un déficit en enseignants-chercheurs (EC) au sein de son équipe pédagogique.

La formation pourrait renforcer son positionnement dans l'offre de formation de l'UEVE. Comme pour les autres mentions STAPS, les données fournies n'évoquent aucune participation actuelle ou projetée au dispositif parcours d'accès spécifique santé (PASS) et licence accès santé (L.AS), ce qui est surprenant pour cette formation qui prépare aux métiers des activités physiques adaptées, de la réadaptation, de la réhabilitation et du handicap en lien avec le sport. En contribuant au dispositif PASS et L.AS, la licence STAPS APAS offrirait une possibilité d'orientation plus large aux étudiants du territoire et pourrait maintenir sa capacité d'accueil sur les trois années de licence. Cette licence se déclare cohérente dans l'offre de formation actuelle par sa complémentarité avec les deux autres mentions de licence STAPS (*éducation et motricité* et *entraînement sportif*), l'existence du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Animation et gestion des activités physiques sportives ou culturelles* et le continuum licence-master possible au sein de l'UEVE (master APAS).

Paradoxalement, la formation comporte de nombreux éléments de professionnalisation sans suivre l'insertion de ses diplômés. La licence STAPS APAS associe de nombreux partenaires du secteur des APAS relevant principalement du territoire sud francilien. Ces partenaires interviennent à hauteur de 842 heures sur 1 335 (soit 63 % des enseignements) et accueillent les étudiants en stage (150 heures de stages obligatoires, dont 30 heures en L2 et 120 heures en L3). Ceci permet aux étudiants d'identifier les professionnels et structures locales ou régionales dans le domaine des APAS. Les données mentionnent (sans plus de précisions) que le diplôme est assorti de l'obtention d'une carte professionnelle et d'une équivalence du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA). L'ensemble de ces éléments témoigne du caractère professionnalisant de la formation. Cependant, aucun dispositif de suivi des diplômés n'est à ce jour formalisé, ce qui empêche d'apprécier le taux d'insertion professionnelle.

La formation est invitée à formaliser l'achèvement de sa démarche d'approche par compétences (APC) pour en soutenir la cohérence. Mobilisée pour développer une APC appuyée sur le référentiel national élaboré par la conférence des directeurs et doyens (C3D) des UFR STAPS, l'équipe pédagogique a conçu une matrice de mise en correspondance entre les unités d'enseignement (UE) et les compétences visées. Cependant, les

données fournies ne montrent pas d'éléments soutenant une transformation aboutie. L'évaluation est présentée par UE dans une approche classique, qui entretient une dichotomie entre théorie et pratique, et ne permet pas d'attester de l'alignement pédagogique annoncé (liste des apprentissages critiques, niveaux de progression et critères de validation). Il serait pertinent de finaliser ce processus de transformation en collaboration avec le pôle accompagnement et ingénierie de formation (PAIF) afin de concevoir des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) intégratives et d'implanter un portfolio. Cette démarche est indispensable pour observer la mobilisation des compétences visées, qualifier leur niveau de performance et développer une démarche réflexive sur les apprentissages. Enfin, l'éducation à la transition écologique doit également être consolidée.

La formation est prête pour s'ouvrir à l'international et mieux répondre aux ambitions de son intégration dans l'université Paris-Saclay. L'équipe a conscience du manque de partenariats internationaux (aucun) et de mobilités entrante (nulle) et sortante (une seule sur la période de référence). Il serait pertinent pour la formation de s'ouvrir à l'international au regard des éléments favorables déjà en place comme l'enseignement de langue vivante (60 heures d'anglais en L1 et L2), la possibilité de certification TOIEC (sans précision du nombre de certifiés) et 4 UE dispensées en anglais en L3 pour un volume de 69 heures sur les 413 heures dispensées, pouvant attirer des mobilités entrantes.

Les moyens humains et matériels disponibles ne permettent pas d'assurer pleinement la mission de l'équipe pédagogique. Un déséquilibre est observé entre les 10 enseignants permanents, dont les services sont déjà saturés, et les 48 enseignants non permanents, principalement des vacataires. Les 5 EC représentent moins de 10 % des intervenants et assurent 35 % des enseignements (468 heures sur 1 335 heures), ce qui explique que les étudiants ne soient sensibilisés à la recherche que tardivement (30 heures en L3 STAPS APAS), sans possibilité d'encadrement en stage dans le Laboratoire de biologie de l'exercice pour la performance et la santé (LBEPS) adossé au département. Ce faible effectif expose également à des difficultés de recrutement de nombreux vacataires, qui au-delà des enseignements spécifiques les concernant directement, doivent assurer des enseignements relevant habituellement des compétences d'EC et enseignants du second degré permanents. Par ailleurs, la formation a des contraintes organisationnelles fortes, car en l'absence d'installations sportives universitaires situées sur le campus, elle doit composer avec des structures extérieures parfois éloignées et accessibles à d'autres usagers du territoire (établissements scolaires, entreprises, associations).

La formation bénéficie d'une forte attractivité et affiche de bons taux de réussite. En 2022 par exemple, le taux d'admission en L1 est de 98 % (2 507 candidats et 2 461 admis) avec *in fine* 6 % d'étudiants qui acceptent la proposition (156 inscrits). Le taux de réussite en L1 est stable sur la période évaluée, avoisinant 55 %, tandis qu'il progresse pour les L2 et L3, atteignant respectivement 69 % et 85 % en 2022-2023. Parmi les trois mentions de STAPS proposées à l'UEVE, la mention APAS est celle qui attire le moins d'étudiants en L2 et L3, avec environ 20 % des étudiants optant pour cette spécialisation.

Les processus internes d'amélioration continue en place doivent aider l'équipe à approfondir l'analyse des données. Par souci de cohérence entre les trois mentions STAPS qui partagent un portail commun et de nombreux enseignements mutualisés, un conseil de perfectionnement unique est mis en place. Il serait pertinent de renforcer le processus réflexif collectif, notamment en sensibilisant les étudiants à l'importance de répondre aux enquêtes d'évaluation afin d'en garantir l'exploitation, et en approfondissant l'analyse des phénomènes observés, tels que la fuite des inscrits en formation initiale, l'absence de demande en formation continue et les faibles taux de réussite.

Conclusion

Points forts

- De nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une formation partiellement dispensée en anglais ;
- Une démarche de transformation pédagogique bien engagée.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement par des enseignants permanents, associé à une participation limitée des enseignants-chercheurs ;
- Une absence de suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence de mobilité internationale entrante et sortante malgré des enseignements en langue vivante étrangère et des UE dispensées en anglais ;
- Un manque d'éléments soutenant l'alignement pédagogique de la formation.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs.
- Mettre en place un dispositif de suivi des diplômés (enquête d'insertion professionnelle et poursuite de parcours hors établissement).
- Se rapprocher de la direction des affaires internationales pour identifier de potentiels partenaires académiques et développer la mobilité internationale.
- Finaliser la transformation engagée en concevant et alignant le dispositif d'évaluation des compétences visées.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ÉDUCATION ET MOTRICITÉ

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) éducation et motricité (EM)* est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences fondamentales et appliquées (SFA), au sein du département STAPS de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE). La formation comprend un unique parcours organisé conjointement avec deux autres mentions de licence STAPS (*entraînement sportif et activité physique adaptée et santé*) à partir d'un tronc commun total en première année (L1) et partiel en deuxième année (L2). En 2022-2023, 182 étudiants sont inscrits dans le tronc commun de L1, 28 en L2 et 33 en troisième année (L3). Ils sont encadrés par 11 enseignants permanents.

Analyse globale

La Licence STAPS EM se distingue par de nombreux éléments de professionnalisation, des enseignements en anglais et une démarche de transformation pédagogique bien avancée, mais nécessitant encore d'être finalisée pour garantir un alignement optimal entre les compétences visées et leur évaluation. Cependant, elle est pénalisée par un déficit en enseignants-chercheurs au sein de son équipe pédagogique.

La formation pourrait renforcer son positionnement dans l'offre de formation de l'UEVE. Comme pour les autres mentions STAPS, les données fournies n'évoquent aucune participation actuelle ou projetée au dispositif parcours d'accès spécifique santé (PASS) et licence accès santé (L.AS), ce qui est surprenant au regard des contenus enseignés qui sont en lien avec les programmes développés dans les formations en santé. En contribuant au dispositif PASS et L.AS, la licence STAPS EM offrirait une possibilité d'orientation plus large aux étudiants du territoire et pourrait maintenir sa capacité d'accueil sur les trois années de licence. Cette licence se déclare cohérente dans l'offre de formation actuelle par sa complémentarité avec les deux autres mentions de licence STAPS (portail en L1, mutualisation, spécialisation progressive et passerelles), l'existence du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Animation et gestion des activités physiques sportives ou culturelles* et le continuum licence-master possible au sein de l'UEVE (master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* notamment).

Paradoxalement, la formation prépare à l'insertion professionnelle de ses diplômés sans suivre leur devenir. La Licence STAPS EM associe de nombreux partenaires relevant principalement du territoire sud francilien. Ces partenaires interviennent à hauteur de 712 heures sur 1 340 (soit 53 % des enseignements) et accueillent les étudiants en stage (90 heures de stages obligatoires, dont 30 heures en L2 et 60 heures en L3). Ceci permet aux étudiants d'identifier les structures locales ou régionales du champ. Au-delà des stages, la formation inclut des apports favorisant l'insertion professionnelle dans le domaine de l'enseignement des activités physiques, un atelier CV et lettre de motivation en lien avec la direction de l'orientation et de l'insertion professionnelle (DOIP) de l'établissement. Le diplôme est assorti d'une équivalence du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA). Cependant, aucun dispositif de suivi des diplômés n'est à ce jour formalisé, ce qui empêche d'apprécier le taux de leur insertion professionnelle.

La formation est invitée à formaliser l'achèvement de sa démarche d'approche par compétences (APC) pour en soutenir la cohérence. Mobilisée pour développer une APC appuyée sur le référentiel national élaboré par la conférence des directeurs et doyens (C3D) des UFR STAPS, l'équipe pédagogique a conçu une matrice de mise en correspondance entre les unités d'enseignement (UE) et les compétences visées. Cependant, les données fournies ne montrent pas d'éléments soutenant une transformation aboutie. L'évaluation est présentée par UE dans une approche classique qui entretient une dichotomie entre théorie et pratique et ne

permet pas d'attester de l'alignement pédagogique annoncé (liste des apprentissages critiques, niveaux de progression et critères de validation). Il serait pertinent que l'équipe finalise ce processus de transformation en collaboration avec le pôle accompagnement et ingénierie de formation (PAIF) afin de concevoir des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) intégratives et d'implanter un portfolio. Cette démarche est indispensable pour observer la mobilisation des compétences visées, qualifier leur niveau de performance et développer une démarche réflexive sur les apprentissages. Enfin, l'éducation à la transition écologique doit également être consolidée.

La formation est prête pour s'ouvrir à l'international et mieux répondre aux ambitions de son intégration dans l'université Paris-Saclay. L'équipe a conscience du manque de partenariats internationaux (aucun) et de l'absence de mobilité étudiante (une seule sur la période de référence) et enseignante. Il serait pertinent pour la formation de s'ouvrir davantage à l'international, compte tenu des éléments déjà favorables, tels que l'enseignement de langue vivante (60 heures d'anglais en L1 et L2), la certification TOEIC, bien que des données contradictoires existent sur son caractère obligatoire et sans précision sur le nombre de certifiés, ainsi qu'une UE de 24 heures dispensée en anglais en L3 et la lecture critique d'articles scientifiques en anglais.

La formation alerte sur les moyens humains et matériels dont elle dispose et qui l'empêchent d'assurer pleinement sa mission. Si les enseignants-chercheurs (EC) qui interviennent, relèvent adéquatement des sections 74, 64 et 65 du Conseil national des universités (CNU), ils ne représentent que 10 % des 50 intervenants et n'assurent que 21 % des cours (279 heures sur 1 340 heures), ce qui est insuffisant. Les étudiants ne sont sensibilisés à la recherche que tardivement (au sixième semestre de L3 STAPS EM) à hauteur de 15 heures incluant l'approche des méthodes de recherche et des notions d'éthique et de déontologie. L'adossement à la recherche de la formation s'avère trop faible. La formation rencontre des difficultés pour recruter ses vacataires (44 au total) qui, au-delà des enseignements spécifiques les concernant directement, doivent assurer des enseignements relevant habituellement des compétences d'EC et enseignants du second degré permanents. Par ailleurs, la formation a des contraintes organisationnelles fortes, car en l'absence d'installations sportives universitaires situées sur le campus, elle doit composer avec des structures extérieures parfois éloignées et accessibles à d'autres usagers du territoire (établissements scolaires, entreprises, associations).

La formation bénéficie d'une forte attractivité et affiche de bons taux de réussite. En 2022 par exemple, le taux d'admission en L1 est de 98 % (2 507 candidats et 2 461 admis) avec *in fine* 6 % d'étudiants qui acceptent la proposition (156 inscrits). Le taux de réussite en L1 est stable sur la période évaluée, avoisinant 55 %, tandis qu'il progresse pour les L2 et L3, atteignant respectivement 57 % et 76 % en 2022-2023. Parmi les trois mentions de STAPS proposées à l'UEVE, les mentions EM et ES sont celles qui attirent le plus d'étudiants en L2 et L3, avec environ 40 % des étudiants choisissant chacune de ces spécialisations.

Les processus internes d'amélioration continue en place doivent aider l'équipe à approfondir l'analyse des données. Il serait pertinent de renforcer le processus réflexif collectif, notamment en sensibilisant les étudiants à l'importance de répondre aux enquêtes d'évaluation afin d'en garantir l'exploitation, et en approfondissant l'analyse des phénomènes observés, tels que la fuite des inscrits en formation initiale, l'absence de demande en formation continue et les faibles taux de réussite.

Conclusion

Points forts

- De nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une formation partiellement dispensée en anglais ;
- Une démarche de transformation pédagogique bien engagée.

Points faibles

- Un très faible taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs, associé à une participation très limitée aux enseignements de la formation ;

- Une absence de suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence de mobilité internationale entrante et sortante malgré des enseignements en langue vivante étrangère et des UE dispensées en anglais ;
- Un manque d'éléments soutenant l'alignement pédagogique de la formation.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs.
- Mettre en place un dispositif de suivi des diplômés (enquête d'insertion professionnelle et poursuite de parcours hors établissement).
- Se rapprocher de la direction des affaires internationales pour identifier de potentiels partenaires académiques et développer la mobilité internationale.
- Finaliser la transformation engagée en concevant et alignant le dispositif d'évaluation des compétences visées.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ENTRAÎNEMENT SPORTIF

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : entraînement sportif (ES)* est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences fondamentales et appliquées (SFA), au sein du département STAPS de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE). La formation comprend un unique parcours organisé conjointement avec deux autres mentions de licence STAPS (*éducation et motricité* et *activité physique adaptée et santé*) à partir d'un tronc commun total en première année (L1) et partiel en deuxième année (L2). En 2022-2023, 182 étudiants sont inscrits dans le tronc commun de L1, 34 en L2 et 35 en troisième année (L3) STAPS ES. Ils sont encadrés par 10 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence STAPS ES se distingue par de nombreux éléments de professionnalisation, des enseignements en anglais et une démarche de transformation pédagogique bien avancée, mais nécessitant encore d'être finalisée pour garantir un alignement optimal entre les compétences visées et leur évaluation. Cependant, elle est pénalisée par un déficit en enseignants-chercheurs (EC) au sein de son équipe pédagogique.

La formation pourrait renforcer son positionnement dans l'offre de formation de l'UEVE. Comme pour les autres mentions STAPS, les données fournies n'évoquent aucune participation actuelle ou projetée au dispositif parcours d'accès spécifique santé (PASS) et licence accès santé (L.AS), ce qui est surprenant pour cette formation qui prépare aux métiers des activités physiques et sportives et mobilise des contenus en lien avec ceux abordés dans les études de santé, comme l'anatomie et la physiologie par exemple. En contribuant au dispositif PASS et LAS, la licence STAPS ES offrirait une possibilité d'orientation plus large aux étudiants du territoire et pourrait maintenir sa capacité d'accueil sur les trois années de licence. Cela pourrait aussi corriger la sous-représentation féminine d'une femme pour deux hommes (inversée en PASS). Cette licence se déclare cohérente dans l'offre de formation actuelle par sa complémentarité avec les deux autres mentions de licence STAPS *activité physique adaptée et santé* et STAPS *éducation et motricité* (portail en L1, mutualisation, spécialisation progressive et passerelles), l'existence du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Animation et gestion des activités physiques sportives ou culturelles* et le continuum licence-master possible au sein de l'UEVE (master *Sport sciences for health and performance* dispensé en anglais). La formation anticipe sa fusion avec la licence de la même mention de l'université Paris-Saclay en menant une réflexion commune avec les collègues de Paris-Saclay sur l'offre de formation.

Paradoxalement, la formation comporte de nombreux éléments de professionnalisation sans suivre l'insertion de ses diplômés. La licence STAPS ES associe de nombreux partenaires relevant principalement du territoire sud francilien. Ces partenaires interviennent à hauteur de 965 heures sur 1 416 (soit 68 % des enseignements) et accueillent les étudiants en stage (150 heures de stages obligatoires, dont 30 heures en L2 et 120 heures en L3). Ceci permet aux étudiants d'identifier les structures locales ou régionales du champ. Au-delà des stages, un atelier CV et lettre de motivation est proposé aux étudiants de L3 ES en lien avec la direction de l'orientation et de l'insertion professionnelle. Les étudiants peuvent être impliqués dans l'organisation d'événements sportifs en L2 et en L3, ou dans la mise en place de séances d'entraînement sportif. Le diplôme est assorti de la délivrance d'une carte professionnelle et de l'équivalence du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA). Cependant, aucun dispositif de suivi des diplômés n'est à ce jour formalisé, ce qui empêche d'apprécier le taux de leur insertion professionnelle.

La formation est invitée à formaliser l'achèvement de sa démarche d'approche par compétences (APC) pour en soutenir la cohérence. Mobilisée pour développer une APC appuyée sur le référentiel national élaboré par la conférence des directeurs et doyens (C3D) des UFR STAPS, l'équipe pédagogique a conçu une matrice de mise en correspondance entre les UE et les compétences visées. Cependant, les données fournies ne montrent pas d'éléments soutenant une transformation aboutie. L'évaluation est présentée par unité d'enseignement (UE) dans une approche classique, qui entretient une dichotomie entre théorie et pratique, et ne permet pas d'attester de l'alignement pédagogique annoncé (liste des apprentissages critiques, niveaux de progression et critères de validation). Il serait pertinent que l'équipe finalise ce processus de transformation en collaboration avec le pôle accompagnement et ingénierie de formation (PAIF) afin de concevoir des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) intégratives et d'implanter un portfolio. Cette démarche est indispensable pour observer la mobilisation des compétences visées, qualifier leur niveau de performance et développer une démarche réflexive sur les apprentissages. Enfin, l'éducation à la transition écologique doit également être consolidée.

La formation est prête pour s'ouvrir à l'international et mieux répondre aux ambitions de son intégration dans l'université Paris-Saclay. L'équipe a conscience du manque de partenariats internationaux (aucun) et de l'absence de mobilité entrante ou sortante (une sur la période). Il serait pertinent que le projet de la formation s'ouvre davantage à l'international, étant donné les éléments favorables déjà en place, tels que l'enseignement de langue vivante (60 heures d'anglais en L1 et L2), la certification TOIEC (sans précision du nombre de certifiés), ainsi que 3 UE dispensées en anglais (en L3), totalisant 54 heures sur les 494 heures dispensées (soit 11 %), ce qui pourrait favoriser les mobilités entrantes.

La formation alerte sur les moyens humains et matériels dont elle dispose et qui l'empêchent d'assurer pleinement sa mission. Un déséquilibre est observé entre le nombre d'enseignants permanents (10) et le nombre d'enseignants non permanents (44 vacataires). Les 5 EC représentent moins de 10 % des 55 intervenants et assurent 26 % des enseignements (369 heures sur 1 416 heures) ce qui est trop faible pour une licence générale. Ceci explique que les étudiants ne soient sensibilisés à la recherche que tardivement (36 heures en L3 STAPS ES). La formation est exposée à des difficultés de recrutement de ces nombreux vacataires. Par ailleurs, la formation a des contraintes organisationnelles fortes, car en l'absence d'installations sportives universitaires situées sur le campus, elle doit composer avec des structures extérieures parfois éloignées et accessibles à d'autres usagers du territoire (établissements scolaires, entreprises, associations).

La formation bénéficie d'une forte attractivité et affiche de bons taux de réussite. En 2022 par exemple, le taux d'admission en L1 est de 98 % (2 507 candidats et 2 461 admis) avec *in fine* 6 % d'étudiants qui acceptent la proposition (156 inscrits). Le taux de réussite en L1 est stable sur la période évaluée, avoisinant 55 %, tandis qu'il est globalement en progression pour les L2 et L3, atteignant respectivement 56 % et 57 % en 2022-2023. Parmi les trois mentions de STAPS proposées à l'UEVE, les mentions EM et ES sont celles qui attirent le plus d'étudiants en L2 et L3, avec environ 40 % des étudiants choisissant chacune de ces spécialisations.

Les processus internes d'amélioration continue en place doivent aider l'équipe à approfondir l'analyse des données. Par souci de cohérence entre les trois mentions STAPS qui partagent un portail commun et de nombreux enseignements mutualisés, un conseil de perfectionnement unique est mis en place. Il serait pertinent de renforcer le processus réflexif collectif, notamment en sensibilisant les étudiants à l'importance de répondre aux enquêtes d'évaluation afin d'en garantir l'exploitation, et en approfondissant l'analyse des phénomènes observés, tels que la fuite des inscrits en formation initiale, l'absence de demande en formation continue et les faibles taux de réussite.

Conclusion

Points forts

- De nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une formation partiellement dispensée en anglais ;
- Une démarche de transformation pédagogique bien engagée.

Points faibles

- Un très faible taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs, associé à une participation très limitée aux enseignements de la formation ;
- Une absence de suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence de mobilité internationale entrante et sortante malgré des enseignements en langue vivante étrangère et des UE dispensées en anglais ;
- Un manque d'éléments soutenant l'alignement pédagogique de la formation.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs.
- Mettre en place un dispositif de suivi des diplômés (enquête d'insertion professionnelle et poursuite de parcours hors établissement).
- Se rapprocher de la direction des affaires internationales du Grand établissement pour identifier de potentiels partenaires académiques et développer la mobilité internationale.
- Finaliser la transformation engagée en concevant et alignant le dispositif d'évaluation des compétences visées.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un très faible taux d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.

LICENCE SCIENCES POUR L'INGÉNIEUR

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour l'Ingénieur (SPI)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) *Sciences et technologies* et compte 1 808 heures étudiant. Les deux premières années (L1 et L2) sont communes à tous les étudiants. En troisième année (L3), quatre parcours sont proposés : *Électronique, automatique, traitement de l'information (EATI)*, *Génie mécanique (GM)*, *Ingénierie des systèmes industriels (ISI)* et *SPI apprentissage*. En 2022-2023, la formation compte 281 étudiants, 46 enseignants permanents et 37 enseignants non permanents.

Analyse globale

La licence *SPI* occupe une place cohérente dans son environnement académique et géographique. Elle présente de nombreux atouts, notamment de nombreux éléments de professionnalisation, dont un parcours de L3 en alternance et une diversification des pratiques pédagogiques. Cependant, l'approche par compétences n'est pas encore déployée et certains points de vigilance sont à souligner comme l'absence de contrat pédagogique, d'un suivi systématique du devenir des diplômés, et d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

La formation est en parfaite adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement et son environnement socio-économique. Conçue en continuum avec le secondaire d'une part, et les besoins du monde socio-économique d'autre part, la licence *SPI* joue pleinement son rôle dans l'offre de formation de l'établissement, en complémentarité avec les autres licences scientifiques. Elle entretient des liens réguliers avec les lycées du secteur par le biais des inscriptions cumulatives en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), du programme « Cordées de la réussite » et de rencontres annuelles entre responsables de formations et proviseurs ou professeurs du secondaire pour renforcer la transition entre secondaire et supérieur. De plus, son contenu tient compte des exigences des masters de l'établissement ou de l'université Paris-Saclay, dont elle rejoindra l'École universitaire de premier cycle (EUPCPS). Par nature pluridisciplinaire, la formation s'appuie sur trois départements (Génie électrique, Génie informatique et Génie mécanique) et son contenu est équilibré entre les enseignements de technologie (66 % du volume horaire) et ceux de sciences fondamentales (22 %). En L3, les étudiants se spécialisent tout en gardant une part de pluridisciplinarité, quel que soit le parcours choisi.

Tournée vers les métiers de l'industrie, la formation entretient des liens étroits avec le monde socio-économique, propose un parcours de L3 en alternance et intègre de nombreux éléments de professionnalisation. La possibilité d'un parcours en alternance en L3, rare pour une licence généraliste et absente des autres licences *SPI* de Paris-Saclay, a attiré une quinzaine d'étudiants (sur plus de 80 candidats) en 2021-2022 et 2022-2023. Par ailleurs, l'équipe pédagogique comprend 19 professionnels, vacataires ou maîtres de conférences associés, qui interviennent dans leur domaine d'expertise ou dans les enseignements transversaux pour un volume horaire de 577 heures par étudiant. Les stages et l'alternance sont aussi l'occasion d'échanges avec les acteurs du mode socio-économique permettant à l'équipe pédagogique de suivre l'évolution des besoins du secteur économique, les méthodes et les outils utilisés. En outre, la formation inclut un stage obligatoire de huit semaines (trois crédits ECTS) en L2 et offre la possibilité d'effectuer un stage volontaire à tout moment du cursus. En parallèle, les étudiants développent leur projet personnel d'études et d'insertion, à raison d'une unité d'enseignement (UE) de 6 heures au premier semestre (un crédit ECTS), une UE de 14 heures au deuxième semestre (deux crédits ECTS), et de 14 heures en L2 (deux crédits ECTS). Dans tout le cursus, une part importante des enseignements est dispensée sous forme de travaux pratiques (TP) : 30 % des enseignements en L1 et L2, entre 41 % à 46 % en L3. Dans le parcours en alternance, 14 crédits ECTS sont attribués au travail et au comportement en entreprise, tandis que les autres parcours de L3 incluent un projet interdisciplinaire conséquent (100 heures, 10 crédits ECTS). Enfin, diverses actions, telles que des visites en entreprise, des bilans

de compétences, de l'orientation active et une aide à la recherche de stage, accompagnent les étudiants dans leur insertion professionnelle.

La formation s'appuie sur une équipe formée de nombreux enseignants-chercheurs (EC), mais l'initiation à la recherche est peu présente. L'équipe est composée de 48 EC, soit un peu plus de la moitié des enseignants, assurant 886 heures par étudiant. Ils sont principalement issus du Laboratoire informatique, bio-informatique, systèmes complexes (IBISC) et du Laboratoire de mécanique et d'énergétique d'Évry (LMEE), et appartiennent pour les deux tiers à la section 61, et le reste aux sections 60, 63 et 27 du Conseil national des universités (CNU). Cependant, la formation ne propose ni dispositif d'accueil des étudiants au sein des unités de recherche ni initiation à la recherche formalisée, même si certains enseignements nécessitent la mise en œuvre de méthodologie de recherche. C'est notamment le cas du projet de L3 qui consiste en une recherche et une synthèse bibliographique, évaluées par un rapport et une soutenance.

L'équipe enseignante est engagée dans l'innovation pédagogique, bien que l'approche par compétence ne soit pas encore mise en œuvre. La formation est construite selon une approche programme en cohérence avec le niveau de connaissances des bacheliers, les attentes des poursuites d'études ciblées et les besoins du monde professionnel. Bien que l'approche par compétences n'ait pas encore été déployée, l'établissement a engagé le processus en encourageant les équipes à suivre des formations. Le dossier inclut d'ailleurs un tableau de correspondance entre les UE et les compétences du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP), témoignant de cette réflexion en cours. Aucun étudiant ne bénéficie d'un portfolio. Une large place est laissée aux travaux dirigés (50 %) et aux travaux pratiques (33 %), avec une diversité de pratiques pédagogiques telles que les projets, les jeux sérieux et l'utilisation de logiciels utilisés dans l'industrie ainsi que de matériel spécifique. Ces initiatives sont soutenues par l'établissement à travers le pôle d'accompagnement et ingénierie de formation (PAIF) et la mise à disposition d'espaces de travail adaptés.

La formation dispose d'un conseil de perfectionnement (CP), mais elle n'a pas mis en place d'évaluation formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants. Ce conseil se réunit une fois par an, bien que la date choisie interroge puisqu'en 2023, il s'est tenu début septembre. Sa composition respecte la réglementation avec notamment trois professionnels sous contrat de professeur associé de service temporaire (PAST). Cependant, les cinq étudiants présents étaient tous en L3, représentant seulement deux des quatre parcours. À ce jour, aucune évaluation systématique formalisée des enseignements n'a été instaurée, bien que la formation envisage de le faire. Sans préciser sous quelle forme, elle indique interroger les étudiants en amont du CP.

La formation est attractive et analyse le profil et la réussite de ses étudiants. En L1, la moitié des inscrits sont néo-bacheliers : 77 % détiennent un baccalauréat général, tandis que 21 % proviennent de la filière Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D). Depuis la mise en place du dispositif de « redoublement non autorisé », dont les détails ne sont pas précisés, la part de redoublants a diminué de 31 % à 16 %. Le taux de néo-bacheliers inscrits sous condition « oui si » a connu des fluctuations importantes avec 8,5 % en 2020-2021, 40 % en 2021-2022 et 33 % en 2022-2023. Cependant, aucune explication n'est apportée concernant ces variations. Peu d'informations sont données sur le dispositif d'accompagnement pour ces étudiants qui suivent un enseignement de 30 heures (2 crédits ECTS) appelé « Émulateur ». Pour des raisons de soutenabilité, il a été décidé de diminuer les effectifs en L3 en limitant les recrutements extérieurs (titulaires d'un brevet de technicien supérieur, d'un diplôme universitaire de technologie, d'un L2 d'une autre mention ou étudiants internationaux). Ainsi, le nombre d'étudiants inscrits en L3 est passé de 146 en 2020-2021 à 64 l'année suivante. Sur la période évaluée, le taux de réussite a connu une hausse importante passant de 25 % à 47 % en L1, de 42 % à 81 % en L2, et de 63 % à 82 % en L3. Le taux de réussite des étudiants inscrits sous condition « oui si » connaît également une hausse remarquable passant de 0 % à 30 %, puis chutant à 10 % l'année suivante. La formation explique ces chiffres par les nombreux abandons et les difficultés rencontrées par les étudiants pendant la pandémie de Covid. En plus de l'« émulateur » mis en place pour les étudiants inscrits sous condition « oui si », plusieurs dispositifs d'accompagnement d'aide à la réussite sont cités : tutorat, mentorat, entretiens individuels, aide à l'orientation et à la réorientation, séances de soutien pédagogique, séances de révision avant les examens, et mise à disposition de cours, de rappels, d'exercices supplémentaires sur le portail numérique. Cependant, aucune précision n'est fournie sur leur organisation ni sur le bilan de fréquentation. Enfin, aucun contrat pédagogique n'a été mis en place.

Actuellement peu ouverte à l'international, la formation souhaite renforcer cette dimension dans les années qui viennent. Elle propose l'enseignement de l'anglais à raison de 18 heures par semestre et permet aux étudiants de suivre une deuxième langue et de préparer le TOEIC en unité d'enseignement libre (UEL) en L2 et L3. Les étudiants ont la possibilité d'effectuer un stage d'un semestre ou d'une année à l'étranger grâce aux accords et partenariats signés par l'université. Par ailleurs, un partenariat a été établi avec l'Institut supérieur de technologie avancée et management (ISTAMA) au Cameroun pour faciliter la mobilité d'étudiants camerounais. Cependant, malgré les dispositifs d'accompagnement, seules deux mobilités sortantes et deux mobilités entrantes ont été réalisées sur les trois années évaluées. Pour les années à venir, la formation vise à ce

que la moitié des étudiants ait une expérience internationale et prévoit d'introduire des conférences en distanciel en anglais dans son programme.

La formation ne réalise pas de suivi systématique du devenir de ses diplômés. Le suivi de cohorte est détaillé pour les promotions 2020-2021 et 2021-2022, à un an et deux ans, ainsi qu'à un an pour les diplômés des promotions 2020-2021 à 2022-2023. Toutefois, seuls quelques chiffres sont présentés dans le dossier d'évaluation, et la formation considère qu'un suivi de l'insertion professionnelle de ses diplômés n'est pas pertinent, étant donné que la licence générale vise principalement une poursuite d'études en master. Entre 75 % et 100 % des diplômés poursuivent en master au sein de l'établissement (notamment en *Électronique, énergie électrique, automatique, Ingénierie des systèmes complexes* et *Mécanique*), mais l'étude détaillée fait apparaître de grandes disparités selon les parcours et les années. Par exemple en 2022-2023, seulement un peu plus de 30 % des étudiants issus du parcours *Apprentissage* ont poursuivi à l'UEVE.

Conclusion

Points forts

- Des liens étroits avec le monde socio-économique ;
- Un nombre important d'éléments de professionnalisation ;
- Un parcours de L3 en alternance ;
- Une formation pluridisciplinaire et interdisciplinaire ;
- Un stage obligatoire de huit semaines en L2 ;
- Des pratiques pédagogiques diversifiées et innovantes.

Points faibles

- Un suivi du devenir des diplômés à renforcer ;
- Une absence d'évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Une approche par compétences balbutiante.

Recommandations

- Mettre en place un suivi systématique du devenir des diplômés.
- Compléter la démarche d'amélioration continue par des évaluations systématiques et formalisées des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Poursuivre les réflexions pour aboutir à la mise en place d'une approche par compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INDUSTRIE : CONCEPTION DE PRODUITS INDUSTRIELS

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'industrie, conception de produits industriels (MICI)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry au sein du département Génie mécanique et productique (GMP). Elle est dispensée en partenariat sur deux sites : d'une part en France avec le lycée Léonard de Vinci de Melun et d'autre part au Cameroun avec l'Institut supérieur de technologie avancée et management (ISTAMA) de Douala. Cette formation qui vise la maîtrise des concepts, méthodologies et outils informatiques innovants utilisés par les bureaux d'études du secteur industriel comprend 652 heures. En 2022-2023, elle compte 20 étudiants à Melun et 14 à Douala, tous inscrits dans le parcours *Ingénierie mécanique et environnement (IME)*. L'équipe pédagogique est composée de huit enseignants permanents.

Propos liminaire

Par choix, l'équipe a définitivement renoncé à l'ouverture du parcours Ingénierie et management environnemental des productions industrielles (IMEPI), prévue lors de l'accréditation précédente, en réévaluant ses priorités académiques dans un contexte de crise sanitaire et de mise en œuvre des BUT. Seul le parcours IME est donc évalué.

Analyse globale

La licence LP *MICI* affiche un excellent taux de réussite. La formation a tissé des liens forts avec les entreprises du territoire qui contribuent à sa démarche d'amélioration continue. Les efforts à fournir concernent d'une part l'adossement à la recherche et d'autre part la finalisation de l'approche par compétences (APC).

La LP est particulièrement bien ancrée dans son environnement académique et socio-économique et répond aux besoins et enjeux actuels du monde industriel. Depuis 20 ans, la LP *MICI* vise l'insertion professionnelle de ses diplômés et se présente comme une formation pertinente en innovation et en conception industrielle dans l'offre de formations de l'établissement. Cette réussite s'explique par les nombreuses collaborations entretenues avec le secteur industriel d'un territoire dynamique. La formation a tissé de fidèles partenariats avec plusieurs entreprises comme 3DSolution, STELLANTIS, Dassault système (label *Academic member premium*) et Renault. La formation inclut la participation de 12 intervenants professionnels et propose des projets tutorés (150 heures en situation réelle de travail). Ces éléments permettent une professionnalisation optimale. Les enseignements assurés par les professionnels intervenants, représentant 30 % du volume horaire total (194 heures sur 652), contribuent également à préparer les étudiants à relever les enjeux environnementaux actuels du secteur industriel. Par exemple, 76 heures sont consacrées à des thématiques telles que l'écoconception, le système de management environnemental, les indicateurs de production et de performance environnementale, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), les écolabels LEAN, la réduction des impacts environnementaux, ainsi que les coûts de production et les nouveaux modèles économiques. La formation se montre attentive aux besoins exprimés par les entreprises lors des conseils de perfectionnement (CP), ce qui lui permet d'effectuer les ajustements attendus. Tous les étudiants inscrits à Évry suivent leur cursus en alternance. Cependant l'apprentissage n'étant pas possible au Cameroun, les étudiants de Douala effectuent des stages de trois à quatre mois dans des entreprises locales, enrichissant ainsi leur expérience professionnelle. La formation est également conçue pour accueillir tous publics. Par exemple, en 2020-2021, elle a accueilli deux inscrits en validation des acquis de l'expérience (VAE), deux contrats de professionnalisation, deux étudiants en formation continue et un étudiant avec des besoins spécifiques.

La formation est attractive et répond aux attentes du monde professionnel comme à celle de ses alternants. Le taux de réussite est excellent (100 %) et les enquêtes d'insertion lancées par le centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE) recueillent un taux de répondant d'environ 60 % sur la période. Les résultats très détaillés montrent que l'insertion professionnelle se fait très majoritairement en Île-de-France. Le taux de poursuite d'études, variable, n'est pas négligeable (43 % en moyenne des répondants sur la période) et témoigne à la fois de la motivation et de la capacité des diplômés à poursuivre leur parcours de formation en alternance ou filière classique (master, école d'ingénieur). Si la formation n'a aucune difficulté à atteindre sa capacité d'accueil, elle reste peu attractive pour les femmes (6 %).

La formation développe une pédagogie active adaptée à tous publics, sans toutefois assurer encore un alignement pédagogique entre les compétences visées et leur évaluation. En cohérence avec les besoins professionnels, les étudiants sont formés à l'utilisation d'outils numériques innovants du domaine de l'ingénierie mécanique. Ainsi, 240 heures d'enseignements, soit 37 % du total, sont consacrées à des logiciels tels que la conception assistée par ordinateur (CAO), l'analyse de cycle de vie (ACV), ainsi qu'à l'utilisation du logiciel ANSYS Granta EduPack pour le choix des matériaux. Cette dernière innovation est soutenue par la réponse positive à un appel à projet collaboratif avec l'IUT de Cachan de l'université Paris-Saclay, montrant que la formation a déjà tissé des liens au sein du site Paris-Saclay. La formation dispose des espaces physiques et virtuels nécessaires (plateforme 3DEXPERIENCE, salles informatiques pour les logiciels industriels, salles de TP et laboratoires primordiaux pour un enseignement professionnel). Cependant, les données fournies ne précisent pas comment sont évaluées les compétences visées, ce qui ne permet pas d'attester d'un bon alignement pédagogique, à l'exception des compétences transversales développées dans le projet tuteuré. Le projet de l'équipe est de renforcer la démarche APC dont elle souligne la pertinence. Les méthodes pédagogiques sont variées et innovantes (*serious game*, applications numériques) et la formation met un outil de suivi à disposition des maîtres d'apprentissage (plateforme en ligne CLOE).

La formation s'est dotée d'une instance de pilotage qui permet une démarche d'amélioration continue basée sur ses analyses multiples à consolider. Réuni annuellement, le conseil de perfectionnement (CP) de composition conforme inclut un collège de 10 représentants des entreprises du territoire, dont Safran, CEA, et Marechal Electric, montre une dynamique constructive. Cette réunion aboutit à plusieurs décisions d'ajustement qui tiennent compte des besoins des entreprises et des étudiants. Elle témoigne également des efforts d'analyse réalisés, incluant des analyses quantitatives et qualitatives (avec des indicateurs de réussite et d'insertion collectés par l'établissement), ainsi que des évaluations institutionnelles, socio-économiques, industrielles et financières. L'évaluation de la formation par les étudiants montre des taux de réponse et de satisfaction variables justifiés par le contexte de crise sanitaire. Elles sont à maintenir.

L'adossement à la recherche est à consolider dans cette formation universitaire. Cinq enseignants-chercheurs (EC) contribuent aux enseignements pour un volume horaire de 160 heures sur 652 heures (soit 24,5 %), ce qui est un peu faible encore. Bien que les étudiants bénéficient de plusieurs enseignements adossés à la recherche via l'expertise des EC, ils n'ont aucune heure dédiée à la découverte de la méthodologie de recherche, à l'intégrité scientifique et à la déontologie, et ne sont sensibilisés à ces enjeux que par le biais de la signature d'une charte éthique. Le comité encourage l'équipe à renforcer ces aspects.

La formation a développé des partenariats internationaux, dont les aspects organisationnels sont définis. Elle bénéficie d'une ouverture internationale grâce au groupe délocalisé à Douala. Cette formation est proposée au sein de l'ISTAMA, à l'instar de nombreuses autres formations de l'IUT d'Évry. La composition de l'équipe pédagogique, l'organisation du suivi, ainsi que la participation des enseignants d'Évry sont documentées. Environ 25 % des enseignements sont assurés par des enseignants de l'IUT d'Évry, tandis que le recrutement des autres enseignants est validé par un enseignant de l'IUT. Par ailleurs, un volume de 28 heures d'apprentissage en langue anglaise est dispensé (soit un peu plus de 4 % des enseignements) et la certification TOEIC est rendue obligatoire pour les étudiants à Évry.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante assurée par des liens forts avec les entreprises du territoire ;
- Une démarche d'amélioration continue fondée sur une analyse conduite avec les partenaires industriels.

Points faibles

- Un faible nombre d'heures d'enseignement assurées par les enseignants-chercheurs (24,5 %) ;
- Une démarche APC à finaliser.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en augmentant la part des enseignements réalisés par des EC et en sensibilisant les étudiants à la recherche.
- Solliciter un accompagnement pédagogique pour la mise en œuvre de l'évaluation des compétences visées.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE : APPLICATIONS WEB

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'informatique : application web (MIAW)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une formation comprenant deux parcours : *Administration et sécurisation des réseaux et services internet et intranet (ASRII)* et *Développement avancé d'applications web internet et intranet (DAWII)*. La LP est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Elle compte, pour l'année universitaire 2022-2023, un effectif total de 38 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 5 enseignants permanents, et 570 heures étudiants sont dispensées sur l'ensemble de la formation.

Analyse globale

La LP MIAW de l'UEVE est une formation en alternance, orientée vers l'insertion professionnelle, avec un fort taux de réussite et de bonnes relations avec les entreprises. Elle propose également une formation délocalisée au Cameroun et des possibilités de certification Cisco et TOEIC. Toutefois, son attractivité est limitée, avec une capacité d'accueil non atteinte chaque année dans un secteur pourtant attractif et le taux de poursuite des diplômés qui n'est pas en adéquation avec l'objectif d'insertion professionnelle directe.

Cette LP s'intègre pleinement dans l'offre de formation de l'UEVE. Elle offre une année de spécialisation aux étudiants titulaires d'un brevet de techniciens supérieurs (BTS), qui représentent 80 % des effectifs, ainsi qu'une alternative pour les étudiants de deuxième année (L2) de licence *Informatique*, des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ou de deuxième année de bachelor universitaire de technologie (BUT), qui composent les 20 % restants. La formation est aussi en partenariat avec le lycée du Parc des loges d'Évry. Elle n'est néanmoins pas clairement positionnée par rapport aux deux « piliers » de la stratégie d'UEVE (génomique et usine du futur), même si elle semble s'inscrire dans les priorités de l'établissement quant à l'adéquation avec les besoins du monde professionnel.

L'adossement à la recherche est satisfaisant pour une formation professionnalisante. Quatre enseignants-chercheurs (EC) interviennent dans la formation et assurent 42 % des heures d'enseignements, ce qui correspond à un volume d'heures conséquent pour une formation professionnalisante. Ces EC sont principalement issus des sections 27 et 61 du Conseil national des universités (CNU), et rattachés au Laboratoire informatique, bio-informatique, systèmes complexes (IBISC). Ils interviennent dans des modules tels que l'administration des systèmes informatiques, la sécurité d'applications et le développement d'applications web. Cependant, la formation ne comporte aucune heure d'initiation à la recherche, et il n'est pas précisé comment la dimension recherche est intégrée aux précédents modules, ce qui est en décalage avec l'autoévaluation très positive de la formation sur cet aspect.

La formation est clairement orientée vers le monde professionnel. Dispensée exclusivement en alternance, elle comprend 32 semaines d'expériences professionnelles et attribue 20 crédits ECTS pour ces activités incluant des projets tutorés et des missions en milieu professionnel. Les professionnels assurent près de 58 % des heures d'enseignement, ce qui est notable. De solides partenariats sont établis avec des entreprises locales et régionales, telles que Safran, SNCF, Thales, ainsi qu'avec des PME de la région. La formation est ouverte à la formation continue, avec des possibilités de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels et personnels (VAPP), bien que limitées (une VAE et deux VAPP sur la période évalués). Une réorganisation du planning de l'alternance est envisagée afin de rendre ces dispositifs plus attractifs, une initiative à encourager.

La formation fait preuve d'une assez bonne ouverture sur l'international en proposant depuis 2022 une formation délocalisée au Cameroun dans laquelle 25 % du volume horaire est assuré par des enseignants de l'UEVE, et le pilotage est partagé. Les effectifs restent par contre relativement faibles pour cette première année d'ouverture (neuf étudiants). Une demande est en cours pour délocaliser aussi la formation à Alger, ce qui témoigne d'une certaine attractivité. En revanche, aucune mobilité étudiante (sortante ou entrante) n'est indiquée. Des projets sont en cours de réflexion pour mettre en place un programme de visites bilatérales ou des projets tutorés avec des groupes délocalisés, ce qui est totalement pertinent étant donné les partenariats existants et les contraintes afférant aux LP en alternance. Par ailleurs, la formation intègre 28 heures d'anglais et une préparation à la certification TOEIC, ce qui est un plus pour l'internationalisation de la formation et de ses étudiants.

Le programme de la formation est en adéquation avec les objectifs. Ce programme, structuré en quatre blocs de connaissance et de compétence (BCC) est en conformité avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). La pédagogie est assez classique sur sa forme, l'approche par compétence n'en est encore qu'à ses premiers stades de développement. Les étudiants ont la possibilité de passer la certification Cisco CCNA1 (introduction aux réseaux), une certification reconnue dans le monde professionnel, bien que ni le nombre de candidats ni leur réussite ne soient précisés.

La réussite est très bonne, mais la formation présente une attractivité qui mériterait d'être renforcée. Le suivi du parcours des étudiants est assuré et l'équipe pédagogique participe à différents forums (bien que leur nom et leur nombre ne sont pas précisés), et organise des journées portes ouvertes. La formation reçoit 150 candidatures en moyenne, en sélectionne une quarantaine, pour finalement accueillir entre 25 et 38 inscrits. La capacité d'accueil (30) n'est donc pas systématiquement atteinte, ce qui soulève des questions sur l'attractivité globale de la formation, d'autant que 25 % à 38 % des candidats retenus ne confirment finalement pas leur inscription, et ce, dans un secteur habituellement attractif. La concurrence éventuelle des BUT *Informatique* et BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* proposés par l'IUT de Vélizy, situé à proximité, mérite également d'être prise en considération. Le taux de réussite des étudiants est très bon, atteignant entre 95 % et 100 %. Les enquêtes du centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE) mettent en avant une insertion professionnelle à 30 mois de 100 %. Cependant, la poursuite d'études s'élève à 67 % pour la promotion 2019 et 57 % pour celle de 2020, ce qui reste trop élevé pour une formation à visée professionnalisante.

La formation intègre un dispositif d'amélioration continue perfectible. Un conseil de perfectionnement se réunit annuellement avec tous les acteurs concernés (enseignants, étudiants et professionnels). Cependant, les enquêtes de satisfaction ne sont pas systématiquement menées (seulement en 2020-2021) et le faible taux de réponse des étudiants (sept réponses) limite leur pertinence et leur impact potentiel.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante assurée par des liens forts avec les entreprises du territoire ;
- Une bonne participation des enseignants-chercheurs dans le cœur de métier ;
- Une excellente réussite des étudiants.

Points faibles

- Un taux de poursuite d'études trop important pour une LP à finalité professionnelle ;
- Des enquêtes d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants non systématiques et dont les taux de retour sont faibles.

Recommandations

- Encadrer la poursuite d'études, notamment en renforçant la communication auprès des candidats à la LP, afin de mieux alignée à cette formation à visée professionnalisante.
- Mettre en place une évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une LP.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DES RÉSEAUX INFORMATIQUES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications (MRIT)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies (ST) de l'UEVE. La formation, proposée exclusivement en alternance, comporte un seul parcours : *Cybersécurité et devOps (CyDOps)*. L'équipe pédagogique est composée de six enseignants permanents. La formation compte 512 heures et 10 étudiants inscrits durant l'année 2022-2023.

Analyse globale

La LP *MRIT* parcours *CyDOps*, développée en partenariat avec le lycée Parc de Vilgénis (Massy), occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UEVE. La formation, ouverte exclusivement à l'alternance, est en lien étroit avec les entreprises locales. Cependant, le processus d'évaluation interne doit être amélioré afin de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue et le taux de poursuite d'études doit être maîtrisé pour que la formation remplisse pleinement son rôle d'insertion professionnelle immédiate.

La formation est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Elle s'inscrit pleinement dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement, en particulier celles liées aux projets du programme d'investissements d'avenir (PIA). Elle s'inscrit aussi dans la stratégie nationale cyber et l'AMI « Accélérateur cyber » en lien avec la création du Campus cyber. La formation est complémentaire de nombreux autres parcours des licences informatiques présentes dans UEVE (*Administration des systèmes en réseaux, Conception et intelligence des logiciels et des systèmes, Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises*), mais aussi de certains masters de Paris-Saclay (*Computer & network systems* ou *Ingénierie des systèmes complexes*).

La formation n'a développé aucun partenariat international ni enregistré de mobilité entrante ou sortante, ce qui s'explique par son ouverture exclusive en alternance. Cependant, 30 heures d'anglais sont dispensées, et le passage du TOEIC est obligatoire.

La formation se construit dans un périmètre bénéficiant d'un adossement à la recherche réduit, malgré l'intervention de deux enseignants-chercheurs, issus des sections 61 et 27 du Conseil national des universités (CNU), à hauteur de 166 heures, soit 32 % du volume total. Quelques projets tuteurés intègrent un volet recherche, mais la formation ne propose pas d'initiation structurée à la recherche ou par la recherche.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques étant donné son ouverture exclusivement à l'alternance. Sept professionnels interviennent dans le cœur du métier pour 37 % du volume horaire total (188 heures) et participent à l'évolution et à l'écriture du référentiel de compétences. La licence est ouverte à la formation continue, mais n'a pas accueilli de stagiaire durant la période évaluée. Par ailleurs, le nombre de validations des acquis de l'expérience (VAE) délivrée reste modeste (une en moyenne sur les deux dernières années).

Le programme de la LP est globalement cohérent, basé sur un référentiel de compétences et construit autour des blocs de connaissances et compétences (BCC), l'évaluation par compétences est mise en place. La

formation diversifie ses pratiques pédagogiques (ludopédagogiques, *serious game*) dans 40 % des modules. L'utilisation de plateformes numériques permet la mise en place d'une pédagogie inversée et de l'autoévaluation. La formation s'appuie aussi sur de nombreuses certifications professionnelles (Cisco netacad, Cisco skills for all, Stormshield academy et Secnum academy). La formation a une approche personnalisée de l'alternance en permettant aux apprentis de personnaliser leur parcours (choix de l'entreprise d'apprentissage, du projet tutorés, des certifications, du rythme de l'alternance).

La formation jouit d'une attractivité correcte, mais les effectifs diminuent, avec un peu moins d'une centaine de candidatures pour une vingtaine de places, et une diminution marquée de 50 % sur la dernière année, atteignant seulement 10 inscrits en 2022-2023. Le récent changement d'appellation de la formation (CyDOPs) a permis cependant de recruter 19 apprentis en 2023, en majorité des titulaires de brevets de techniciens supérieurs (BTS) du lycée partenaire (Parc de Vilgenis) et du lycée voisin (Parc des loges). Avec la création du BUT, la formation est en concurrence directe avec la troisième année des BUT Réseaux et télécommunications parcours Cybersécurité et perd le vivier des anciens DUT.

Le taux de réussite des étudiants au sein de la formation est excellent (100 %) sauf sur la dernière année de référence (70 %). Cette chute drastique n'est pas analysée. Cependant, plusieurs dispositifs sont mis en place pour faire réussir l'étudiant (séances de soutien supplémentaires, tutorats).

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés, mais le taux de répondant est faible. Le taux d'insertion professionnelle immédiate en CDD ou CDI est trop faible (inférieur à 20 % sur un retour d'enquête de l'ordre de 50 %). En revanche, à 30 mois, 85 % des diplômés occupent des emplois stables.

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, mais doit être vigilante, car le seuil de rentabilité est fixé à 12 étudiants par an. L'équipe pédagogique est constituée de six permanents et sept vacataires pour une quinzaine d'étudiants. Les enseignants se forment régulièrement. Le pilotage est partagé entre le centre de formation universitaire en apprentissage d'Évry-Val-d'Essonne (CFA EVE) et les responsables administratifs de filière de l'UFR ST. La formation lève des fonds via des appels à projets (l'écosystème de la biotechnopole GENOPOLE ou le PIA axé sur la sécurité numérique).

La formation a un processus d'évaluation interne qui doit être amélioré afin de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Le taux de réponse du questionnaire d'évaluation est trop faible (de l'ordre de 60 % pour une quinzaine d'étudiants) et ne concerne que la formation dans sa globalité et non chacun des modules dispensés. Le conseil de perfectionnement (CP), bien que cohérent dans sa composition et les sujets abordés, ne propose aucune préconisation. En particulier, il est regrettable que soit fourni le compte rendu du CP de la licence *Intégration systèmes voix données* (ancien nom du parcours de la LP) et que nulle part n'apparaissent les préconisations pour le changement de nom de la licence et donc peut-être le changement de programme.

Conclusion

Points forts

- Des liens avec le monde socio-économique forts ;
- Un enseignement permettant d'acquérir des certifications professionnelles.

Points faibles

- Un très faible taux d'insertion professionnelle immédiate ;
- Un taux de réussite en baisse, non analysé ;
- Un conseil de perfectionnement qui ne remplit pas pleinement son rôle ;

- Une démarche d'évaluation des enseignements par les étudiants à définir ;
- Un risque de concurrence avec les autres formations en alternance cyber de l'université Paris-Saclay.

Recommandations

- Maîtriser la poursuite d'études, notamment en renforçant la communication auprès des candidats à la formation.
- Analyser les raisons de la baisse du taux de réussite et renforcer l'accompagnement des étudiants.
- S'appuyer sur le conseil de perfectionnement pour piloter la formation.
- Mettre en place des actions de contrôle de la qualité et du suivi de l'amélioration continue de la formation.
- Parfaire un ancrage national en obtenant le label SecnumEdu de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : BÂTIMENT ET CONSTRUCTION

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du BTP : bâtiment et construction* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est portée par le département Génie mécanique et productique (GMP) de l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. La formation, proposée seulement en alternance, comporte un seul parcours : *Management et ingénierie des entreprises de façades (MIEF)*. L'équipe pédagogique est composée de cinq enseignants de second degré, quatre enseignants-chercheurs (EC) et neuf vacataires professionnels. La formation compte 624 heures et 15 étudiants inscrits durant l'année 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction* parcours MIEF est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement, tout particulièrement en matière de professionnalisation et de liens avec le monde socio-économique. La formation est par nature pluridisciplinaire et interdisciplinaire, favorisée par sa spécialisation. Néanmoins, la formation ne jouit pas d'une bonne attractivité et son adossement à la recherche est à renforcer.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche qui doit être amélioré avec une initiation à et par la recherche assurée par l'intervention de 4 EC qui assurent environ 14 % des enseignements, ce qui est trop faible pour une formation universitaire. Les EC initient les étudiants à des sujets de recherche dont la thématique est importante dans le secteur de l'enveloppe du bâtiment, mais également à l'intégrité scientifique et à la déontologie.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques étant donné son ouverture à l'alternance. Des partenariats ont été développés avec les partenaires industriels (Hydro building et SCHÜCO) permettant aux étudiants de réaliser des visites sur sites industriels, de bénéficier des formations spécialisées, et d'assister à des conférences portant sur les dernières avancées technologiques. Durant la formation, les apprentis doivent valider 20 crédits ECTS en lien avec des unités d'enseignement (UE) professionnalisantes et passent 32 semaines en entreprise. Dix intervenants professionnels font partie de l'équipe pédagogique assurant 160 heures d'enseignements spécifiques de professionnalisation pour environ 26 % du volume horaire total de la formation.

Le programme est cohérent avec les objectifs de la formation et permet une bonne réussite aux étudiants. Il est construit autour de cinq blocs de connaissances et compétences (BCC). Toutefois, la réflexion concernant l'évaluation des compétences à travers les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) reste insuffisante, et les étudiants ne sont pas incités à créer leur portfolio. Des séances de communication encouragent la réflexion sur les enjeux environnementaux, tandis que les projets tutorés permettent aux apprentis de mettre en pratique leurs compétences en travail d'équipe. Par ailleurs, aucune certification PIX n'est proposée aux étudiants. Le taux de réussite est excellent chaque année, variant de 85 % à 100 %. De plus, afin de pallier la chute du niveau des étudiants en calcul scientifique, des sessions de remise à niveau ont été ajoutées dans la formation.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés à une ouverture internationale. L'enseignement des langues étrangères est restreint à 34 heures d'enseignement de l'anglais et 10 heures de préparation au TOEIC, avec une prise en charge du coût de la certification pour les étudiants présentant les meilleurs résultats, bien que le nombre de bénéficiaires ne soit pas précisé. Par ailleurs, aucun dispositif de préparation à la mobilité ni de cours disciplinaire en langue étrangère n'est proposé, probablement en raison

du format en alternance. Pour autant, la formation s'évalue de façon très satisfaisante sur cet item, ce qui interroge.

L'attractivité de la formation est en baisse. En effet, depuis plusieurs années, la formation peine à atteindre sa capacité d'accueil (32 candidatures, 23 admis et 15 inscrits pour 20 places en 2022-2023), subissant une baisse des candidatures malgré le dynamisme de l'équipe pédagogique. Celle-ci participe activement aux dispositifs d'information et d'orientation à destination des élèves préparant un brevet de technicien supérieur (BTS) *Bâtiment* dans les lycées régionaux (lycée Jean-Pierre Timbaut à Brétigny-sur-Orge, lycée Franklin Roosevelt à La Rochette), mais également auprès de jeunes en formations post-bac (BUT2 *Science et génie des matériaux*, *Génie mécanique et productique*, *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*, licence scientifique). Cette baisse continue des effectifs peut s'expliquer par l'intégration du public privilégié (BTS *Bâtiment*) dans la vie active ou dans les écoles d'ingénieur, la présence de LP équivalentes au niveau régional (IUT Sénart-Fontainebleau) et national (IUT de Bayonne et du Pays basque campus Anglet) et l'ouverture du diplôme de BUT *Génie civil construction durable (GCCD)* depuis la rentrée 2021 dans la région parisienne : à Cergy-Pontoise (Cergy Paris Université), Sénart-Fontainebleau (Université Paris-Est Créteil), Mantes-en-Yvelines (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines) et Marne-la-Vallée (Université Gustave Eiffel).

La formation effectue une analyse incomplète de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études de ses diplômés. La seule enquête fournie concerne la promotion 2021-2022, réalisée à six mois, avec un taux de réponse de 63 % (10 réponses sur 16 diplômés). Parmi les répondants, 50 % sont en poursuite d'études, ce qui est en contradiction avec l'objectif d'insertion professionnelle immédiate d'une LP, 40 % sont en situation d'emploi (CDD ou CDI) sans aucune précision sur le niveau de qualification, et 10 % en recherche d'emploi.

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est composée de neuf enseignants permanents et neuf enseignants non permanents, qui assurent des enseignements cœur de métier. Le conseil de l'IUT et la direction du département s'assurent de la soutenabilité de la formation tenant compte de la baisse d'effectifs, l'arrivée du BUT GMP et d'une LP *Métiers de l'industrie* au département.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Le conseil de perfectionnement se réunit annuellement et joue pleinement son rôle. En effet, les enquêtes concernant l'évaluation des enseignements par les apprentis mettent en exergue plusieurs améliorations quant à la pédagogie et le contenu de certaines interventions, le rythme de l'alternance et la planification des séances.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation bien adaptée ;
- Une évaluation interne très solide ;
- Un taux de réussite important.

Points faibles

- Une trop faible intervention des enseignants-chercheurs ;
- Une faible attractivité de la LP ;
- Une poursuite d'études importante (50 % en 2021-2022) ;

Recommandations

- Renforcer la part des enseignements assurée par des enseignants-chercheurs.
- Développer des actions pour renforcer l'attractivité de la formation.
- Veiller à assurer une insertion professionnelle immédiate, par exemple en adaptant les contenus de la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans les enseignements, limitant l'adossement à la recherche.
- Une faible attractivité.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU NUMÉRIQUE : CONCEPTION, RÉDACTION ET RÉALISATION WEB

Établissement

Université d'Évry-Val-d'Essonne

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du numérique : création et gestion de projets multimédias (CGPM)* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE) est une portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) d'Évry. Elle bénéficie d'un partenariat avec le lycée Jean-Baptiste Corot de Savigny-sur-Orge où les enseignements sont dispensés. Elle compte, pour l'année universitaire 2022-2023, un effectif total de 19 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 6 enseignants permanents, et 595 heures étudiants sont dispensées sur l'ensemble de la formation.

Analyse globale

La LP *Métiers du numérique : création et gestion de projets multimédias* vise à former en alternance des spécialistes du design numérique, avec un très bon taux de réussite des étudiants. Toutefois, la formation présente plusieurs faiblesses, notamment un adossement insuffisant à la recherche qui remet en cause son caractère universitaire, une intégration restreinte au sein l'UEVE, un taux d'insertion professionnelle insuffisant, et des difficultés croissantes pour les étudiants à obtenir des contrats d'alternance.

La place de cette LP dans l'offre de formation de l'UEVE manque de clarté. Proposée exclusivement en alternance, elle accueille principalement des étudiants titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) et s'intègre de manière marginale à l'offre de l'établissement, sans lien clairement défini avec la stratégie globale de l'UEVE. Localisée dans le lycée Jean-Baptiste Corot, elle bénéficie de liens étroits avec ce dernier (moyens administratifs, humains, matériels et logistiques). Cependant, le positionnement de la LP par rapport à ce lycée, situé à 10 kilomètres de l'IUT d'Évry, n'est pas clair.

L'adossement à la recherche est très faible. La seule action mentionnée en lien avec la recherche est la visite d'une plateforme technologique du Laboratoire informatique, bio-informatique, systèmes complexes (IBISC). Bien que la formation compte désormais 43 % d'enseignants-chercheurs (6 personnes), ceux-ci n'assurent que 6 % des heures d'enseignement (38 heures), un niveau clairement insuffisant.

La formation, bien que semblant orientée vers le monde professionnel, affiche un taux d'insertion professionnelle très faible. Proposée uniquement en alternance, elle présente un contenu pédagogique adapté aux besoins du secteur. Les enseignements sont effectués à 57 % par des professionnels. Des relations avec les entreprises du secteur privé (chaîne hôtelière de luxe, prestataires de service webdesign, vente alimentaire) et des administrations publiques (communauté de communes, organisations hospitalières, ministère de la Sécurité routière) sont mentionnées, mais la nature et le cadre de ces partenariats ne sont précisés. En 2022-2023, 9 étudiants sur 19 n'ont pas trouvé de contrat d'apprentissage et ont dû quitter la formation, ce qui soulève des questions sur leur suivi et accompagnement pour une éventuelle réorientation. Cette difficulté à trouver des contrats interroge aussi l'attractivité de la formation pour les entreprises du secteur. Par ailleurs, le taux de poursuite d'étude à 18 mois est de 80 %, ce qui n'est pas cohérent avec la finalité d'insertion professionnelle d'une LP. Elle ne répond donc pas pleinement à sa vocation première de former des techniciens supérieurs.

La formation n'a pas d'ouverture à l'international. Elle n'offre aucune mobilité des étudiants. Aucune réflexion dans ce sens n'est par ailleurs évoquée. Un seul candidat indien a réalisé une validation des acquis de l'expérience (VAE). Une préparation de 14 heures au TOEIC est prévue, ainsi 24 heures d'enseignement d'anglais.

La formation adopte une approche par compétences. Le programme est structuré en trois blocs de connaissance et de compétence (BCC) et est conforme avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Une pédagogie par projets est mise en avant pour certains enseignements, avec l'utilisation de jeux de rôles et de *design thinking* dans deux cours, apportant une dimension intéressante. Cependant, cette approche reste limitée. Les étudiants disposent d'un e-portfolio.

La réussite est très bonne, mais l'attractivité de la formation reste difficile à évaluer en raison d'un manque d'informations. Les taux de réussite sont très bons (entre 86 % et 100 %). L'équipe mentionne un effectif stable de 19 à 22 inscrits, sans toutefois inclure les 10 étudiants ayant quitté la formation en raison de l'absence de contrat en 2022-2023, ce qui relativise ces chiffres. La capacité d'accueil est de 25 apprentis, mais l'évolution des candidatures ne peut être évaluée, seuls les chiffres de 2022-2023 sont donnés rendant l'attractivité de la formation difficile à apprécier.

Un processus d'amélioration continue est partiellement mis en place, principalement via la tenue du conseil de perfectionnement. La composition de ce conseil (nombre d'enseignants, professionnels et étudiants) aurait été utile pour apprécier leur représentativité. Aucune évaluation des enseignements par les étudiants n'est réalisée, ce qui soulève des questions quant à l'amélioration continue des contenus pédagogiques.

Conclusion

Points forts

- Une formation dispensée uniquement en alternance ;
- Une très bonne réussite des étudiants.

Points faibles

- Un adossement à la recherche (initiation à la recherche, participation aux enseignements des enseignants-chercheurs) trop faible ;
- Un taux de poursuite d'études beaucoup trop élevé pour une formation professionnalisante ;
- Aucune évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

Recommandations

- Augmenter le nombre d'heures d'enseignements effectué par des enseignants-chercheurs dans la formation.
- Maîtriser la poursuite d'études, notamment en renforçant la communication auprès des candidats à la LP.
- Mettre en place une évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une implication insuffisante des enseignants-chercheurs dans la formation.
- Une insertion professionnelle immédiate en deçà des objectifs d'une licence professionnelle

Observations de l'établissement

Université Évry Paris-Saclay
Présidence
Bâtiment Île-de-France
23 boulevard François Mitterrand
91025 Évry-Courcouronnes Cedex

À l'attention de :
Mme la Présidente du Comité d'Experts
HCERES

Objet : Observations au rapport définitif d'évaluation des formations du 1^{er} cycle de l'Université d'Evry

Madame,

Notre établissement tient à remercier l'ensemble des membres du comité d'experts pour leur travail d'analyse minutieux. Il a permis de mettre en exergue les forces de nos formations, ainsi que les points de vigilance.

Il est à noter que les délais extrêmement contraints dans lesquels les collègues ont dû apporter des réponses suite à l'autoévaluation ont occasionné de l'incompréhension, voire de l'émoi, face à la surcharge de travail.

Par votre disponibilité, et l'accompagnement dont vous avez su faire preuve sur la période de février à juillet 2025, vous avez permis aux équipes pédagogiques de se remobiliser et de répondre aux attentes.

La satisfaction de voir ce travail récompensé est d'autant plus grande.

Nous vous prions de trouver ci-dessous nos observations au rapport définitif.

Nous nous tenons à votre disposition pour tout échange que vous jugerez nécessaire.

Nous vous prions d'agréer nos respectueuses salutations.



Vincent BOUHIER
Président

Observations sur le Rapport définitif d'évaluation des formations du 1er cycle

Université d'Evry-Val-d'Essonne



UNIVERSITÉ ÉVRY
PARIS-SACLAY

www.univ-evry.fr



Analyse globale de l'offre de formation

Evolution par rapport à l'université Paris-Saclay

Le comité d'expert a souligné le travail réalisé « dans la perspective de la fusion de l'offre de formation prévue avec celle de l'université de Paris-Saclay ... » incluant l'ensemble des établissements dont l'université d'Evry.

Nous devons cependant porter à la connaissance du comité d'experts qu'en ce qui concerne l'offre de formation 2026-2031, l'intégration des formations de premier cycle au sein de Paris-Saclay ne pourra être réalisée avec l'ampleur envisagée au départ. Cela se traduira par une offre de formation de 1^{er} cycle accréditée par l'université d'Evry stable par rapport à l'offre 2020-2025. Cela reflète la nécessité pour certaines équipes pédagogiques de disposer d'un peu plus de temps de façon à construire une offre de formation constituée de mentions communes au plus tôt pour l'accréditation en 2031. C'est dans ce sens que nous continuons tous à dialoguer, travailler et échanger. La structuration d'accréditation de Paris-Saclay évoluera également au cours du contrat quinquennal 26-31 puisque l'Ecole universitaire de premier cycle Paris-Saclay, dont la future composition de la gouvernance est à l'heure actuelle encore en discussion, n'accréditera plus de diplômes de premier cycle. Elle aura un rôle de coordination de la réussite étudiante pour l'ensemble des composantes, écoles et UMA la constituant.

Politique et architecture

Manque d'informations sur la Licence accès santé

Le comité d'expert fait état « qu'aucune contribution au dispositif LAS n'est évoquée » En effet dans la période analysée lors de l'autoévaluation, la licence LAS en partenariat avec l'université de Paris-Saclay n'était pas en place depuis assez longtemps. Cependant à l'heure actuelle nous pouvons donner quelques informations sur cette licence LAS. Il y a en LAS 1 entre 20 et 30 étudiants qui doivent suivre en plus des enseignements du portail Chimie-Sciences de la Vie, 4 UE de santé enseignées en distanciel asynchrone ou synchrone selon les cas. La validation de ces 4 mineures santé en plus de la première année de licence Sciences de la vie permet le passage du concours d'entrée en Maïeutique. A l'issue du L1 sur les 2 premières années de mise en place, 5 étudiants sur les 12 ayant suivi les 4 UE de santé ont pu intégrer les études de médecine. En ce qui concerne les L2 sur 13 étudiants ayant suivi les 4 UE de santé, 3 ont été admis en médecine et 3 en pharmacie. Les résultats pour l'année 24-25 ne sont pas connus à ce jour.

En ce qui concerne la structure de la LAS dans le cadre de l'accréditation 2026-2031, une réflexion est en cours sur l'intégration des modules de santé dans la maquette.

Formations de l'IUT

Comme l'indique le comité d'expert, la réforme des BUT a été mise en place comme dans beaucoup d'établissements au fur et à mesure avec une temporalité différente selon les départements et en fonction de l'existence de licences professionnelles de niche. Cela a nécessité non seulement des discussions en interne à l'IUT mais également avec la gouvernance de l'établissement de façon à proposer une offre de formation diversifiée répondant aux attentes non seulement des étudiants mais également du monde socioéconomique. Ainsi pour la nouvelle offre de formation, une diminution de près de 66 % des LP a été opérée au sein de l'IUT par rapport à 2020.

Une des ambitions de l'IUT, partagée avec le reste de l'établissement, est de continuer à développer l'apprentissage en BUT2 et BUT3. L'apprentissage est un des atouts de l'établissement entier et a été accentué avec plus de 1700 étudiants en apprentissage en 2023-24 de façon à répondre aux attentes du tissu économique et en collaboration étroite avec les Centres de Formation des Apprentis (CFA généraliste et de branche) et en particulier avec le CFA-EVE qui prend en charge plus de 85% des apprentis de nos formations. Il est à noter également que dans le cadre de Paris-Saclay, un groupe de travail spécifique aux BUT a été mis en place depuis plus de 2 ans et permet d'échanger en particulier sur les spécificités de ces formations et sur les difficultés rencontrées.

Accompagnement des étudiants à la réussite

Taux de réussite faible en première année de certaines licences générales et de certains BUT

Le rapport fait état « de taux de réussite globalement bons à l'exception de quelques licences générales et de quelques BUT en première année ». C'est le cas mentionné pour le BUT GEA. Pour ce dernier comme il a été indiqué au comité d'expert lors de la phase projet, les données fournies ne prenaient pas en compte l'ensemble des étudiants ce qui a entraîné un calcul erroné du taux de réussite en BUT 1 qui est plutôt compris entre 68% et 77%.

En ce qui concerne les licences générales, le taux de réussite calculé englobe les défaillants qui peuvent représenter un nombre important comme par exemple en licence de Droit ou d'Histoire. L'établissement s'est saisi de ce double phénomène résultant, d'une part d'un taux de réussite insuffisant, d'autre part d'un taux de défaillance trop important. Ainsi un dispositif d'accompagnement a été mis en œuvre, pour renforcer par exemple la compétence écrite en français, compétence décisive dans les études de droit. Sur un autre plan, des entretiens avec tous les étudiants de Licence 1 sont organisés dans certaines filières. Ces entretiens visent à identifier de manière spécifique et précise les difficultés rencontrées par chacun et seront exploités pour mettre en œuvre des dispositifs d'aide à la réussite plus efficaces. D'autres

actions comme une augmentation des heures de méthodologie, un renforcement du tutorat et de ateliers méthodologiques sont également envisagés comme par exemple en licence Histoire.

Approche APC

Les experts indiquent que « l'approche par compétences reste balbutiante pour la plupart des licences générales ». Nous partageons le constat que, lors du démarrage de la période d'accréditation actuelle, la communauté universitaire n'était globalement pas prête à s'engager pleinement dans une démarche d'approche par compétences.

Conscients de cet état des lieux, le Pôle accompagnement et ingénierie de formation de notre établissement a engagé dès cette période plusieurs actions de sensibilisation et de montée en compétences progressives (conférences d'experts, production de ressources et guides pédagogiques, Mois des compétences). Un moment fort a été la Journée Compétences organisée en janvier dernier : l'intervention de deux experts impliqués dans le projet national Avenir(s) ESR 2030 a permis, par une conférence et des ateliers pratiques, de renforcer l'ancrage institutionnel de l'approche par compétences et de fédérer davantage les équipes pédagogiques autour de cette ambition.

Notre objectif est déterminé : pour l'ensemble des formations relevant de notre périmètre d'accréditation, il s'agit d'organiser les maquettes en blocs de compétences et de structurer les apprentissages et leur évaluation autour de l'acquisition progressive de ces compétences. Nous apportons également un soutien aux équipes pédagogiques des diplômes accrédités dans le périmètre de Saclay. Conscients des défis que cela représente pour les équipes, un programme d'accompagnement spécifique et personnalisé est actuellement déployé. L'ensemble de ces efforts vise à finaliser la rédaction des supports en approche programme d'ici l'automne 2025.

Nous restons pleinement mobilisés pour soutenir la transformation pédagogique engagée et accompagner durablement les équipes dans cette évolution structurante pour nos formations et la réussite de nos étudiants.

Adossement des formations à la recherche

Absence en formations professionnalisantes

Les experts soulignent un adossement à la recherche variable et « nettement moins présent » dans les formations professionnalisantes.

Celles-ci sont à la croisée des deux mondes que représentent la recherche et l'entreprise. Ainsi ces formations étant des diplômes universitaires, elles proposent aux étudiants un adossement à la recherche qui peut prendre différentes formes dont l'implication des enseignants-chercheurs en est une. Les enseignants-chercheurs qui interviennent dans les formations professionnalisantes ou généralistes nourrissent leurs enseignements d'exemples tirés de leurs activités de recherche menées au sein des laboratoires d'adossement ou d'appartenance, de

travaux de recherche (projets tutorés, mémoire de stage). Cependant il ne peut être demandé aux formations professionnalisantes, un adossement à la recherche aussi diversifié et varié qu'une formation généraliste dont un des objectifs est de poser les bases pour former de futurs doctorants.

Implication des enseignants-chercheurs

Le comité indique à plusieurs reprises l'implication considérée comme plutôt faible des enseignants chercheurs dans les formations.

Le nombre d'enseignants-chercheurs fait l'objet d'une attention particulière sur l'établissement avec des campagnes d'emploi permettant de faire progresser le nombre de recrutements. Toutefois, notre SCSP ne permet pas de couvrir l'ensemble de notre plafond d'emploi, comme l'a précisé la Cour des comptes en juin 2025 et nous participons également activement aux enseignements de master dispensés dans le cadre de l'établissement expérimental sur les sites d'Orsay et de Sceaux. Cependant, un petit nombre de diplômes est concerné et nous allons corriger les difficultés constatées par un redéploiement de notre offre de formation.

Le taux d'encadrement de l'établissement est d'environ 4 % (soit un enseignant-chercheur pour 25 étudiants). Le faible taux d'encadrement dans certaines filières s'explique, d'une part, par le faible taux d'encadrement global et, d'autre part, par un nombre important d'éléments de formation.

Sur ce dernier point, l'établissement s'est engagé dans une démarche de redimensionnement de son offre de formation en réduisant le nombre d'éléments de formation, notamment ceux à faible effectif et insertion professionnelle incertaine.

Ce redimensionnement est accompagné d'une réduction du nombre d'heures d'enseignement (12 % de réduction prévue sur les trois prochaines années).

Ces mesures permettront de pallier la faiblesse d'interventions des enseignants titulaires, et notamment des enseignants-chercheurs, dans les filières concernées.

Professionnalisation des formations du 1er cycle

Implication des professionnels

Le comité d'expert indique que dans le cadre des LP et BUT, « l'implication des professionnels reste en deçà des attentes pour ce type de diplôme ». Dans le cas des BUT et pour les années évaluées, le BUT3 n'existait pas encore ce qui a eu comme conséquence que parfois le total des heures de formations indiquées ne prenait pas en compte l'année de BUT 3 et donc le calcul réalisé par les experts pouvait ne pas refléter la réalité de l'offre de formation proposée en 22-

23 (comme par exemple pour le BUT MT2E ou GEII). L'implication des professionnels dans ces formations est donc supérieure à ce qui était annoncée (12% au lieu de 8% pour MT2E par exemple) et il faut prendre également en considération que les enseignements les plus spécialisés avec une expertise avancée se déroulent en 3e année, lorsque toutes les notions générales ont été assimilées. Cet aspect ne pouvait être pris en compte en 2022-23 mais a pour conséquence une implication des professionnels représentant plus de 20% des enseignements à partir de la mise en place par exemple du BUT3 MT2E. Des actions ont été mises en place de façon à augmenter encore l'implication des professionnels ce qui se traduit par exemple pour le BUT GEII par une augmentation de plus de 70h.

Taux élevé poursuite d'études

Le comité d'expert « relève des taux élevés de poursuite d'études dans plusieurs LP ».

Les filières professionnalisantes sont un atout pour notre établissement avec plus de 200 étudiants inscrits car elles sont le garant de notre ancrage dans notre territoire et répondent aux attentes du milieu socio-économique non seulement en termes de formation mais par la suite de recrutement. Cependant un des éléments qui est parfois reproché à ces formations est un taux trop important de poursuites d'études. Il est vrai qu'un certain nombre de diplômés par exemple de licences professionnelles choisissent de s'inscrire dans des programmes de masters ou d'école qui leur permettent d'acquérir des compétences avancées dans un domaine en lien avec leur projet professionnel. Il est cependant important de mentionner que **cette poursuite d'études est réalisée en très grande majorité dans des formations en apprentissage** accentuant donc le parcours professionnalisant de ces étudiants et aboutissant à une insertion professionnelle à la fin de leur cursus. Même si cette poursuite n'est bien sûr pas encouragée par les responsables de filières, il est cependant difficile d'empêcher un diplômé de candidater pour poursuivre son cursus en particulier lorsque les candidatures peuvent être réalisées sur une plateforme nationale et dématérialisée telle que MonMaster. De plus il est demandé aux établissements d'enseignement supérieur de proposer des parcours adaptés aux attentes de chaque étudiant. Il est alors parfois difficile de ne pas pouvoir répondre à des étudiants dont le désir de continuer à progresser dans les études arrive en cours d'année. D'autre part cette poursuite d'études peut être également vue comme un gage de la qualité des formations concernées et de leurs diplômés.

Internationalisation des formations

Faible nombre de mobilité entrante et sortante

Selon le comité d'expert, « la qualité de l'internationalisation est freinée par un faible nombre de mobilités entrantes et sortantes ». Nous sommes conscients que les mobilités sortantes et entrantes peuvent être considérées en nombre trop faible. Cependant il ne faut pas oublier que

les années d'observation ont été traversées par la crise du COVID qui a complètement désorganisé les échanges internationaux. L'impact de la crise sur le nombre de mobilités entrantes et sortantes concerne aussi bien les étudiants que les enseignants est évident. Parallèlement les aides à la mobilité de la région Ile de France sont orientées sur les échelons les plus élevés des boursiers, limitant les incitations pour les autres étudiants.

Dans le cadre des formations délocalisées développées par exemple par l'IUT pour un certain nombre de licences professionnelles (Cameroun, Algérie..), une charte a été créée de façon à assurer que dans ces formations au moins un tiers des enseignements cœur de métier soit réalisé par des enseignants de notre établissement.

Pilotage et amélioration continue

Outils pas utilisés par l'IUT

Le comité d'expert a relevé qu'une difficulté pour assoir une amélioration continue pouvait résider dans le fait de l'utilisation au sein de l'établissement d'outils différents par exemple pour les inscriptions, la comptabilisation des services. Nous sommes tout à fait conscients de ces difficultés et nous avons travaillé pour homogénéiser l'ensemble des logiciels ou applicatifs utilisés au sein de l'ensemble de l'établissement (Apogée, eCampus, Sysiphe...). Ainsi la détermination d'indicateurs pertinents communs sera beaucoup plus aisée et l'analyse des données ainsi que les comparaisons entre composantes ou formations sera plus pertinente et permettra un meilleur pilotage.

Evaluations des formations

Le comité d'expert indique « une absence de processus formalisés d'évaluation des formations et des enseignements par les étudiants ».

Nous reconnaissons que l'établissement n'a pas encore systématisé les évaluations des enseignements par les étudiants pour toutes les formations. Il existe cependant plusieurs occasions au cours d'une année universitaire où celles-ci sont évoquées comme par exemple : conseil de perfectionnement, réunion pédagogique, rendez-vous des étudiants avec les référents ARL (accompagnement à la réussite en Licence). Des enquêtes spécifiques sont réalisées par un certain nombre de formations mais mériteraient d'être généralisées à l'ensemble des formations par l'intermédiaire d'un outil et d'un format sur lesquels des réflexions sont en cours de manière à homogénéiser le processus de collecte de ces évaluations pour lesquelles nous savons la difficulté d'obtenir un taux de réponse important.

Conseil de perfectionnement

Le comité d'expert relève une disparité dans la composition des Conseils de perfectionnement et dans l'appropriation des missions de ceux-ci par les équipes pédagogiques. Même si les conseils de perfectionnement ont été mis en place depuis plusieurs années au sein de notre établissement, il nous est apparu nécessaire d'apporter des modifications à leur cadrage (votées en avril 2023) de façon à réaffirmer leurs rôles et leur importance quelle que soit le type de formations (généraliste ou professionnalisante). Ainsi une attention particulière est portée au respect de ce cadrage et les conclusions des conseils de perfectionnement sont présentés par mention en commission de suivi de l'offre de formation (CSOF) chaque année.

Évaluation des universités et des écoles
Évaluation des unités de recherche
Évaluation des formations
Évaluation des organismes nationaux de recherche
Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

